CONSIDÉRATIONS

SUR

LES EFFETS

DE

L'IMPÔT

DANS

LES DIFFÉRENS MODES DE TAXATION.

PRÉCÉDÉES DE

QUELQUES NOTIONS ESSENTIELLES, SUR LES ÉPOQUES LES PLUS INSTRUCTIVES DE LA SOCIÉTÉ.

PAR

LE MARQUIS DE CASAUX,

DE LA SOCIÉTÉ ROYALE DE LONDRES, ET DE CELLE D'AGRICULTURE DE FLORENCE.

If Men would be content to graft upon Nature, and assist her operations, what mighty effects might we expect!

SPECTATOR.

Si les Hommes vouloient se borner à greffer sur la Nature, & aider ses opérations, quels puissans effets nous pourrions en attendre! LE SPECTATEUR.

À LONDRES,

De l'Imprimerie de T. SPILSBURY & FILS, *Snow-hill.*

Se trouve chez C. DILLY, *Poultry*; P. ELMSLEY, *Strand*; J. DEBRETT, *Piccadilly*; & J. DE BOFFE, *Gerard-Street.*

M.DCC.XCIV.

BRITISH MUSEUM

TABLE
DES
CHAPITRES, SECTIONS, & MATIÈRES.

Page

Avant-propos - - - - - 1

Notions préliminaires sur les époques les plus instructives de la société 13

Première époque. *Notion de la propriété & distinction des capitaux dont elle est composée, au moment où l'on ne peut la méconnoître* - - - - - 14

Seconde époque. *Premier partage des produits du travail annuel, & sur quel principe* - - - - 21

Troisième époque. *Second partage des produits du travail annuel, & sur quel principe* - - - - 25

Quatrième époque. *Troisième partage des produits du travail annuel, & sur quel principe. Nouveau capitaliste (le fermier) :—notion du luxe* - - 28

Cinquième epoque. *Acceſſion des capitaliſtes & des travailleurs de l'induſtrie;*

6

Page

revenu territorial, & moyens de défenſe néceſſairement doublés ; revenu général quadruplé ; nouveau partage des produits du travail général annuel, & ſur quel principe - - - - 36

SIXIÈME ÉPOQUE. *Progrès ultérieur de la ſociété ; argent, ſes avantages, ſes inconvéniens, remède—commerce étranger — 49*

SEPTIÈME ET DERNIÈRE ÉPOQUE. *Beſoin reconnu d'un gouvernement ; ſon objet & ſes moyens pour tous les temps, & ce qui en réſulte relativement à la richeſſe générale, & à l'aiſance particulière - - 62*

EVENEMENT A PRÉVOIR - - 83

CONSIDÉRATIONS SUR LES EFFETS DE L'IMPÔT DANS LES DIFFÉRENS MODES DE TAXATION - - - 95

CHAPITRE PREMIER. *Expoſition du ſujet ib.*

CHAPITRE SECOND. *De la taxe ſur la terre ſeule - - — 106*

SECTION PREMIÈRE. *Premier mode de taxation : effets d'une taxe de 500 millions priſe dans la poche du propriétaire de la terre en déduction de ſon produit net - 107*

SECTION SECONDE. *Second mode de taxation : effets de la taxe de 500 millions, priſe dans*

Page

la poche du fermier, ſauf à lui à ſe dédommager, s'il le peut, par un enchériſſement de 10 pour cent, ſur tous les produits territoriaux - - - - 112

SECTION TROISIÈME. *Troiſième mode de taxation. Effets de la taxe de 500 millions, priſe encore dans la poche du fermier, mais avec l'eſſai d'un taux d'enchériſſement plus conſidérable que celui dont nous avons reconnu l'inſuffiſanse à l'egard du fermier - 117*

SECTION QUATRIÈME. *Cauſe immédiate de la réaction des prix qui s'établiſſent dans l'agriculture ſur ceux de l'induſtrie — 122*

CHAPITRE TROISIÈME. *De la taxe ſur l'induſtrie - - - - 130*

SECTION PREMIÈRE. *Quatrième mode de taxation. Effets de la taxe de 500 millions, priſe dans la poche des capitaliſtes de l'induſtrie - - - - 131*

SECTION SECONDE. *Cinquième mode de taxation. Effets de la taxe de 500 millions, établie ſur quelques produits de l'induſtrie 134*

SECTION TROISIÈME. *Obſervation ſur une objection qu'on pourroit faire contre le principe qui ſert de baſe à la réaction des prix, réaction auſſi néceſſaire dans la cinquième mode de taxation que dans tout autre - 145*

Page

CHAPITRE QUATRIÈME. *Sixième mode de taxation. Effets de la taxe de 500 millions partagée entre les produits de la terre, consommés exclusivement par les riches, & les produits qui y correspondent dans l'industrie - - - - 151*

CHAPITRE CINQUIÈME. *Analyse du système de la division des produits en classes taxées, & classes non taxées - - 156*

SECTION PREMIÈRE. *Différence des effets que la division des produits en classes taxées & classes non taxées, opère à l'égard des unes & des autres - - - ib.*

SECTION SECONDE. *Effets de la réduction des 20 classes taxées, à 2 - - 159*

SECTION TROISIÈME. *Développemens ultérieurs, nécessaires pour apprécier au juste le système de la taxation du luxe relativement à ses deux grands prétextes,*---GARANTIR DE L'ENCHÉRISSEMENT TOUS LES OBJETS NON TAXÉS, ET DISPENSER LES CAPITALISTES DE LA NECESSITÉ D'AUGMENTER LES SALAIRES DE LEURS TRAVAILLEURS 162

SECTION QUATRIÈME. *Continuation du même sujet. Le travailleur (qu'on prétend favoriser par ce système) est le seul que ce système opprime - - - 168*

Page

SECTION CINQUIÈME. *Continuation du même ſujet ;—effets des réductions de l'intérêt de la dette nationale* - - - 180

SECTION SIXIÈME. *Continuation du même ſujet. Perte en revenu & en capitaux évaluée* - - - - 196

CHAPITRE SIXIÈME. *Septième & dernière mode de taxation à examiner* - - 209

SECTION PREMIÈRE. *Application du ſeptième mode de taxation au trop fameux déficit* - 223

SECTION SECONDE. *Objections contre la taxe propoſée* - - - - 236

PREMIÈRE OBJECTION. *L'avantage reconnu d'impoſer la taxe le plus près poſſible de la conſommation* - - - *ib.*

SECONDE OBJECTION. *L'avantage du commerce étranger dépend principalement du bas prix de la main-d'œuvre ; la taxe propoſée l'enchérit de* 11 *pour cent ; il va donc être perdu ſans reſſource* - - 246

TROISIÈME OBJECTION. *Relative à la balance du commerce* - - - 256

CHAPITRE HUITIEME. *Des effets de la guerre actuelle ſur l'état futur de l'Angleterre, & des autres Puiſſances coaliſées,*

Page

SI ELLES ADOPTENT LES MAXIMES FISCALES DES ANGLOIS—ET SE HATENT D'AJOURNER, CONJOINTEMENT AVEC L'ANGLETERRE, TOUT AUTRE PROJET QUE CELUI DE TERMINER LE PLUS PROMPTEMENT, LE PLUS HONORABLEMENT, ET LE PLUS AVANTAGEUSEMENT, CETTE GUERRE QU'ELLES AVOIENT SI MAL JUGÉE! - - - - 272

ERRATA.

P. 76, l. 3, au lieu de *laboureuſe*, écrivez *laborieuſe*.

P. 158, l. 4, au lieu de *p.* 13 & 133, écrivez *p.* 132 & 133.

P. 168. Après ces mots du titre, CONTINUATION DU MEME SUJET, ajoutez—*Le travailleur (qu'on prétend favoriſer par ce ſyſtême) eſt le ſeul que ce ſyſtême opprime.*

P. 178, l. 9, au lieu de *les* $\frac{1}{3}$, écrivez *les* $\frac{3}{4}$.

P. 272, au lieu de 142, écrivez 242.

AVANT-PROPOS.

JE m'abſtiendrai, autant qu'il ſera poſſible, de tout ce qui ſeroit capable de rappeler ſans utilité, des ſouvenirs trop amers ; mais comment s'occuper de l'impôt, & croire qu'il ſoit inutile d'obſerver que les gens les plus intéreſſés, par leur état, à s'éclairer eux-mêmes ſur tous les points de cette importante matière, & ſur-tout à déſabuſer ceux dont l'oppoſition étoit certaine, & le concours indiſpenſable, ont conſtamment refuſé de s'en occuper, & même d'en charger leurs ſous-ordres ; qu'ils ont refuſé de s'en occuper dans un temps où ils le pouvoient avec autant de ce qu'on appelle gloire pour eux-mêmes, que d'avantage pour l'humanité entière ;—dans un temps où des idées juſtes, ſur la nature & les effets notoires des contributions publiques, relativement à l'aiſance particulière & à la proſpérité générale, pouvoient épargner à la France tous ſes malheurs, & au reſte de l'Europe, tout le ſang & tous les millions qu'elle a répandus, & qu'elle va répandre. Je réclame l'indulgence du Lecteur ſi

j'ajoute que, dans ce même temps, je n'eus point à me reprocher d'avoir négligé rien de ce qui pouvoit appeler l'attention du Public, celle des Rois, celle de leurs Miniſtres, ſur cet objet ſi important, & dont la connoiſſance approfondie auroit, *alors*, je ne crains pas de le répéter, affermi la puiſſance des uns, facilité l'adminiſtration des autres, conſolidé l'obéiſſance des Peuples, aſſuré les jouiſſances de tous, & conduit peut-être, par une voie très-naturelle, à cet heureux état qu'on eſt aujourd'hui trop fondé à regarder comme une chimère... Mais à quoi pouvoient aboutir les efforts d'un homme auſſi dénué d'intérêt parmi les gens de lettres, que peu fait, par ſa poſition dans la ſociété, pour accréditer des idées abſolument nouvelles ;—des idées trop contraires à des principes jugés inattaquables, pour ne pas juſtifier l'inattention, diſons mieux, l'oppoſition ouverte, ou cachée, de quiconque ſe croiroit intéreſſé à défendre les anciennes ? Quel ſuccès attendre d'une expoſition ſimple, quoique raiſonnée, de faits inconteſtables à la vérité, mais qui exigeoient une méditation profonde ſur leurs rapports juſqu'alors inapperçus, leur dépendance mutuelle auſſi peu ſoupçonnée, leurs conſéquences qu'il falloit apprécier, & qu'on ne pouvoit apprécier au juſte ſans tenir dans ſa

main tous les fils de cette toile immenſe qui embraſſe toute la ſociété, & ſans connoître tous les points où ces fils ſe plient & ſe replient les uns ſur les autres ? Quel ſuccès attendre d'un ouvrage qui démontroit à une Nation effrayée de l'énormité de ſes engagemens, qu'elle devoit une grande partie de ſa richeſſe à ſes dettes, & qu'elle ſe feroit autant de tort à les payer (quand bien même elle le pourroit) qu'à les anéantir par une banqueroute, qu'on ne rougiſſoit pas de lui conſeiller,—& qui prouvoit également à une autre nation plus riche & moins endettée, qu'elle ne devoit ſon embarras actuel, & beaucoup de malheurs paſſés, qu'à la modicité de ſes dettes, & au ſyſtême auſſi deſtructeur qu'inique, de les réduire, quand elle ne pouvoit plus emprunter ?— Comment enfin conſerver quelque eſpérance, lorſquedes compagnies de ſavans, dont on avoit ſollicité, non pas le ſuffrage, mais l'opinion,— s'obſtinoient, les unes à garder le ſilence, & les autres à déclarer franchement qu'elles étoient condamnées par leur inſtitution, à conſidérer un ſujet auſſi grave, comme l'arche ſacrée à laquelle le gouvernement ſeul pouvoit toucher, & dont on ne pouvoit même parler que d'après ſes ordres précis, ſes projets du moment, & ſes beſoins de la journée.

Aujourd'hui ! combien d'autres conſidérations encore plus décourageantes, plus capables de glacer la main du malheureux, que le beſoin d'une occupation forte, & l'inaptitude à tout autre travail, aſſervit à celui de penſer, & de pourſuivre conſtamment le fil de ſes idées,— de ſes idées dont ſon cœur lui garantit la rectitude, parce qu'il n'eſt empoiſonné d'aucune de ces miſérables paſſions qui entraînent, aviliſſent, ou exaltent ; parce qu'il eſt infiniment au - deſſus de ce qu'on appelle néceſſité, & qu'il ne connoît point les fantaiſies ;—parce qu'enfin, étranger par - tout, ſoit pour une raiſon, ſoit pour une autre, il ne peut être nulle part qu'un homme, qu'il ne peut avoir d'autre ambition que d'être un homme par-tout, & qu'il ſait bien que, pour l'être en effet, il ne faut pas attacher une grande valeur à l'avantage de le paroître.

Cependant, de quelle utilité ſeront-elles, ces idées, s'il eſt le ſeul qui s'en occupe, & comment perſuadera-t-il au public de s'en occuper ?— Comment perſuadera-t-il au public de détourner ſes yeux du préſent qui l'abſorbe, ou l'écraſe, pour les porter vers un avenir que les meilleurs eſprits n'oſent prévoir, & que les plus forts craignent de juger ?

Quel intérêt inſpirer encore pour la ſociété, lorſqu'on voit ſa diſſolution décidée, dans le pays le plus renommé pour en poſſéder, pour en goûter, pour chercher ſans ceſſe à en augmenter & propager tous les charmes ; lorſque tous ſes liens y ſont briſés ; lorſque tous les mots conſacrés à tranſmettre les idées qui en formoient & la baſe & l'appui, ſont impudemment proſtitués, excluſivement réſervés à l'inconcevable projet de l'anéantir, aux maximes les plus ſanguinaires, aux traits de la licence la plus effrénée, à des actes d'une barbarie froide, réfléchie, ſavourée, dont l'hiſtoire gémira d'être obligée de perpétuer le ſouvenir ; lorſque la terreur y pétrifie tous ceux que la hâche des bourreaux ſemble n'avoir juſqu'ici épargnés, que pour prolonger le tourment des victimes ; lorſqu'on n'y amoncèle tant d'innocens dans les cachots, que pour être ſûr de pouvoir chaque jour ſacrifier un nombre à-peu-près égal de victimes, & finalement, pour avoir en un ſeul jour plus de milliers d'innocentes victimes à immoler !

Mais ſur-tout, quelle abſurdité de diſſerter ſur le choix des impôts, lorſqu'on ſupplée ſi largement à tous, par des proſcriptions, des aſſaſſinats, des confiſcations, & par la voie encore plus courte des ſacriléges & des extorſions ?

Quel beſoin aura-t-on d'impôts, ſi cette horde de brigands, dont tous les fléaux deſtructeurs ſignalent le paſſage le plus rapide, réuſſit à pervertir & bouleverſer toute l'Europe, comme elle a, dans ſi peu de temps, *à la face de toute l'Europe*, à LA HONTE DE TOUTE L'EUROPE, perverti & bouleverſé le plus puiſſant de tous ſes royaumes ?

Pourquoi leveroit-on des impôts, ſi ce n'eſt pour conſerver la propriété,—que ces brigands détruiſent par-tout où ils ne peuvent l'envahir ? & ſur quoi lever des impôts, lorſque la propriété ſera détruite ?

Que répondrai-je à ces raiſons ?—Qu'oppoſerai-je à ce tableau trop fidèle de vertige & d'aveuglement, d'audace & de lâcheté, d'atrocités & de ſtupeur,—qu'oppoſerai-je à ce tableau ?—des ſuppoſitions.....

Je ſuppoſerai tout ce qui poſsède, ſoit chaumière, ſoit couronne, convaincu enfin de la néceſſité de faire inſtamment tout ce qu'il eſt inſtant de faire pour n'être pas dépoſſédé,—& j'ajoute, pour ne pas mériter de l'être, ſans inſpirer la moindre pitié.

Je ſuppoſerai le redoublement d'efforts évidemment indiſpenſable pour étouffer le monſtre qui promit à toute l'Europe de la dévorer, qui commença par la France, & dont les forces & la férocité augmentent à meſure qu'on la lui laiſſe dévorer, dans le funeſte & vain eſpoir de le voir à la fin ſe dévorer lui-même, & ſe conſumer.

Je ſuppoſerai le ſuccès le plus prompt & le plus complet de ce redoublement d'efforts de toutes les Puiſſances coaliſées.

Je ſuppoſerai nos enfans affranchis du triſte beſoin de recommencer la ſociété, c'eſt-à-dire l'Europe promptement & ſolidement garantie du retour à l'ancienne barbarie, où la prolongation de la criſe actuelle la replongeroit inévitablement, dans un peu plus ou un peu moins d'années.

Je ſuppoſerai conſéquemment la France délivrée des Cannibales qui la déchirent, inſtruite & corrigée par ſes fautes & ſes malheurs, décidée par ſa propre conviction pour un gouvernement monarchique, *ſagement limité*, pour ce gouvernement monarchique qui lui eſt preſcrit & tracé par le gouvernement des peuples qui l'envi-

ronnent, par ſon étendue, ſa population, ſa richeſſe ;—oui, ſa richeſſe, qui n'eſt point anéantie, qui ne peut être qu'éclipſée, ſi ſon gouvernement futur eſt monarchique, & ſagement limité ; —je le répéterai donc, pour ce gouvernement monarchique *ſagement limité*, ſans lequel la France ne peut proſpérer, *ni l'Europe recouvrer ſa vraie balance*,—cette balance qui ſeroit ſi difficile à recompoſer, ſi la France perdoit en Europe l'influence qu'elle ne peut devoir qu'à une maſſe & des moyens capables de la conſerver,— *& dirigés par un gouvernement ſage que les autres nations reſpectent ſans pouvoir le redouter* ;— cette balance que ſes tyrans actuels promettent de remplacer par une autre qui ne pourra s'établir & ſe conſolider en Europe, ſi le nombre des républiques y augmente, qu'après qu'il n'y aura plus que des républiques ;—Princes & Rois, ſongez-y.....

Vous, Républiques, dont la conduite actuelle décèle peut-être le pitoyable deſir de n'être plus précédées, dans la hiérarchie politique, par des ambaſſadeurs de Rois & de Princes, ſongez que l'une d'entre vous dominera bientôt toutes les autres :—ſongez combien il ſera dangereux de diſputer cet honneur à la plus populeuſe,—à la mieux ſituée pour avoir dans le moins de temps

des maſſes énormes ſur dix points à la fois, & frapper celui qu'elle aura mis à l'ordre du jour ;—ſongez que cet honneur appartient à la plus vaſte, la plus conſéquente & la plus opiniâtre dans ſes projets,—la plus ſecrète dans ſes délibérations, la plus rapide dans ſes mouvemens, la plus féconde & la plus inépuiſable comme la plus atroce dans ſes reſſources & ſes moyens,—la plus barbare & la plus implacable dans ſes vengeances..... Et que ſes prétendues ſœurs liſent d'avance leur deſtinée dans le ſort de toutes les villes, de toutes les provinces, & de tous les malheureux qui voulurent en France échapper ou s'arracher au joug de fer que ſes tyrans appeſantiſſent journellement ſur leurs têtes.

Et Toi, dont on ne voulut peut-être anéantir l'idée que pour avilir celle des Princes & des Rois ! Être auſſi incompréhenſible dans les excès qui ſe commettent aujourd'hui, & dans les deſtructions qui n'ont pas encore laſſé ta patience, que tu le fus lorſque tu commenças les temps, dans cette immenſité de productions qui ſignalèrent ta bienfaiſance autant que ton pouvoir,—Maître des cauſes, tu dois l'être de leurs effets ;—réaliſe des ſuppoſitions, qui dépoſeront auſſi de ton exiſtence ;—& qu'on examine ſi j'attache trop

d'importance à l'objet ſur lequel j'appelle, depuis dix ans, l'attention du public, celle des Rois, celle de leurs Miniſtres ;—qu'on examine ſi ce n'eſt pas à la fauſſeté de l'opinion générale ſur les dettes publiques, & ſur l'impôt, que l'Angleterre doit la perte de l'Amérique ; la France, tous ſes malheurs,—& l'Europe, la pénurie honteuſe des ſeuls moyens capables de la préſerver des mêmes déſaſtres.—Qu'on examine avec rigueur tout ce que j'oſerai dire ; qu'on le diſcute comme on doit diſcuter l'objet de l'intérêt le plus imminent, le plus général, & le plus conſtant qui ait jamais été ſoumis à la diſcuſſion : —j'applaudirai aux critiques les plus ſévères ; & ce n'eſt pas ſans deſſein, ni par caractère, que je donne moi-même à tous ceux dont je combats les opinions, l'exemple de la ſévérité qu'ils doivent exercer à l'égard des miennes.

B L

NOTIONS

PRÉLIMINAIRES

SUR

LES ÉPOQUES

LES PLUS INSTRUCTIVES

DE

LA SOCIÉTÉ.

LES détails contenus dans les Notions Préliminaires, *quoique minutieux, &, ſi l'on veut, puériles, m'ont paru néceſſaires pour éviter, à l'égard des* Conſidérations ſur l'Impôt, *dont les* Notions *ſeront ſuivies, le même défaut que beaucoup de gens ont reproché au* Méchaniſme des Sociétés,—*celui de ſuppoſer que les idées & les principes qui ſervent de baſes à ces deux Ouvrages, ſont auſſi familiers à mes lecteurs, qu'à moi qui, rêveur par habitude & par beſoin, en avois fait l'objet conſtant & preſque unique de mes réveries de beaucoup d'années.—Je dois ajouter, ſans ſonger au temps qu'elles prenoient, ſans m'inquiéter du point où elles me conduiroient, & ſans imaginer qu'il ſe préſenteroit une circonſtance où il ſeroit eſſentiel que le Public voulût s'en occuper.—Ces trois conditions ſont peut-être plus utiles qu'on ne l'imagineroit, pour tirer la vérité du fond de cet abyme d'erreurs, où elle eſt ſi ſouvent enſevelie.*

NOTIONS PRÉLIMINAIRES

SUR LES

ÉPOQUES LES PLUS INSTRUCTIVES DE LA SOCIÉTÉ.

QUEL que ſoit le ſyſtême qu'on adopte ſur la formation de la ſociété, ſoit qu'on attribue ſon origine à la force, ou à la raiſon, rien de plus indifférent relativement à l'objet que je me propoſe d'examiner. Dans une ſuppoſition, comme dans l'autre, il vient un temps où la raiſon eſt obligée de s'aider de la force, ou bien la force—de la raiſon :—& il ſeroit bien dangereux alors de ſe repoſer ſur laquelle que ce ſoit des deux, ſi l'on n'étoit pas aſſuré de l'autre. Je ſuppoſe ici l'état primitif le plus contraire à tout eſpoir d'aſſociation humaine, parce que j'y trouve des raiſons qui doivent néceſſairement y conduire ; & je diviſe mon roman en ſept époques, parce qu'il m'a paru qu'il ſuffiſoit de conſidérer chacune d'elles ſéparément, & ſans ſonger à la ſuivante, pour avoir la ſolution des problêmes qui inté-

reſſent le plus eſſentiellement l'ordre ſocial, & qu'il ne reſtât aucun doute ſur le véritable intérêt, c'eſt-à-dire, ſur les devoirs & les droits reſpectifs des différens membres de l'aſſociation, lorſqu'elle eſt parvenue au point où nous la voyons aujourd'hui.

PREMIÈRE ÉPOQUE.

Notion de la Propriété, & Diſtinction des Capitaux dont elle eſt compoſée au moment où l'on ne peut la méconnoître.

L'ÉTAT prétendu de nature eſt celui où les droits de l'homme n'ont d'autres bornes que ſa force, & ſes appétits.

L'état de ſociété eſt celui où l'exercice des facultés que nous avons reçues de la nature, & l'uſage de tout ce qu'elles nous ont acquis, & pourroient nous acquérir, ſont limités par la loi quand elle parle, & doivent l'être par la conſcience quand la loi ſe taît.

La loi a des caractères extérieurs qui la font connoître quand on l'ignore, & qui la rappellent quand on l'oublie ;—la conſcience eſt cette eſpèce d'inſtinct moral dont l'homme ſeul paroît ſuſceptible, & qui le diſtingue plus avantageuſement des autres animaux ;—c'eſt cette voix ſecrète qui ne parle qu'à ſon cœur, & trop ſouvent malgré lui lorſque l'intérêt d'un tiers eſt compromis avec quelqu'un de ſes deſirs, & qu'il n'exiſte aucune loi poſitive qui lui apprenne ce qu'il peut alors ſe permettre, & ce qu'il doit s'interdire.

C'eſt bien improprement qu'on oppoſe l'état dont je viens de parler, à celui de nature, puiſqu'il eſt indubitable que ce ne peut être qu'à la nature que nous devons ce penchant irréſiſtible qui nous entraîne les uns vers les autres, & qu'il eſt également impoſſible de douter que ce ne peut être qu'à la nature qu'on doit cette intelligence & cette perfectibilité qui cherchent conſtamment, trouvent tôt ou tard, & adoptent enfin, lorſqu'elles en ſont bien convaincues, les moyens les plus capables de remédier aux inconvéniens inſéparables de toutes les eſpèces d'aſſociations humaines, & les loix les plus propres à multiplier & aſſurer les avantages néceſſairement atta-

chés à ces diverſes aſſociations, & qu'elles ſeules peuvent procurer.

Je ſuppoſe cependant cet état prétendu de nature, dont l'horreur & l'abſurdité ſont ſi bien démontrées par l'eſſai qu'on en fait en France, & par les atrocités que ſes tyrans accumulent ſans relache, pour les propager dans les quatre parties du monde;—& j'aurois demandé au bon Rouſſeau lui-même, après que l'ivreſſe de ſes premiers ſuccès littéraires fût un peu diſſipée, quelle raiſon avoit pu déterminer l'homme à renoncer à cet état dont ſa brillante imagination lui peignoit ſi admirablement les délices; quelle raiſon ?—La néceſſité affreuſe d'être toujours armé pour envahir, ou pour n'être pas dépouillé;—l'agitation, ou plutôt, la fièvre ardente, inſéparable de cette affreuſe néceſſité;—la terreur continuelle de quiconque ne crut pas poſſéder ſeul des forces ſupérieures à celles de tous les hommes dont il ſe voyoit environné;—le deſir & la facilité de s'affranchir, dans les premiers temps, de ces inquiétudes déchirantes, de ces tourmens, dont la prolongation eût rendu l'état d'homme cent fois plus déplorable que celui de la brute,—dont l'homme cependant, quoi qu'on puiſſe dire, connût bientôt l'infériorité. Alors, ſans doute, le premier qui raiſonna, dit : " J'aban-

" J'abandonnerai, je fuirai tous ces monſtres
" doués comme moi d'une figure humaine, mais
" qui n'uſent de leur raiſon que pour mieux
" aſſurer leurs brigandages, & de leur force
" que pour aſſervir à leur brutalité leurs ſem-
" blables les plus foibles, ou pour les égorger ;
" je les fuirai.—Je chercherai, je trouverai un
" aſyle contre leurs attentats, leurs ruſes, leurs
" perfidies : l'aſyle le plus reculé, le plus ſauvage
" ſera celui que je choiſirai, ſera le ſeul où je
" ſerai tranquille, je le trouverai ; je le rendrai
" impénétrable à tout ce que je voudrai en
" exclure, inacceſſible à tous ceux qui ſeroient
" capables de troubler mon repos, de diſputer
" mes plaiſirs, d'interrompre mon travail ; ce
" travail qui peut ſi aiſément ſatisfaire à tous les
" beſoins qui ſervent de prétexte à leur férocité ;
" je le trouverai cet aſyle, j'y conduirai cette
" femme que les monſtres ont voulu tant de fois
" me ravir ;—cette femme à qui je dois les ſeuls
" inſtans où je n'ai pas déploré le malheur
" de mon exiſtence, je l'y conduirai ;—j'y por-
" terai ces deux enfans que je nourris aujour-
" d'hui, & qui me nourriront dans ma vieilleſſe,
" comme j'ai nourri ceux qui m'avoient nourri ;
" —ces deux enfans, que ces monſtres alloient
" égorger comme ils ont égorgé mon père, je

" les y porterai ; je leur apprendrai le danger " qu'ils ont couru, ce que j'ai fait pour les " délivrer, ce qu'ils doivent faire pour n'être " plus expoſés aux mêmes horrreurs ;—pendant " leur enfance, je travaillerai ſous leurs yeux " cette terre où je les aurai mis en ſûreté ; où " les pieux, les paliſſades, les retranchemens " dont je l'aurai fortifiée, me répondront de " leur vie, comme de la mienne & de celle de ma " femme ; bientôt ils travailleront auſſi avec " nous cette terre qui nous fera tous vivre ; & " juſques-là, je ne craindrai point que d'autres " qu'eux partagent avec ma femme & moi, les " fruits que notre travail nous aura procurés."

Suppoſons maintenant que ces pieux, ces paliſſades, ces retranchemens, reconnus néceſſaires pour l'exécution du projet *très-raiſonnable* de l'homme *très-naturel* dont je viens de parler, —ces pieux, ces retranchemens, qu'il ſemble que le bon Rouſſeau deſirait qu'on eût immédiatement arrachés,—ſuppoſons, dis-je, qu'ils euſſent échappé aux recherches, ou réſiſté aux attaques des brigands dont le bon humain avoit voulu ſe garantir,—je demande ſi, aux yeux de tout autre qu'un brigand, ces pieux, ces paliſſades, ces retranchemens ne conſtatoient pas la priſe de

poſſeſſion de cette terre inculte & ſauvage, & la néceſſité, pour tout autre qu'un brigand, d'en chercher une ailleurs, & d'y faire les mêmes opérations, s'il étoit réellement las de brigander ; —je demande ſi *le travail* dont cette terre portoit les preuves, n'en conſtatoit pas la propriété dans les mains de celui qui l'avoit fortifiée, défendue, & miſe en état de culture ;—je demande ſi ce droit de propriété ne renferme pas celui de la tranſmettre ;—je demande enfin ſi, après un certain temps fixé & connu, il ne ſeroit pas auſſi abſurde qu'inique, d'exiger du poſſeſſeur de cette terre, d'autre titre de propriété que celui d'une poſſeſſion juſques-là non diſputée :—ne cherchons pas ailleurs l'origine de la *propriété*, *ſeule baſe immuable*, *comme appui indiſpenſable de l'édifice ſocial*,—mais examinons ce qu'elle offre à l'eſprit dans ce premier inſtant.

La première obſervation qui ſe préſente, c'eſt l'accumulation de ces travaux de pluſieurs années, comme foſſés, paliſſades, cabanes, abatis, plantations, &c. accumulation évidemment néceſſaire pour faciliter & aſſurer à chaque année ſubſéquente, la quantité de produits qu'on n'auroit pu eſpérer qu'après beaucoup d'autres années *ſans cette accumulation de travaux antérieurs.*

La ſeconde obſervation, c'eſt qu'ils augmentent la valeur de la terre, qu'ils ont droit à une portion de ſes produits, & qu'à ce titre ils repréſentent un ſecond capital très-diſtinct de celui de la terre, quoiqu'il y ſoit attaché.

La troiſième obſervation ; c'eſt qu'il eſt impoſſible d'obtenir *tous les ans*, un avantage de ce capital de *travaux antérieurs*, qui, dans la main du propriétaire, ſe confond avec le grand capital de la terre,—ſans le ſecours d'un troiſième capital, de ce capital de *travaux annuels*, ſans lequel il n'y auroit pas de reproduction conſtante.

Dans le cas dont il s'agit ici, il eſt bien évident que le poſſeſſeur de la terre réunit les trois eſpèces de capitaux, & que lui ſeul a droit à tous leurs produits; mais il eſt aiſé de ſuppoſer ces trois capitaux dans les mains de trois perſonnes différentes, & la moindre réflexion ſuffit pour ſe convaincre que, dans cet autre cas, tous leurs produits annuels doivent ſe partager par égale portion, entre les trois *propriétaires* ou *capitaliſtes* ;—nous aurons beſoin, dans le cours de ce petit ouvrage, de revenir pluſieurs fois à cette idée très-ſimple, mais très-féconde.

SECONDE ÉPOQUE.

Premier Partage des Produits du Travail annuel, & ſur quel Principe.

DÉSIGNONS par le nombre 4 la valeur de cette reproduction annuelle, après cette accumulation de travaux antérieurs dont j'ai parlé, & ſuppoſons qu'il ſurvienne un autre homme, qui diſe au mien :

" J'ai fait le tour de votre terre ; elle eſt
" bien garantie des brigands ; il eſt impoſſible
" qu'on y entre ſans votre permiſſion ; mais
" elle eſt d'une étendue ſi conſidérable, qu'il
" vous ſeroit également impoſſible de la travailler
" toute, quand vous auriez dans un an tous les
" enfans que vous aurez dans cinquante. J'ai
" des enfans auſſi, & une femme, qui en fera
" bien d'autres ; & je voudrois, comme vous,
" nous mettre tous à couvert des brigands dont
" nous avons tant à nous plaindre ; d'ailleurs
" j'apperçois ſur votre terre des eſpèces d'éta-
" bliſſemens, qui doivent y rendre le travail
" plus facile, & ſon produit plus prochain &

" plus conſidérable que je ne pourrois l'eſpérer
" de la peine que je prendrois à chercher une
" terre inculte, à la fortifier contre les attaques
" des brigands, y abattre les premiers arbres,
" planter le terrein, & chaſſer en attendant qu'il
" produisît.—Permettez-nous de travailler avec
" vous, & nous partagerons, par égale portion,
" tous les produits de notre travail commun.

" Cela n'eſt pas juſte," (diroit le bon humain au ſurvenu); " en voici la raiſon :—Avant que
" j'euſſe formé ces établiſſemens que vous recon-
" noiſſez ſi avantageux, & dont effectivement
" les uns me garantiſſent des brigands, & les
" autres facilitent, accélèrent & aſſurent toutes
" mes opérations,—mon travail de l'année me
" produiſoit rarement un & demi ;—il me pro-
" duit aujourd'hui 4 à 5, avec beaucoup moins
" de peines ; & j'ai des bâtimens où je con-
" ſerve les fruits d'une année abondante, pour
" le cas que j'ai vu plus d'une fois, d'une année
" inſuffiſante ou ſtérile ; je ne puis donc m'em-
" pêcher de regarder 2 portions, des 4 que pro-
" duit mon travail annuel, comme appartenantes
" tant au capital de ma terre, qu'à l'accumula-
" tion de ces capitaux de *travaux antérieurs*,
" qui l'ont miſe en état de produire plus du

" double preſque immédiatement, & de con-
" ſerver ſon ſuperflu ; les deux autres portions
" m'appartiennent comme ſalaire de mon *travail*
" *annuel*, ſans lequel, comme vous, je ne ſaurois
" ſubſiſter même avec cette accumulation de
" tant d'autres capitaux, qui m'a coûté tant
" de peine, & à laquelle vous n'avez pas contri-
" bué.

" Si à mon travail, que je n'épargnerai pas, (continuera mon homme), " & à celui de ma
" femme, qui vaut bien la vôtre, vous joignez
" le travail de votre femme, & celui que je dois
" attendre de votre âge & de votre vigueur,—
" certainement ma terre produira 8 à 9 ; &, dans
" ce cas, un tiers doit appartenir tant à ma terre,
" qu'à mes capitaux de *travaux antérieurs* ; un
" autre tiers ſera tout auſſi légitimement dû à
" mon *travail de l'année* ; & le troiſième vous
" appartiendra pour celui que vous y ajouterez.
" J'aurois tort de vous le diſputer : cependant
" obſervez qu'en vous abandonnant ce tiers, je
" vous fais gagner, dès la première année, ce
" que je n'ai gagné que bien des années après
" celle où j'ai planté mon premier pieu, abattu
" mon premier arbre, & amaſſé la première pierre
" des bâtimens où je conſerve ce ſuperflu de

" mes récoltes, qui m'empêche de mourir de
" faim dans les années ſtériles. Obſervez auſſi
" que c'eſt grace à ces bâtimens, & à ce ſuperflu
" qu'ils ont conſervé, que je puis vous nourrir
" aujourd'hui, & qu'il faudra bien que je vous
" nourriſſe, vous, votre femme & vos enfans,
" juſqu'à l'année prochaine; car ce ne ſera
" qu'alors que nous récolterons les 8 à 9 dont
" le tiers ne vous ſera bien ſtrictement dû,
" qu'après qu'il ſera récolté, comme les deux
" tiers qui doivent m'appartenir."

Quel parti prendra l'aſpirant à travailler ſur une terre déjà préparée ? Je n'en vois que trois, entre leſquels il faudra bien qu'il ſe décide.

Le premier, d'accepter le partage que mon homme lui propoſe :

Le ſecond, de chercher une terre inhabitée, de la fortifier, planter, &c. ; & ſe contenter, pendant pluſieurs années, d'un produit beaucoup au-deſſous des trois qu'il peut s'aſſurer dès aujourd'hui, ſur le terrein de mon propriétaire :

Le troiſième enfin, de maſſacrer mon propriétaire avec ſes enfans, pour jouir ſans inquiétude

& de ſa femme, & de ſa terre, & de cette accumulation de *travaux antérieurs*, qui ne lui a coûté ni ſoins ni peines, & qui a déjà porté à 4 ou 5, le produit du *travail annuel* du malheureux qu'il aura maſſacré, & de ſa femme qu'il ſe ſera appropriée.—Ce dernier procédé eſt certainement le plus court ; mais on le déſigne par les mots de rapt, de vol & d'aſſaſſinat, dans tous les pays où ces atrocités ne ſont pas (comme elles le ſont aujourd'hui en France) citées comme les ſeules preuves inconteſtables du ſeul patriotiſme qui ne puiſſe être ſuſpecté ;—je ſuppoſerai donc que l'homme ſurvenu acceptera le partage propoſé.

TROISIÈME ÉPOQUE,

Second Partage des Produits du Travail annuel, & ſur quel Principe.

MAINTENANT, qu'il ſurvienne un troiſième homme avec ſa femme & ſes deux enfans, & qu'il diſe à mon propriétaire par excellence, ou capitaliſte territorial :

" Qu'avez-vous beſoin de travailler ſur votre
" terre ? Vous feriez bien mieux de veiller vos
" paliſſades ; j'en ai vu quelques-unes qui me-
" nacent ruine, & que j'aurois pu renverſer ſans
" beaucoup de peine ; allez les raccommoder :
" votre terre produit 9 avec votre travail &
" celui de la ſeconde famille ; je remplacerai le
" vôtre par celui de la mienne ; & lorſqu'il ſera
" joint à celui de mon collègue, il donnera
" encore 9, comme ſi vous travailliez. A la
" vérité nous ne pourrons vous en donner que
" 3, au lieu de 6 que vous aviez en travaillant ;
" mais de ces 6, 3 appartenoient à votre travail
" *annuel*, & 3 à vos travaux *antérieurs*, ce ſont
" ces trois derniers qu'il eſt juſte de vous réſer-
" ver ; & puiſque 3 ont ſuffi à la ſeconde famille
" qui travailloit, ils ſuffiront également à la
" vôtre, qui n'aura rien à faire qu'à veiller vos
" paliſſades, & entretenir ces autres capitaux de
" travaux *antérieurs*, qui vous donnent,—à vous
" un ſi juſte droit à 3 des 9 que nous produi-
" rons,—& à nous, les ſeuls moyens que nous
" ayions pour avoir auſſi juſtement 6, au lieu
" des 3 que le travail annuel de nos deux fa-
" milles, *ſans vos capitaux*, ne nous auroit pro-
" curé qu'avec beaucoup de peine. Quand vous
" reviendrez de viſiter vos paliſſades, vous pour-

" rez examiner & contrôler le travail que nous
" aurons fait pendant vos promenades ; mais
" ſoyez ſûr d'avance que nous ne l'aurons pas
" épargné, puiſque les deux tiers de ſes produits
" doivent nous appartenir." *

La propoſition eſt acceptée, & voilà mon grand capitaliſte ou propriétaire par excellence, réduit véritablement & juſtement, de 6 à 3,— mais ſans autre occupation ni eſpèce de travail que d'inſpecter celui qu'on a fait, & d'entretenir tout ce qui le facilite, & l'aſſure.

---

* Quand le propriétaire partage par moitié la récolte avec les travailleurs, il leur fournit le bétail, & tout le complément aratoire ; c'eſt un nouveau capital d'épargnes ſur les travaux antérieurs, que le propriétaire ſubſtitue à ſon propre travail *annuel*, & dont il partage très-juſtement le bénéfice avec le travailleur qui le fait valoir.

QUATRIÈME ÉPOQUE.

Troiſième Partage des Produits du Travail annuel, & ſur quel Principe.

Nouveau Capitaliſte, le Fermier.—Notion du Luxe.

QUELQUES années ſe paſſent, & le dernier ſurvenu dit au premier :

" Nous ne ſommes pas toujours d'accord
" vous & moi, ſur ce que nous devons faire,
" ni ſur le temps, ni ſur la manière ;—alors
" le grand capitaliſte vient toujours, donne un
" troiſième avis, qui ne ſe rapproche ni du mien
" ni du vôtre, qui ſouvent n'a pas le ſens com-
" mun, & cependant il faut le ſuivre comme
" s'il étoit raiſonnable ;—j'ai une propoſition à
" vous faire : écoutez-bien.

" Entre nos deux familles de travailleurs,
" nous n'avons que 6 à partager dans les bonnes

" années, quelquefois 4 dans les mauvaiſes ;
" & j'ai ma portion, ainſi que ma femme &
" mes enfans, dans ces 6, ou dans ces 4, ſui-
" vant l'année ;—laiſſez-moi diriger le travail ;
" j'ai dans ma tête des moyens, & dans mon
" grenier un petit capital d'épargnes, que j'ai
" ſu faire ſur ma portion, toute modique qu'elle
" eſt :—ſi je ſuis le ſeul qui dirige le travail,
" je ferai de ces moyens & de mon petit capital,
" un uſage dont nous profiterons tous ; car je
" vous donnerai conſtamment les 6 que nous
" n'avons que dans les bonnes années ; vous ne
" les partagerez qu'avec ma femme & mes enfans
" qui travaillent avec vous ; je vous donnerai
" ces 6, quelque temps qu'il faſſe, & toujours
" d'avance, *graces à mon petit capital* ;—quant
" au grand capitaliſte, je veux auſſi lui en donner
" conſtamment 6, mais il ne les recevra qu'à la
" fin de l'année, & ſous la condition préalable
" qu'il ne ſe mêlera de rien que de veiller, lui
" & ſes enfans, à l'entretien de ſes bâtimens &
" de ſes paliſſades, pour leſquelles il nous
" détourne ſi ſouvent, quand nous aurions
" quelque travail bien plus directement inté-
" reſſant pour nous, à faire ou à préparer :—
" vous croyez peut-être que je perdrai à ce
" marché ; mais ſoyez ſûr que j'aurai mes 6 auſſi

" pour moi ſeul, quoique je travaillerai bien
" plus rarement de la main, que de la tête."

Cette propoſition eſt trop immédiatement avantageuſe au premier ſurvenu, & à la femme comme aux enfans du ſecond, pour n'être pas immédiatement acceptée; mais elle ſouffre quelques difficultés avec le grand capitaliſte;—eſt-il bien certain que le ſecond ſurvenu, (que j'appellerai déſormais *fermier*, comme je déſignerai ſimplement ceux qu'il fait agir, par le nom de *travailleurs*) eſt-il bien certain qu'à la fin de l'année il donnera 6 au grand capitaliſte ou propriétaire par excellence?—Il y auroit cependant un moyen de conciliation, ou du moins conſidéré comme tel par le grand capitaliſte; il le propoſe.—— *Le fermier n'a qu'à lui donner les 6 d'avance, comme il les donne aux travailleurs.*

" Vous me propoſez une choſe impoſſible, dit le fermier; " je ne puis vous donner
" conſtamment 6 à la fin de l'année, que
" parce qu'il m'en reſte à préſent 20 ou 25, que
" j'ai épargnés ſur les années précédentes:—
" ſi je les répands à propos ſur votre terre, lorſque
" vous me l'aurez affermée, je lui ferai conſtam-
" ment produire 18 au lieu de 9;—mais ſi

" je vous donnois les 6 que vous demandez
" d'avance, je ne lui ferois peut-être pas produire
" 14, & ce n'eſt pas mon compte.—Si vous
" vouliez obſtinément que je vous payaſſe
" d'avance le montant de la ferme, je ne pourrois
" vous donner aujourd'hui que les 3 que vous
" n'avez jamais qu'à la fin de l'année,—& ce ne
" ſeroit qu'après un fort long temps, que j'au-
" rois accumulé aſſez d'épargnes pour vous
" donner les 6 que je pourrai vous donner à-la
" fin de l'année où nous ſommes, & de toutes
" celles qui la ſuivront pendant que notre bail
" ou marché tiendra. Je vois que vous héſitez ;
" —ne ſeroit-ce point parce que vous n'avez
" pas beſoin de 6, que vous refuſez les 3 de plus
" que je vous propoſe ?—Mais qui vous em-
" pêchera de les épargner pour être en état de
" recevoir quelque autre famille, & de la nourrir
" en attendant qu'elle augmente votre revenu,
" avec lequel vous pourrez encore en recevoir
" d'autres ;—& dans ce cas nos forces ne feront-
" elles pas accrues de toutes celles des familles
" que vous nous aurez aggrégées ? Ne ferons-
" nous pas plus en état de défendre, en cas
" d'attaque, ces paliſſades qui nous protègent
" tous contre les brigands qui vous obligèrent
" à les planter :—il ſe peut auſſi que vous n'ayez

" plus le goût des épargnes, & il n'y a pas
" grand mal, puiſqu'il ne fait qu'augmenter
" chez moi & que j'ai trouvé un moyen fort
" ſimple de remédier à cet inconvénient :—je
" vous laiſſerai le maître de choiſir dans mes
" épargnes celles qui vous conviendront le
" mieux ;—je ſais ce que chacune me coûte *de*
" *temps, de travail, & de riſques à la garder*, &
" je n'exigerai de vous qu'un quart, ou une
" moitié de plus, en objets qui ne vous convien-
" dront pas dans votre portion, & ſuivant le
" choix que vous aurez fait dans la mienne :—
" je ferai plus, & j'y ſuis bien intéreſſé, car j'ai
" obſervé que depuis que vous ne travaillez plus
" à la terre, vous êtes devenu très-difficile ſur
" bien des choſes ; ſavez-vous pourquoi ?—c'eſt
" parce que, heureuſement, dans votre famille,
" vous n'avez chacun qu'un eſtomach, & tout
" auſſi heureuſement, beaucoup de fantaiſies ; or
" je ſuppoſerai, pour vous tranquilliſer d'avance
" ſur un événement aſſez probable, qu'il vous
" arrivera dix nouvelles familles qui vous de-
" manderont, comme nous avons fait, un aſyle
" contre les brigands auxquels elles auront
" échappé comme les nôtres ;—certainement,
" après un certain temps, chaque couple de
" familles vous donnera, pour le terrein que vous
" lui

" lui aurez affermé, les 6 de revenu que je
" vous offre pour le terrein dont je vous
" demande la ferme ;—vous aurez donc alors
" 66 de revenu ;—mais dans votre famille, vous
" n'avez chacun qu'un eſtomach :—*vous pourrez*
" *donc avoir encore entre vous au moins* 60 *fantaiſies*,
" *que nous prierons le ciel de vous conſerver*, & que
" je m'obligerai moi tout ſeul de ſatisfaire, ſans
" qu'il en réſulte le moindre tort au moindre
" individu de vos 12 familles.... Je ne vois
" plus qu'une raiſon qui puiſſe vous empêcher
" d'accepter ma propoſition ;—vous croyez qu'en
" vous promettant 6 pour la ferme que je vous
" demande, je vous promets beaucoup plus que
" je ne puis tenir ;—je vais répondre à cette
" raiſon : mais ne prenez pas en mauvaiſe part
" ce que je ſuis obligé de vous dire.

" Depuis le temps que vous n'avez rien à
" faire qu'à nous inſpecter tant bien que mal,
" & à raccommoder vos paliſſades, vous n'avez
" pas obſervé beaucoup de choſes qui ne
" m'ont pas échappé, & dont je ſaurai tirer
" un grand parti pour votre profit comme
" pour le mien,—*pourvu que* vous ayez le cou-
" rage de vous renfermer dans votre métier de
" grand propriétaire ; *on ne fait bien que celui*
" *dans lequel on a le courage de ſe renfermer* ;

" renfermez-vous donc dans votre métier de
" grand propriétaire & de grand capitaliſte,
" métier qui ne vous oblige qu'à veiller vos
" paliſſades, & à nous appeller quand vous
" & vos enfans ne ſerez pas aſſez forts pour
" les défendre contre les brigands qui viendroient
" pour nous piller ;—juſques-là je me renfer-
" merai auſſi dans le métier que je ſais faire,
" celui de capitaliſte ſubalterne, mais né-
" ceſſaire pour doubler votre revenu ; &
" j'aurai ſoin de contenir dans celui de ſimples
" travailleurs, tous ceux qui l'ont embraſſé,
" quoique ma femme & mes enfans ſoient
" encore dans le nombre. Cependant pour
" vous tranquilliſer, comme l'exigent la pru-
" dence de votre part, & la juſtice de la mienne,
" ſuivez pendant quelques mois, avec ré-
" gularité, toutes & chacune de mes opéra-
" tions : demandez-moi pourquoi j'ordonnerai
" une eſpèce de travail, quand vous en auriez
" ordonné une autre ; & ne commencez à vous
" inquiéter, que lorſque vous ne ſerez pas
" pleinement ſatisfait des réponſes que j'aurai à
" vous faire."

Rien de plus ſage, ce me ſemble, à ce période, que de conclure un marché qui donne 6 au lieu de 3 au grand propriétaire,---aſſure

conſtamment 6 aux ſimples travailleurs, qui ne les avoient que dans les bonnes années, promet également 6 au nouveau capitaliſte connu ſous le nom de fermier, & porte à 18, le revenu général, ou, ſi l'on veut, le produit annuel du travail ſur la terre,---produit qui n'étoit que de 9 avant que les capitaux d'épargnes faites par le fermier, ne fuſſent joints à ceux du grand propriétaire;----produit qui n'étoit que de 4, lorſque le travail *annuel* du propriétaire n'étoit aidé que par le capital de ſes travaux *antérieurs*,----& qui maintenant ne peut être réduit à $1\frac{1}{2}$, comme il étoit avant la formation des capitaux, *que dans le cas où les brigands parviendroient à les détruire, & réduire les copartageans au triſte beſoin de recommencer la ſociété.*

CINQUIÈME ÉPOQUE.

Acceſſion des capitaliſtes & des travailleurs de l'induſtrie ; revenu territorial & moyens de défenſe, néceſſairement doublés ; revenu général quadruplé ; nouveau partage des produits du travail annuel, & ſur quel principe.

NOUS ſuppoſerons maintenant que les dix familles de travailleurs annoncées par le fermier au grand capitaliſte, ſont effectivement arrivées, & ont porté ſon revenu de 6 à 66, après le temps néceſſaire, & graces aux capitaux épargnés par ceux des travailleurs que leur intelligence & leur économie auront élevés juſqu'à la claſſe de fermiers. Le revenu territorial ſera donc monté de 18, où nous l'avions laiſſé, à 198 ; mais il faut ſe rappeller, que dans la famille du grand capitaliſte, chacun n'a qu'un eſtomach, & que chacun des capitaliſtes ſubalternes ne ſauroit en avoir davantage. La maſſe de ces capitaliſtes ou fermiers a donc dans ſa poſſeſſion, graces à leur ſobriété, comme aux fantaiſies du grand capitaliſte & au petit nombre d'eſtomachs qu'il eſt obligé de remplir, aſſez d'épargnes pour

nourrir dix autres familles ; elles ſe préſentent heureuſement pour en débarraſſer les fermiers, *& les engager à continuer une réproduction qui alloit s'anéantir ſans la conſommation des familles qui ſurviennent :* ces familles ſont compoſées comme les anciennes, de capitaliſtes & de travailleurs, mais dans un genre bien différent de celui dont nous venons de parler. Leur orateur s'avance, & dit à mon propriétaire, ou capitaliſte par excellence ;

" Nous voudrions auſſi nous ſouſtraire à
" jamais à la férocité des brigands & à leur
" perfidie ;--ils ne nous ont laiſſé pendant
" quelques momens le fruit de notre travail,
" que pour nous perſuader que nous en étions
" les maîtres, pour nous engager à le conſerver
" dans cette idée, pour s'épargner l'embarras de
" le garder eux-mêmes, & pour venir enfin nous
" l'enlever & nous donner pour tout échange,
" des chiffons & l'ordre de travailler avec la
" même perſpective, ſi nous ne voulions pas
" être égorgés. Echappés à leur barbarie, nous
" ne regardons pas derrière nous ; mais il fau-
" droit chercher une autre terre, la fortifier con-
" tre les attaques de ces brigands comme vous
" avez fortifié la vôtre, la planter, &c. & nous
" n'entendons rien à cette eſpèce de travail ;—

" nous avons obſervé ſur votre terre un endroit
" aſſez commode, peu conſidérable par ſon
" étendue, mais auprès d'une petite rivière, &
" aſſez grand pour y bâtir ce que nous appel-
" lons une ville où nous placerions, ſi vous
" vouliez, tous les établiſſemens dont nous
" aurions beſoin pour y travailler à notre ma-
" nière ; vous verrez bientôt, que vous en pro-
" fiteriez autant que nous.

" Je commençerai par vous dire, que nous
" avons ſauvé de la rapacité des brigands, &
" porté avec nous, tout ce qu'il faut pour nous
" nourrir avec frugalité pendant quelques ſe-
" maines, & que nous pouvons donner dès
" aujourd'hui, non-ſeulement à votre famille,
" mais à celles de vos travailleurs, en y compre-
" nant vos fermiers, tout ce qu'il vous faut à
" tous, pour que le produit général de votre
" terre, qui n'eſt encore que de 198, monte
" juſqu'à 396 l'année prochaine, ou la ſuivante :
" —en voici la raiſon ; vos travailleurs perdent
" la moitié de leur temps à ſe faire de mauvais
" habits, de mauvais inſtrumens de travail,
" qu'il faut ſans ceſſe raccommoder, & ſouvent
" renouveller.---N'eſt-il pas vrai que s'ils em-
" ploient uniquement à produire des nourri-
" tures, cette moitié de leur temps qu'ils perdent

" à faire de mauvais habits, & de mauvais inſ-
" trumens qui les font travailler mal, & avec
" beaucoup de lenteur,----la quantité de nour-
" ritures qu'ils feront en travaillant mieux &
" plus vîte avec de meilleurs inſtrumens, ſera
" au moins double de ce qu'elle eſt aujourd'hui,
" quoiqu'ils les produiront avec moins de peine ?
" —Elle ſera donc de 396, au lieu d'être de
" 198.

" Remarquez bien, que cette double quan-
" tité de nourritures ne vous ſera point à charge
" ni à vos fermiers, puiſqu'elle nous ſera néceſ-
" ſaire, & que nous ſommes en état de la payer
" d'avance, par les bons habits dont vous avez
" tous beſoin, & par les bons inſtrumens qui
" vous manquent, & dont vous n'avez pas même
" l'idée :---

" Remarquez auſſi, que cette avance ne vous
" manquera jamais, parce qu'il eſt de notre
" intérêt de la continuer auſſi long-temps que
" nous ſerons payés à la fin de l'année :---

" Obſervez encore qu'il nous eſt facile de
" continuer cette avance, puiſqu'il ne s'agit pour
" cela que de continuer à travailler avec une
" population induſtrielle auſſi nombreuſe que
" votre population cultivatrice, compoſée comme

" elle de travailleurs & de capitaliſtes, qui
" ſavent, au moyen de leurs capitaux, tripler le
" produit de notre travail induſtriel, comme
" les capitaux chez vous triplent ceux du tra-
" vail ſur la terre:---ainſi donc, la moitié du
" produit de notre travail induſtriel, payera bien
" juſtement la moitié de celui de vos travailleurs,
" comme la moitié des produits de vos travail-
" leurs payera bien juſtement la moitié de celui des
" nôtres. Le fruit des notre union ſeroit donc né-
" ceſſairement, que vous auriez ſur votre terre une
" réproduction annuelle, *tant induſtrielle que ter-*
" *ritoriale*, de 792, aulieu des 198 ſeulement que
" la territoriale peut donner ſi vous rejetez les
" habits & les inſtrumens dont nous vous
" offrons l'avance,---ſi vous nous refuſez l'aſyle
" que nous venons chercher,---& enfin, ſi vous
" repouſſez les défenſeurs que vous pourriez
" joindre aux vôtres, dans le cas où les brigands
" trop nombreux vous obligeroient de nous
" appeller ; ce qui mérite auſſi quelque at-
" tention.

" Permettez que j'ajoute un mot qui intéreſſe
" ce dernier point comme tous les autres :---
" nous avons parmi nous quelques gens qui ne
" ſont guère bons qu'à rêver, mais ils rêvent
" quelquefois des choſes qui facilitent beaucoup
" le travail, qui améliorent ſes produits, qui

" en augmentent la quantité ;---quand cela leur
" arrive & qu'ils ont beſoin de quelque aſſiſ-
" tance, nous la leur donnons ; alors, véritable-
" ment, nous ſommes les premiers à profiter de
" leurs rêveries ; mais vous en profiterez auſſi
" bientôt après, car ils ne manqueront pas de
" vous indiquer également les moyens de pro-
" duire ſur votre terre, quelque choſe de nou-
" veau ou de meilleur, dont nous prendrons la
" moitié en échange, de cette moitié de nos nou-
" veautés ou améliorations dont nous aurons
" toujours beſoin de nous débarraſſer :---& ces
" rêveurs peuvent auſſi trouver quelques mo-
" yens de défenſe qui doubleront votre force,
" & vous diſpenſeront ſouvent de détourner de
" leur travail habituel & vos travailleurs & les
" nôtres ; ainſi vous voyez que ces rêveurs ſont
" fort utiles, *quand on ſait les contenir dans leur*
" *métier de rêveurs*.

" Aſſez de détails, pour ce moment-ci, ſur
" les raiſons de juſtice & d'intérêt général,
" qui exigent l'équilibre le plus exact entre
" l'agriculture & l'induſtrie, comme entre les
" travailleurs de l'une & de l'autre ; il ſuffira
" d'y ajouter quelques-unes des nombreuſes
" réflexions qu'ils ſuggèrent,

1.re *Réflexion*. Le nombre des familles doit s'accroître ;---tel eſt l'ordre de la nature ; & il

ne ſe préſente aucune raiſon qui empêche de ſuppoſer qu'en général l'accroiſſement ſe fera toujours à-peu-près dans les mêmes proportions, c'eſt-à-dire, 1 de ceux que j'ai appellé capitaliſtes, tant ſur la terre que dans l'induſtrie, contre 2 de ſimples travailleurs ; *mais obſervons qu'il faut comprendre dans la maſſe des capitaliſtes, leurs dépendans, avec qui ils ſont obligés de partager leur double revenu.*

2de *Réflexion.* Le partage du revenu dans la proportion contraire eſt évidemment avantageux aux capitaliſtes, mais il l'eſt également aux travailleurs ; car enfin, avant cette accumulation d'épargnes ſur les travaux antérieurs, que j'ai appellée *capitaux*, les 20 familles des travailleurs, que j'ai ſucceſſivement introduites ſur la ſcène, n'étoient ſuppoſées obtenir de leur travail annuel *ſans capitaux*, que 1½ chacune, (il falloit fixer un nombre quelconque, pour faire mieux ſentir la néceſſité & les raiſons de ce progrès), ce qui ne faiſoit que 30 pour les 20 familles. Or on a vu, p. 40, qu'après la réunion des capitaux accumulés, tant ſur la terre que dans l'induſtrie, le revenu général, ou produit de tout le travail annuel tant ſur l'une que ſur l'autre, devoit être de 792,---dont le tiers (264) forme le ſalaire des 20 familles de travailleurs.---Ces 20

familles qui n'ont très-juſtement que le tiers des 792 qu'elles ont produit, ont cependant près de 8 fois plus à partager, qu'elles n'auroient ſans cette accumulation de capitaux, *contre laquelle on ne déclame, que lorſqu'on n'a pas eu la patience & l'induſtrie néceſſaire pour l'acquérir, ou la ſageſſe, peut-être encore plus rare, & néanmoins auſſi indiſpenſable pour la conſerver.*

3me *Réflexion.* Supprimez en idée, le tiers de ces capitaliſtes, ou pour mieux dire, de ces capitaux qui font leur propriété, n'eſt-il pas évident, que vous ſupprimez le tiers du produit total de ces capitaux? Conſéquemment, le revenu général, qu'ils ont élevé à 792, tombera néceſſairement à 528,---*& la portion des travailleurs ſera réduite de* 264 *à* 176.

4me *Réflexion.* En partant de ce principe, qui me paroît inconteſtable, je dis que ce mot fameux---*puiſque les propriétaires, (les capitaliſtes) ne ſont pas contens, il n'y a que les changer*—je dis, & je vais démontrer que ce mot, dont on admire la profondeur en ſcélérateſſe comme en vengeance, eſt de la plus grande ſtupidité en raiſonnement---*ſi le plus de jouiſſances pour tous, eſt un mieux pour l'humanité.*

Pour donner plus d'interêt à la démonſtration, il faut opérer ſur une plus grande échelle, & la France ſe préſente trop naturellement! Quel parti pouvoit prendre l'auteur de ce terrible mot, pour le réduire en pratique à l'égard d'un pays qui contenoit *alors* 27 millions d'habitans, dont on pouvoit ſuppoſer 18 millions conſacrés au travail, tant ſur la terre que dans l'induſtrie, & 9 millions ſoit de capitaliſtes, ſoit de gens intéreſſés à leur double revenu, & ſoumis comme eux à tous les effets de leur ſpoliation?

Changeoit-il les 18 millions de travailleurs en capitaliſtes, & les 9 millions de capitaliſtes en travailleurs?---Dans ce cas, on voit bien, que les 9 millions de ci-devant capitaliſtes, qui avoient deux tiers des produits avant le changement, en perdent la moitié;----mais on voit auſſi que les 18 millions de nouveaux capitaliſtes, qui avoient le tiers des produits de 18 millions de bons travailleurs, quand ils étoient réduits à ce titre, n'ont plus que le tiers du produit des 9 millions de mauvais travailleurs qui les ont remplacés: & pour trouver ce qui réſulte du *changement*, il faut porter un peu plus loin l'analyſe; ſuppoſez, par exemple, que le produit de 18 millions des gens accoutumés au

travail, ſoit de 72 n'importe quoi ;---certainement le produit de 9 millions de malheureux qui ne ſavent pas travailler, ne ſera pas même de 18 ;----j'accorde cependant les 18 ; mais il faudra bien en ôter 6 pour les nouveaux travailleurs, ſi l'on veut qu'ils continuent à vivre, pour être encore en état de travailler :---il ne reſtera donc que 12 à partager entre les 18 millions de nouveaux capitaliſtes ;---mais ils avoient 24 de 72, quand ils n'étoient que ſimples travailleurs ;---ils auront donc perdu la moitié de leurs jouiſſances, par ce *changement de titre, ſi profondément penſé.*

L'auteur du mot, fera-t-il parmi les 18 millions de travailleurs, le choix de 9 millions des plus ardens, des plus déterminés à tout faire pour maintenir ce nouvel ordre de choſes ; & les fera-t-il remplacer au travail, par les 9 millions de capitaliſtes ?---Dans ce cas, les 9 millions de travailleurs médiocres, que l'auteur du mot aura condamnés à continuer leur travail, joints aux 9 millions de ci-devant capitaliſtes, devenus mauvais travailleurs, ſeront bientôt auſſi lâches au travail que leurs nouveaux aſſociés ; & le produit de ces 18 millions de mauvais travailleurs, tant anciens que nouveaux, ſera tout au plus de 36 : il faudra leur en laiſſer 12 pour

leur ſubſiſtance ; il n'en reſtera donc que 24 pour les neuf millions de nouveaux, ardens, & déterminés capitaliſtes, dont la portion n'alloit à la vérité qu'à 12, quand ils formoient cette moitié de travailleurs qui n'en avoient que 24 à partager.---Mais ſi l'on voit que ces 9 millions d'ardens & déterminés capitaliſtes, ont doublé leurs jouiſſances, on voit auſſi que leurs anciens camarades, les 9 millions de travailleurs médiocres, ſont réduits de 12 à 6,---que les 9 millions de ci-devant capitaliſtes ſont réduits également à 6 de 24 qu'ils avoient avant le changement ;---qu'il n'y a dans tout ce brigandage qu'un déplacement d'inégalité, comme de propriété, & que le produit général du travail, & des capitaux tels qu'ils étoient,---dejà parvenu à 72, n'importe quoi, avant le changement, eſt réduit à 36 par cet admirable *changement de propriétaires ou capitaliſtes.*

L'auteur du mot fera-t-il un échiquier de toute la France, & la partagera-t-il philoſophiquement & fraternellement en 18 millions de quarrés parfaitement égaux (après avoir toutefois égorgé les 9 millions d'intéreſſés dans le double revenu des capitaliſtes, par cette raiſon concluante que les uns ſont aſſez impudens pour témoigner, & les autres aſſez riches pour qu'on leur ſuppoſe un peu de ré-

pugnance à l'exécution de cette ſuperbe meſure) ! —Mais dans ce cas, s'il eſt évident que chaque individu, ſur ſa portion d'échiquer, ſera parfaitement égal à tous les autres, il eſt auſſi peu douteux que le revenu général ſera réduit de 72 à 1½, comme il étoit avant cette accumulation prétendue ſcandaleuſe de capitaux, & que les jouiſſances ſeront diminuées dans la même proportion ;—d'où je conclus, comme j'avois promis de le démontrer, que le mot fameux eſt de la plus grande ſtupidité en raiſonnement, *ſi le plus de jouiſſance pour tous eſt un mieux pour l'humanité.*

Quant à la profondeur en ſcélérateſſe comme en vengeance, qu'on admire dans ce mot célèbre, il n'eſt pas de mon ſujet d'en recueillir les preuves ; d'ailleurs elles ſeroient faciles à trouver dans un petit nombre de faits auſſi notoires que le mot, & dans la coalition auſſi connue de quelques hommes qu'un long calcul de probabilités devoit mettre en poſſeſſion des principaux réſultats de ce *changement de propriétaires*, & qui n'ont cependant recueilli d'autre fruit de leurs profondes ſpéculations—les uns, que d'être déjà maſſacrés—les autres, que la honte d'être dépoſſédés & proſcrits par les plus vils de leurs inſtrumens, & la terreur d'être à la fin victimes

eux-mêmes de quelqu'un des horribles moyens qu'ils avoient imaginés & préconiſés.

5me *Réflexion.* Les économiſtes ne voient dans les produits & les progrès toujours croiſſans de l'induſtrie, que le blé territorial qui la nourrit, la chair des bœufs territoriaux qu'elle mange, la laine des brebis territoriales qu'elle travaille, l'herbe territoriale qu'on eſt obligé de faire manger à toutes ces bêtes, avant qu'elles puiſſent être mangées, &c. comme ils ne voient dans les travailleurs & les capitaliſtes de l'induſtrie, que les valets du capitaliſte territorial,—valets deſtinés de toute éternité à ſervir ce capitaliſte ou propriétaire par excellence:—ne ſeroit-il pas plus juſte de ne voir ſur la terre & dans l'induſtrie, que le produit du travail, le produit de ce mélange qu'on ne peut y méconnoître nulle part—*de travaux antérieurs & de travaux annuels*, néceſſaire pour en tripler les produits,—& indiſpenſable ſur la terre comme dans l'induſtrie, pour bien alimenter, bien vêtir, & bien récréer quiconque s'intéreſſe à l'une, même ſans ſonger à l'autre?—Ne ſeroit-il pas plus important d'obſerver qu'il eſt phyſiquement impoſſible, que dans le cours ordinaire des choſes, & les hommes étant toujours ce qu'ils ont toujours été,—la maſſe des *capitaux*, c'eſt-à-dire

dire de ces *accumulations de travaux antérieurs*, n'augmente pas continuellement,—que les *travaux annuels* n'en profitent pas toujours,---que les produits combinés des uns & des autres n'augmentent pas également & ne s'améliorent pas ſans ceſſe,—& qu'une *convention quelconque*, qui ſe croiroit capable de les mieux partager qu'ils ne ſe partagent naturellement *lorſque rien ne s'y oppoſe*, ne ſeroit propre qu'à les diminuer, les détériorer, & finalement les anéantir & tout bouleverſer, comme *la convention philoſophique* travaille ſi conſtamment & ſi efficacement à nous en donner l'exemple & la preuve dans la plus belle partie de l'Europe.

Paſſons à une autre époque de ma petite ſociété, qui nous rapproche plus ſenſiblement de l'objet que ces miſérables détails m'ont paru devoir précéder.

SIXIÈME ÉPOQUE.

Progrès ultérieur de la Société ; Argent, Avantages, Inconvéniens, Remèdes---Commerce étranger.

POUR rendre plus ſenſibles les réſultats de l'époque ſociale que nous allons examiner, por-

tons à ſix cents mille familles de travailleurs; le nombre de celles que nous avons laiſſées à 20 dans l'article précédent; mais ſuppoſons, pour la facilité des calculs, une choſe certainement impoſſible,—c'eſt que, dans l'eſpace de temps, néceſſaire pour élever le nombre des familles de 20 à 600 mille, il n'y aura pas eu la moindre amélioration dans le ſort de la maſſe, —que perſonne n'y aura fait la moindre épargne dont l'emploi ait produit à tous une plus grande quantité de jouiſſances,—& qu'enfin il n'y aura eu dans la maſſe entière d'autre changement, que celui de pluſieurs capitaliſtes en ſimples travailleurs, & de pluſieurs travailleurs en capitaliſtes,—*changement auſſi inévitable que parfaitement indifférent pour tout ce qui intéreſſe eſſentiellement la ſociété*:—(POINT CAPITAL QU'IL NE FAUDROIT JAMAIS PERDRE DE VUE). Il ne s'agira donc que de multiplier par les 600 mille familles, le produit des 20 dont nous venons de parler, produit déſigné par 792 dans le dernier article: ainſi le produit du travail des 600 mille familles de travailleurs, & ſur la terre & dans l'induſtrie, multiplié par 792, ſera 475 millions 200 mille objets quelconques,—dont une moitié appartiendra aux capitaliſtes & travailleurs de la terre, & l'autre à ceux de l'induſtrie, ſuivant nos règles de juſtice & de néceſſité. Ce ſera donc 237 millions 600 mille objets quelconques pour

chacune des deux claſſes,—*& dont chacune aura un égal beſoin d'échanger la moitié, contre la moitié des* 237 *millions* 600 *mille autres objets appartenans à l'autre.*

Obſervons maintenant qu'indépendamment des diſpoſitions les plus amicales qu'il ſoit poſſible d'admettre *en général* dans les deux parties, le nombre des individus eſt ſi conſidérable, ils ſont ſi diſſéminés, le moment des beſoins eſt ſi différent, l'eſpèce eſt ſi variée, les lieux où l'on peut les ſatisfaire ſi multipliés & quelquefois ſi eloignés, qu'on éprouve journellement des difficultés qu'on n'auroit pas éprouvées, ſi l'on s'étoit réduit (ſagement, dit-on) aux 20 familles de l'époque précédente, dont quelques fripons & autant d'imbécilles commencent à vanter l'heureuſe ſimplicité.

Un étranger arrive, & dit :—

" Je viens d'un pays que nous avons auſſi for-
" tifié contre les brigands, après l'avoir éte
" long-temps nous-mêmes ainſi que vos ancêtres
" & les nôtres ; mais enfin nous ne le ſommes
" plus, & nous ſerions bien fâchés de l'être
" encore ;—vous ne l'êtes plus auſſi, mais vous
" le deviendrez bientôt, ſi vous écoutez les prô-

" neurs du temps où votre pays ne contenoit
" que 20 familles : tous ces panégyriſtes des
" anciens temps, ne ſont que des imbécilles, ou
" des ſcélérats à qui il ne manque que la force
" & le courage pour être des brigands, ainſi que
" vos ancêtres & les nôtres l'ont été.—Cepen-
" dent ils ont raiſon de vous dire que vous êtes
" embarraſſés ; je le vois comme eux, mais
" je vois de plus qu'eux pourquoi vous êtes
" embarraſſés,—c'eſt qu'il vous manque une
" choſe que je puis vous donner en échange de
" quelques autres qui me feront plaiſir, & que
" vous aurez bientôt *doublement* remplacées chez
" vous, au moyen de celle que je vous donnerai ;
" —mais commencez par bien voir que je ne me
" ſuis pas trompé ſur la cauſe de votre em-
" barras.---

" N'eſt-il pas vrai que très-ſouvent, & dans
" beaucoup d'endroits à la fois, la terre a beſoin
" des produits de l'induſtrie ;---que tel de ces
" produits eſt à une diſtance, tel à une autre, tel à
" une troiſième ;---qu'il faut alors envoyer dans
" ces trois endroits une perſonne & quelquefois
" quatre, pour y porter de gros objets, néceſ-
" ſaires pour en payer de petits qu'un enfant
" ſeroit capable de rapporter ?"

Cela eſt vrai.

" N'eſt-il pas vrai que ce travail qui de-
" mande ſi ſouvent quatre hommes des plus
" forts & des plus vigoureux, arrive quelquefois
" dans un temps où un travail preſſant ſur la
" terre exigeroit tous les travailleurs qui lui ſont
" conſacrés ?"

Cela eſt vrai.

" N'eſt-il pas vrai que s'il arrive quelque-
" fois qu'on peut renvoyer le beſoin du petit
" objet juſqu'après le travail preſſant de la terre,
" il arrive très-ſouvent que ce travail preſſant
" ne peut s'effectuer qu'avec le ſecours du petit
" objet qu'un enfant ſeroit capable de porter."

Cela eſt vrai.

" N'eſt-il pas vrai que très-ſouvent les mêmes
" beſoins, les mêmes inconvéniens ſont éprouvés
" dans les diverſes claſſes de l'induſtrie, dont les
" temps & les hommes ſont auſſi précieux &
" d'un rapport auſſi conſidérable ?"

Cela eſt vrai.

" N'eſt-il pas vrai que ſi vous aviez un nouvel
" objet qui ne pourroit s'altérer ſenſiblement
" qu'après un nombre preſque infini d'années,
" & que vous pourriez partager en autant de
" petites parcelles que vous le voudriez, & de
" manière que la valeur que vous ſeriez con-
" venus entre vous de donner à chacune, repré-
" ſenteroit dans tous les temps, & même dans
" la main d'un enfant, la valeur d'un objet
" que vous ne pourriez quelquefois payer
" qu'avec la charge de 20 hommes vigoureux,
" dont le travail ſeroit néceſſaire ailleurs,---de
" 20 hommes qu'un enfant remplaceroit, s'il
" avoit dans la main une petite partie du nouvel
" objet dont je viens de vous parler ?"

Cela eſt vrai.

" N'eſt-il pas vrai que ſi je vous donne cet
" objet, je ferai votre portion meilleure *en ap-*
" *parence* que la mienne, en n'exigeant de vous
" *tous les ans* que la vingtième partie de la
" dépenſe que j'ai faite pour acquérir ce même
" objet,---laquelle vingtième partie ne ſera ce-
" pendant que le tiers du bénéfice qu'il vous
" donnera tous les ans, en employant à travail-
" ler & produire, le temps conſidérable que vous
" perdez aux voyages & aux charrois dont je
" vous ai parlé ?"

Cela eſt vrai; mais il n'eſt pas juſte que vous n'ayez que le tiers du bénéfice que nous vous devrons; il doit être exactement partagé par moitié.

" Vous vous trompez; le tiers que je de-
" mande eſt tout ce qui me revient avec juſtice;
" plus ſeroit trop, moins ne ſeroit pas aſſez; & le
" plus & le moins ne peuvent durer long-temps
" ſans violence ou ſans quelque ſupercherie, qui
" tournent bientôt au préjudice de celui qui ſe
" permet l'un ou l'autre. D'ailleurs, obſervez
" qu'au moyen de l'objet que je placerai chez
" vous, je deviendrai, quoique étranger, un
" de vos capitaliſtes;---or, obſervez auſſi qu'il
" n'y en a pas un ſeul parmi vous, qui retire
" habituellement plus d'un, de trois qu'il fait
" produire,---& qu'on ne peut habituellement
" profiter des trois, que lorſqu'on réunit à la fois
" dans quelque opération, les trois eſpèces de
" capitaux qui exiſtent dans la nation, celui
" de la terre, celui de l'induſtrie, & celui du
" travail *annuel*. Je vais donc pourſuivre:—

" Ce nouvel objet qui vous eſt néceſſaire,
" c'eſt l'argent que je vous apporte; il ne s'agit
" que de déterminer entre vous la forme & la
" valeur de chaque diviſion & ſubdiviſion que
" vous avez beſoin d'en faire:---quand vous

" ſuſpecterez le poids, vous le peſerez ; quand
" vous douterez de ſa qualité qu'on appelle le
" titre, vous le frotterez ſur cette pierre, ou bien,
" &c.

" Vous croyez peut-être, que pour ſuffire à
" l'échange de vos produits, dont le total,
" après notre arrangement, doit être déſigné par
" 475 millions 200 mille livres *en argent*, &
" non pas *en objets quelconques*,---il vous faudra
" réellement en argent la valeur de cette ſomme ;
" vous vous trompez : à l'époque de la ſociété
" où vous êtes, il ne vous en faudra tout au
" plus que le quart, c'eſt-à-dire 118 millions
" 800,000 livres, que vous partagerez entre
" la terre & l'induſtrie ; & vous verrez jour-
" nellement arriver chez l'une pour ſatisfaire
" aux beſoins journaliers de l'autre, autant
" d'argent que la première ſera obligée d'en
" porter à la ſeconde, pour ſatisfaire à ſes pro-
" pres beſoins. La portion de l'une & de
" l'autre ſera donc conſtamment égale, puiſque
" leurs beſoins ſont égaux & conſtans.

" Ainſi, quoique vous n'ayez en numéraire ou
" argent, que la valeur du quart de vos pro-
" duits annuels juſqu'alors ſi difficiles à échan-

" ger, vous n'en ſerez pas moins fondés à dire :
" —*Nous ſommes annuellement riches d'une repro-*
" *duction qui vaut évidemment* 475 *millions* 200
" *mille livres en argent, puiſque,* 1°, *nous pouvons*
" *quand nous le voulons, réaliſer en argent telle*
" *partie de nos produits que nous ayons beſoin de*
" *réaliſer,—puiſque,* 2°, *nous pouvons au beſoin*
" *réaliſer en produits telle partie de notre argent*
" *qui nous eſt devenue inutile,—et* 3°, *puiſque*
" *celui de qui nous avons reçu les* 118 *millions*
" 800 *mille livres en argent, qui donnent une*
" *valeur reélle en argent à toutes nos reproductions*
" *quoiqu'elles ſoient le quadruple de cette ſomme, ſe*
" *contente pour l'intérêt de l'argent qui lui donne*
" *cette valeur, de* 5 *millions* 940 *mille livres en*
" *produits, qui ne ſont qu'environ la dix-huitième*
" *partie de leur totalité.*—

" Je dois maintenant vous précautionner
" contre un raiſonnement fort naturel, mais
" inexact dans la plus eſſentielle des conſé-
" quences qu'on pourroit en tirer ;——*vous*
" *gagnerez,* pourroit-on vous dire, *une fois pour*
" *toutes,* 118 *millions* 800 *mille livres en argent*
" *que vous n'avez pas, mais cet argent en lui-*
" *même n'eſt pas un jouiſſance,—& vous perdez*
" *tous les ans les* 5 *millions* 940 *mille livres de*
" *produits très-reéls dont vous jouiriez, ſi vous ne*

" *le donniez pas pour l'intérét des* 118 *millions*
" 800 *mille livres qu'on veut vous prêter.*—

" Ce raiſonnement, comme la plupart de ceux
" qu'on fait ſur cette matière, ne contient qu'une
" partie de la vérité; car il ne faut pas oublier
" le temps que vous ne perdrez plus à faire tant
" de voyages inutiles dans l'année, à détourner
" tant de fois des travaux les plus preſſans & les
" plus lucratifs, 10 & 20 de vos hommes les
" plus adroits & les plus vigoureux, & que vous
" remplacerez par un enfant ou un vieillard
" porteur de quelques ſubdiviſions de l'argent
" que je vous aurai donné. Or, en ſuppoſant que
" vous ne gagnerez ainſi que la 28eme partie de
" votre temps, vous gagnerez annuellement, non-
" ſeulement les 5 millions 940 mille livres que
" vous me donnerez, mais 11 millions 880 mille
" livres de produits additionnels qui vous reſte-
" ront bien juſtement pour votre bénéfice;—
" comme les 5 millions 940 mille livres d'intérêt
" me ſeront bien juſtement dus pour y avoir
" contribué; & voilà pourquoi ma portion,
" comme la vôtre, ne ſera échue que l'année
" prochaine, puiſqu'elle n'exiſtera qu'alors;—
" mais alors il ſera bien viſible, qu'au lieu de
" perdre une ſomme de produits, *vous en aurez*
" *gagné deux contre moi une ſeulement*,—*parce*

" *qu'un honnête capitaliſte, qui place auſſi ſure-*
" *ment ſon capital*, ne doit jamais en deſirer
" davantage.

" *Vous direz, peut-être :---Pourquoi ne gardez-*
" *vous pas chez vous cet argent que vous nous*
" *apportez, & qui devroit vous donner dans votre*
" *propre pays les avantages que vous cherchez dans*
" *le nôtre ?*—

" Pourquoi ? Parce que cet argent eſt une
" partie de nos produits annuels,—qu'une partie
" de nos travailleurs eſt conſtamment occupée
" à le tirer de nos mines,—qu'il ne nous en faut
" qu'une certaine quantité pour nos beſoins
" intérieurs,—& que 118,800,000 livres, ajoutés
" à la même ſomme, qui ſuffit auſſi pour tous nos
" échanges, ne feroient que doubler inutilement
" le prix de tout, & diminuer de moitié celui de
" l'argent ſeul, puiſqu'il ſe préſenteroit par-tout
" 2 d'argent au lieu de 1 qui ſuffit à nos
" échanges, comme il leur eſt néceſſaire. . . .

" Si je vous diſois la quantité prodigieuſe de
" cet argent que nous avons tiré de nos mines
" depuis deux ou trois ſiècles !—les projets in-
" ſenſés auxquels cette abondance nous déter-
" mina, quand nous en eûmes au-delà de nos

" beſoins !—les meſures extravagantes que nous
" prîmes pour le garder chez nous quand nous
" nous apperçûmes qu'il pouvoit faire du bien
" ailleurs, & y empêcher le mal que nous
" avions deſſein d'y faire !.....Cependant que
" ſeroit-il arrivé ſi le ſuccès eût répondu aux
" criminels deſirs qui enfantèrent ces meſures
" extravagantes?—Nous ſerions aujourd'hui obli-
" gés de donner chez nous une livre d'argent
" pour bien des objets qui n'en valent pas une
" partie à peine perceptible.

" Il peut vous venir une idée à l'occaſion de
" ce dernier myſtère que je viens de vous ré-
" véler ;—*c'eſt qu'une grande partie des* 11 *mil-*
" *lions* 880 *mille livres de produits additionnels*
" *que vous aurez pour votre portion de bénéfice*
" *l'année prochaine, vous ſeroit inutile, puiſque*
" *chaque membre de votre aſſociation a déjà tout ce*
" *qu'il peut en conſommer,—& qu'ainſi vous ſeriez*
" *obligé d'en recevoir chaque année de notre pays,*
" *la valeur en argent, & que cet argent ſuperflu*
" *ne ſerviroit qu'à doubler dans bien peu d'années*
" *le prix de toutes vos jouiſſances réelles ſans en*
" *augmenter le nombre, & à diminuer de moitié*
" *la valeur de l'argent que vous recevrez aujour-*
" *d'hui.*

" Cette idée ſeroit pardonnable à une petite
" peuplade ignorant tout, & ignorée elle-même,
" dans une île inabordable à tous les autres
" peuples ; mais elle ſeroit abſurde dans votre
" poſition ; car à moins d'étouffer les penchans
" les plus naturels, ou de renoncer à votre raiſon
" lorſqu'elle vous préſente un moyen facile pour
" ſatisfaire ces penchans, *en ſatisfaiſant ceux*
" *d'un autre peuple*,—voici la réponſe que vous
" ne manqueriez pas de vous faire à vous-mêmes
" après un moment de réflexion.

" *Nous avons aſſez de l'ancienne quantité de*
" *nos produits, cela eſt vrai ;---nous en ferons*
" *un quarantième de plus, cela eſt encore pro-*
" *bable ;---mais ſi cet étranger qui nous a porté*
" *tant d'argent cette année, vouloit, l'année pro-*
" *chaine, au lieu d'argent, nous apporter pour*
" 11 *millions* 880 *mille livres de quelques-uns de*
" *ces autres produits de ſon pays dont il nous a*
" *parlé, & qu'il voulût prendre en échange les*
" *nouveaux produits du nôtre, que nous ne pour-*
" *rons pas conſommer, nous aurions certainement*
" *pour* 11 *millions* 880 *mille livres de jouiſſances*
" *additionnelles, qu'il ſeroit bien abſurde de nous*
" *refuſer.*

" Telle ſeroit la réponſe que vous ne man-
" queriez pas de vous faire, & qui vous con-

" duiroit bientôt aux vrais moyens d'assurer
" *la réciprocité* comme la perpétuité de ces
" échanges dont vous venez d'appercevoir l'uti-
" lité ; mais il ne s'agit, pour ce moment-ci,
" que d'obſerver que vous pouvez, ſans autre
" inconvénient que d'irriter vos fainéans d'hypo-
" crites, porter l'année prochaine votre repro-
" duction, de 475 millions 200 mille livres,
" à 493 millions 20 mille livres ;—& je vous
" promets d'avoir ſoin, *pour mon profit comme*
" *pour le vôtre*, de vous débarraſſer l'année
" prochaine de tout ce que vous ne voudrez
" pas conſommer."

SEPTIÈME ET DERNIÈRE ÉPOQUE.

Beſoin reconnu d'un Gouvernement ; ſon objet & ſes moyens pour tous les temps ; & ce qui en réſulte relativement à la richeſſe générale & à l'aiſance particulière.

JE commencerai par reconnoître que nul autre qu'un inſenſé ne ſeroit capable d'imaginer,---& que nul autre qu'un homme profondément pervers, n'auroit l'impudence d'établir en principe—

qu'il fût poſſible d'arriver à la 6eme époque, que nous venons de parcourir, ni même à la 4eme, dont nous ſommes déjà fort loin,--- ſans un gouvernement pourvu de l'inſtinct ou de la ſomme d'expérience & de réflexion néceſſaire pour ſentir, *au moins confuſément*, la juſtice de cette inégalité de partage, que j'ai établie de 2 à 1, entre les travaux *antérieurs* & les *travaux annuels*, ou, pour mieux dire, entre les capitaliſtes & les travailleurs,---auſſi bien que la néceſſité de l'équilibre que j'ai ſuppoſé entre la valeur des produits de la terre, & celle des produits de l'induſtrie. Mais la conviction de ces deux vérités n'auroit pas ſuffi pour maintenir tout dans cet ordre qu'il eſt ſi eſſentiel de conſerver ; la raiſon ne domine pas long-temps quand elle eſt ſeule ;---il falloit donc, pour que la ſociété parvînt à la 7eme époque, qu'un gouvernement quelconque, quelque imparfait qu'il pût être à d'autres égards, eût été, du moins juſqu'alors, aſſez fort pour la protéger, & contre les brigands intérieurs toujours prêts à ſe montrer par-tout où la force eſt paralyſée,--- & contre les hypocrites qui ne parlent jamais des travailleurs ſans pouſſer de longs ſoupirs ſur la médiocrité de leurs ſalaires,----*qu'ils ſeroient bien fâchés d'augmenter*,----& enfin, contre les ſcélérats profonds, mais circonſpects, qui n'attendent pour tout uſurper, s'ils le

peuvent, qu'un premier ſigne de la foibleſſe du gouvernement :---obſervons d'ailleurs, qu'un gouvernement ne mérite pas ce nom reſpectable, s'il n'exiſte pas dans la manière dont il eſt conſtitué, des moyens prompts & ſûrs pour le fortifier dans les momens critiques & orageux, & s'il n'a pas habituellement toute la force néceſſaire pour ſe borner à tout ſurveiller dans les temps ordinaires ;---mais alors, faire plus que ſurveiller ſeroit une vraie preuve de foibleſſe ou d'ignorance. Je ſuppoſerai cependant qu'il s'eſt paſſé un nombre conſidérable d'années, avant que le beſoin de cette force, tantôt active, & tantôt *ſurveillante ſeulement*, ſe ſoit fait ſentir à la 6eme époque ;---mais enfin, la 7eme ſe dénote par des embarras d'une eſpèce nouvelle, auxquels il eſt inſtant de remédier *ſous peine d'être en aſſez peu de temps renvoyés à la première époque.*---

Un étranger ſe préſente, & dit :---

" Vous pardonnerez la franchiſe d'un homme
" que votre intérêt ſeul engage à vous parler,
" puiſqu'il ne vous demande rien, & que vous
" vous n'avez ſur ſa fortune, d'autre influence
" que cette influence générale que des peuples
" voiſins, à-peu-près ſortis de la barbarie, ont
" néceſſairement ſur la fortune les uns des
" autres.--- " Tout

" Tout a proſpéré chez vous auſſi long-temps
" que vous avez tous agi comme des eſpèces
" de machines organiſées de manière à ſe ſervir,
" dans tous les temps, de la portion d'intelli-
" gence, de force, & d'adreſſe, qui leur fut
" départie, — pour augmenter aux moindres
" frais leurs jouiſſances,—& favoriſer, *pour leur*
" *propre intérêt & ſans y ſonger*, le développe-
" ment des mêmes facultés dans toutes les
" autres machines organiſées de la même ma-
" nière. Des diſpoſitions méchaniques auſſi
" générales peuvent être dans la nature des
" abeilles, mais elles ne ſont pas dans la nature
" des hommes ; elles ne pouvoient donc pré-
" ſider long-temps à vos opérations réciproques;
" —auſſi vous pouvez obſerver qu'aujourd'hui
" il n'eſt pas un ſeul membre de votre aſſoci-
" ation, qui ne ſe ſoit établi le centre de tout,
" —pas un ſeul qui ne prétende dominer tous
" les autres,—& pas un ſeul en qui l'on puiſſe
" ſoupçonner les lumières & les talens qu'il
" faudroit pour donner du moins quelque plau-
" ſibilité à une pareille prétention—dans un
" ſiècle & dans un pays où l'on voit tant de
" demi-talens & tant de demi-lumières.

" Lorſqu'un homme domine dans ſon mé-
" tier, ſoit par ſon habileté, ſoit par l'igno-
" rance de ſes collègues, le mal n'eſt pas

" grand & ne peut être long; ſon exemple
" & le ſuccès de ſes opérations obligent bien-
" tôt les plus fainéans & les plus maladroits
" de ſes collègues, à s'évertuer & s'inſtruire
" pour ſortir de l'indigence, où s'empêcher
" d'y tomber :—le beſoin de bien faire con-
" duit toujours à faire mieux,—le métier ſe
" perfectionne, & la ſociété entière profite de
" ce qu'on appelle émulation ou rivalité.—
" Mais lorſque toutes les profeſſions, qui ne ſont
" cependant qu'autant de métiers, dont celui
" de la guerre eſt le ſeul qui n'ait pas rougi d'en
" conſerver le nom,—lorſque toutes les pro-
" feſſions, au lieu de ſe renfermer *ou d'être*
" *ſtrictement contenues* dans l'exercice des fonc-
" tions qui ſeules en conſtatent l'utilité,
" peuvent impunément ne s'occuper que du
" projet de dominer, chacune, toutes les
" autres ;—lorſque tous les charlatans qui les
" dominent elles-mêmes, ne brillent que par
" les raiſons dont ils abondent pour démontrer
" l'abſurdité d'un pareil projet *dans toute autre*
" *profeſſion que celle qu'ils dirigent*, & dont
" ils ſe flattent de faire l'inſtrument de leur
" propre ambition,—il faut bien alors que la
" défiance s'empare de tous les eſprits & que
" tout s'arrête, puiſque chacun trouve par-tout

" la même réſiſtance comme le même deſſein,—
" le deſſein de conſerver tout ſon pouvoir, & de
" l'augmenter de celui de tous les autres :—mais
" qu'en réſultera-t-il enfin?—Qu'au moindre
" mouvement de celui qui ſe croira le plus fort
" ou le plus adroit, tout ſera bouleverſé.—

" Cependant, pour ſortir d'une criſe auſſi
" dangereuſe, & prévenir les maux incalculables
" dont vous êtes menacé,—il ne vous manque
" que deux choſes,—UN GOUVERNEMENT ET
" QUELQUE ARGENT :—*un gouvernement dont*
" *l'organiſation juſtifie l'inaction & commande la*
" *confiance des nations étrangères, & dont la force*
" *ne laiſſe à vos charlatans de toutes les pro-*
" *feſſions, que la liberté de ſe plaindre & de*
" *regretter l'ordre de choſes qui mécontentoit tout*
" *le monde ſans les excepter.*—Quant à l'argent
" néceſſaire pour maintenir un gouvernement
" capable de remplir ces deux objets, il n'eſt
" pas encore temps de s'en occuper ; on ne
" peut à cet égard rien dire de ſatisfaiſant, avant
" d'avoir mis ſous vos yeux le tableau de votre
" ſituation dans la ſixième époque de votre
" hiſtoire, & celui de l'état où vous êtes au-
" jourd'hui ſous tout autre point de vue que
" celui de la criſe à laquelle il eſt inſtant de
" remédier.

" 1°. Vous n'aviez que ſix cents mille fa-
" milles à la fin de la ſixième époque, la date
" préciſe de l'année eſt bien indifférente, mais
" cette année exiſta indubitablement :—je con-
" viens qu'il ſeroit impoſſible de dire poſitive-
" ment combien vous avez de familles au-
" jourd'hui :—mais ſi l'on peut en juger par la
" quantité d'aſſociations qui ſe ſont jointes à la
" vôtre,---par la quantité de terres cultivées
" où vous n'aviez que des forêts, par celle des
" villages où l'on ne voyoit que quelques
" cabanes, par celle des villes où l'on ne trouvoit
" que des villages,—il me ſemble qu'on ne
" s'éloignera pas beaucoup de la vérité, ſi, au
" lieu des 600 mille familles, on en ſuppoſe
" 6 millions.

" 2°. Le produit général du travail des ſix
" cents mille familles, tant ſur la terre que dans
" l'induſtrie, à la ſixième époque, étoit de 493
" millions 20 mille livres (v. p. 62) ;—celui de
" vos ſix millions de familles, devroit donc, dans
" cette proportion, être ſeulement de 4 mil-
" liards 930 millions 200 mille livres :—mais
" comme on voit aujourd'hui chez vous en
" ſabots, bien des gens qui alloient pieds nuds
" à la ſixième époque, & en ſouliers—beaucoup
" de ceux qui n'avoient que des ſabots, &c. je

" crois qu'on peut aſſez raiſonnablement porter
" votre revenu général actuel à 5 milliards ;—
" & j'adopte d'autant plus volontiers cette
" évaluation, qu'une autre un peu plus exacte
" étant abſolument indifférente à l'eſſentiel de
" notre objet, celle-ci facilite des calculs dont
" il n'eſt pas poſſible de ſe diſpenſer.

" 3°. Rappellez-vous que l'étranger qui, à la
" fin de votre ſixième époque, vous prêta
" 118 millions 800 mille livres, vous prouva
" qu'ils devoient ſuffire à la circulation de votre
" revenu d'alors, & ils ſuffirent en effet :---il
" ſembleroit donc qu'il ſuffiroit auſſi de décu-
" pler cette ſomme pour trouver celle que vous
" avez actuellement pour la circulation d'un
" revenu qu'on peut ſuppoſer décuple, &
" ſubvenir aux échanges annuels de vos pro-
" priétés comme de leurs produits : --- mais
" l'ignorance où vous étiez des moyens les
" plus infaillibles pour avoir toujours au mo-
" ment du beſoin tout l'argent néceſſaire,---des
" préjugés à cet égard encore plus funeſtes que
" l'ignorance,—& ſur-tout beaucoup d'injuſtices
" publiques & particulières, les unes tolérées,
" les autres conſidérées comme reſſource,---vous
" ont ſurchargé d'une quantité d'eſpèces qui vous
" ſont devenues néceſſaires par une ſuite de ces

" fauſſes meſures; je crois donc être autoriſé
" à ſuppoſer que vous avez dans votre circula-
" tion environ deux milliards, au lieu de 12 à
" 15 cents millions ſeulement que vous devriez
" avoir.-- La différence eſt bien grande de
" 2 milliards aux 118 millions 800 mille
" livres de la ſixième époque :---mais ce qu'il
" eſt plus eſſentiel de remarquer, c'eſt, que
" ces deux milliards vous ſont arrivés ſans que
" vous puiſſiez dire comment, & malgré vos
" préjugés ſans nombre, & vos injuſtices mul-
" tipliées ; —ſuppoſez le contraire,—l'argent
" trouvera-t-il plus de difficulté à s'introduire ?

" 4°. Votre revenu général, terre & in-
" duſtrie, étant de 493 millions 20 mille livres
" à la fin de la ſixième époque,---celui de la
" terre ſeule n'étoit donc alors que de 246 mil-
" lions 510 mille livres,---dont le tiers (82 mil-
" lions 170 mille livres) appartenoit au pro-
" priétaire ou capitaliſte territorial, & ne pouvoit
" alors être vendu qu'au denier 20 :---il ne
" valoit donc alors qu'un milliard 643 millions
" 400 mille livres : --or obſervez qu'avant ces
" troubles intérieurs qui ont tout dénaturé chez
" vous, le revenu total de votre terre ſeule étoit
" d'environ 2 milliards 500 millions,---& que
" la portion du propriétaire territorial étoit de
" 833 millions 333 mille 333 livres, qu'il pou-

" voit vendre au denier 30 au lieu du denier 20 :
" ---cette portion, qui ne valoit qu'un milliard
" 643 millions 400 mille livres à la ſixième
" époque, valoit donc, avant vos troubles, près
" de 25 milliards ;---& les capitaux de votre
" induſtrie étoient également augmentés dans
" la proportion qui exiſtera toujours entre leur
" valeur & celle des capitaux conſacrés à la
" terre.---

" *Mais*, direz-vous, *qu'importe la valeur des*
" *capitaux ?---c'eſt leur produit ſeul qui doit*
" *fournir annuellement aux frais d'un gouverne-*
" *ment ;---l'énormité de ces frais nous épouvante ;—*
" *on parle d'y ſacrifier un quinzième de la valeur*
" *de nos produits tant de la terre que de l'in-*
" *duſtrie :—*

" C'eſt poſitivement à ce point que je voulois
" vous amener ; & je n'ai pas deſſein de vous
" flatter, car je vous aſſure qu'il faudra non pas
" en *ſacrifier*, mais en donner davantage, à
" moins de commettre beaucoup d'iniquités,
" & de vous priver de beaucoup d'objets ſans
" leſquels un bon gouvernment ne peut pas
" ſubſiſter.—*Mais que vous importe le prétendu*
" *ſacrifice & ſon étendue, pourvu qu'après que*
" *vous l'aurez fait, il vous reſte la même ſomme*

" *que vous aviez avant de le faire ?*—Ce que je
" vous dis vous paroît impoſſible ; cependant
" rien n'eſt plus aiſé, ſi vous n'écoutez ni les char-
" latans, ni les hypocrites, ni les trembleurs,—
" *& que vous rendiez exactement juſtice à tout le*
" *monde:* vous allez en convenir, après que nous
" nous ferons bien entendus ſur quelques autres
" points de cette grande queſtion.

" L'argent qui circule n'eſt eſſentiellement
" dans la main de celui qui le donne comme de
" celui qui le reçoit, que *la repréſentation con-*
" *venue d'un travail quelconque*, ANTÉRIEUR,
" ACTUEL *ou* FUTUR, PASSAGER *ou* CONSTANT
" (v. ſixième époque) ;—la ſomme de contribu-
" tion ou d'argent qu'il faut donner pour former
" & pour entretenir un governement, n'eſt donc
" rien de plus ni de moins que la repréſentation
" ſuppoſée du travail *particulier* qu'auroient pu
" faire pour eux-mêmes & pour leurs familles,
" tous ceux qui voudront bien recevoir cet
" argent comme un dédommagement de la
" valeur de ce travail *particulier* qu'ils auroient
" fait, & comme une récompenſe de l'obligation
" qu'ils contractent d'en faire un autre, c'eſt-
" à-dire, de remplir dans les temps ordinaires,
" les fonctions attachées *ordinairement* aux pro-
" feſſions religieuſes, civiles, militaires, & autres—

" dont l'enſemble conſtitue & garantit la for-
" tune & l'état d'un peuple bien gouverné.—

" Suppoſons maintenant que le nombre de
" ces hommes *néceſſaires* chez vous, ſoit de 350
" à 360 mille individus tant ſubalternes que
" chefs, directeurs, ſurveillans, &c.—ces 360
" mille individus dans une population telle
" que la vôtre, ſuffiſamment garnie de tra-
" vailleurs & de capitaliſtes, repréſentent bien
" réellement 360 mille familles ; — combien
" donc doivent-ils recevoir comme repréſenta-
" tion de leur travail *particulier* dont leurs
" familles ne profiteront plus, puiſqu'ils vont
" l'abandonner pour ſe livrer entièrement aux
" travaux qui intéreſſent *la généralité* ;---tra-
" vaux dont juſqu'ici l'on s'acquittoit fort mal,
" parce qu'on fait toujours fort mal, tout ce
" qu'on fait à tour de rôle,—après de longs in-
" tervalles,—& ſans être payé ? Rien, ce me
" ſemble, n'eſt plus facile à déterminer :—

" Le produit général des travaux particu-
" liers de vos 6 millions de familles, tant
" capitaliſtes que travailleurs, eſt ſuppoſé cinq
" milliards ;—la repréſentation du travail par-
" ticulier de 360 mille individus qui repré-
" ſentent autant de familles, & qui vont ſe

" conſacrer au travail de tous, étoit donc, avant
" le ſacrifice propoſé, d'environ 300 millions :—
" donc, en leur aſſignant cette ſomme, vous ne
" ſerez à leur égard ni avares, ni prodigues, ni
" généreux ; vous ſerez juſtes ; vous leur don-
" nerez ce qui leur ſera dû comme dédommage-
" ment, ſalaires, appointemens, gages, hono-
" raires,—n'importe le mot, pourvu qu'ils ſoient
" exactement payés—& diſtribués parmi les
" 360 mille individus, dans les proportions
" dictées par l'importance ou la facilité des
" opérations dont chacun d'eux ſera chargé.—
" 300 millions ſont une ſomme conſidérable
" ſans doute ;—& cependant, pour exiger que
" les fonctions ou devoirs de ces 360 mille
" individus, ſoient toujours remplis avec exacti-
" tude, décence, & un zèle ſoutenu,—il faut,
" indépendamment de ces 300 millions deſtinés
" à payer leur nourriture, entretien, & autres
" frais dont ils ſeront chargés,—il faut, dis-je,
" une quantité prodigieuſe d'établiſſemens de
" toute eſpèce, qui demanderoient une ſomme
" énorme, s'il falloit les conſtruire.—Heureuſe-
" ment ! votre pays eſt convert de bâtimens à
" vendre,—de bâtimens qu'il eſt facile d'appro-
" prier aux différens ſervices dont vous avez
" beſoin,—de bâtimens que l'eſpèce d'anarchie
" où vous êtes, oblige les propriétaires d'offrir

" à moitié prix :—ne vous laiſſez pas ſéduire
" par ce pétendu bon marché ;—ſoyez encore
" juſtes pour votre propre intérêt, & obſervez
" que c'eſt votre faute à tous, ſi la valeur de ces
" différentes propriétés dont vous avez beſoin,
" eſt tombée de 4 milliards à 2 ;—*or cette*
" *valeur n'a pu tomber ainſi ſans dégrader toutes*
" *les autres dans la même proportion* ;—un bon
" gouvernement doit les relever toutes :—ces
" établiſſemens qui vous ſont néceſſaires, valoient
" 4 milliards avant vos troubles ; n'héſitez donc
" pas à les acquérir, au moyen d'un intérêt
" annuel & perpétuel de 200 millions ;—intérêt
" qui repréſentera juſqu'à la deſtruction de votre
" agriculture & de votre induſtrie, une pro-
" priété réelle de 4 milliards dans quelques
" mains qu'elle puiſſe paſſer :—*propriété d'au-*
" *tant plus précieuſe aux gens ſages & peu for-*
" *tunés qui font quelques épargnes ſur leurs ſa-*
" *laires, qu'elle eſt plus diviſible ſans ſe dété-*
" *riorer,—qu'elle eſt plus facile & moins coûteuſe*
" *à tranſmettre qu'aucune autre,—que ces gens*
" *ſages & peu fortunés peuvent chaque jour en ache-*
" *ter pour le montant de la ſomme qu'ils auront*
" *épargnée*,—ET QUE CETTE ACQUISITION NE
" LES DÉTOURNERA PAS DES SOINS QU'ILS
" DOIVENT AU GENRE D'OCCUPATION QU'ILS
" AURONT EMBRASSÉ.....Au nom de ces gens

" ſages, & peu fortunés, qui travaillent encore
" & ſavent toujours épargner,—& même au
" nom de ceux qui après une vie laboureuſe &
" ſage veulent enfin ſe repoſer,—n'écoutez aucun
" de ceux qui vous propoſeront de la racheter,
" de la rembourſer, ou de la réduire cette pré-
" cieuſe propriété,—*la ſeule que tous ces gens*
" *qui auront le plus mérité de la ſociété entière,*
" *puiſſent, en mourant, laiſſer ſans inquiétude à*
" *leurs enfans hors d'état de travailler.*

" Il faut maintenant répondre à une objection
" très-naturelle :—*ſi* 360 *mille individus qui*
" *repréſentent autant de familles, tant de capi-*
" *taliſtes que de travailleurs, abandonnent leurs*
" *travaux particuliers, & que cette ſomme de leurs*
" *travaux particuliers montât à celle de* 300
" *millions dans la reproduction générale,—on*
" *trouvera donc dans cette reproduction un vide de*
" 6 *pour cent.—Cette reproduction ne ſera plus que*
" *de* 4 *milliards* 700 *millions ;—ôtez de cette ſomme*
" *les* 500 *millions de la contribution propoſée, les*
" *propriétaires du revenu général ſeront donc ré-*
" *duits à* 4 *milliards* 200 *millions :—que devient*
" *mon aſſertion* (*p.* 71) QU'APRÈS LE SACRIFICE
" DE LA CONTRIBUTION PROPOSÉE IL VOUS
" RESTERA LA MÊME SOMME QUE VOUS AVIEZ
" AVANT DE LE FAIRE ?

" Vous trouverez la réponſe à cette objection
" dans celles que vous ſerez obligés de faire
" vous-mêmes aux queſtions ſuivantes;—& ce
" ſera la conſéquence néceſſaire de vos réponſes,
" qui vous prouvera la juſteſſe de mon aſſer-
" tion.---

" Neſt-il pas vrai que vous êtes obligé de
" conſacrer, ou pour mieux dire, de perdre une
" ſemaine ſur 5 ou ſur 6, à ces occupations, à
" ces travaux qui intéreſſent la généralité,---
" à ces travaux, à ces occupations que vous
" reconnoiſſez indiſpenſables pour empêcher les
" brigands de toutes les eſpèces, d'anéantir vos
" propriétés, & de vous obliger à la fin de
" devenir des brigands vous-mêmes ?"

Cela eſt vrai.

" N'eſt-il pas vrai que très-ſouvent, lorſque
" vous revenez de ces occupations, vous êtes
" des jours entiers avant de vous livrer avec
" la même activité, le même plaiſir, & le même
" ſuccès, à vos occupations ordinaires, à vos
" travaux particuliers ?"

Cela eſt vrai.

" N'eſt-il pas vrai que ces travaux publics,
" ces occupations générales auxquelles vous

" êtes moins propres & moins rompus qu'à vos
" occupations particulières, ſouffrent ſouvent
" & de votre inexactitude au moment du beſoin
" & de votre maladreſſe à vous en acquiter,
" après les 5 ou 6 ſemaines où vous n'avez été
" occupé que des vôtres ?"

Cela eſt vrai.

" N'eſt-il pas vrai que ſi l'on vous propoſoit
" un moyen de faire toujours, & ſans inquiétude,
" ce que vous faites bien & avec facilité, & qui
" vous diſpensât de la néceſſité de faire trop
" ſouvent ce que vous faites mal & preſque
" toujours avec répugnance,---n'eſt-il pas vrai
" qu'il y auroit de la folie à rejetter ce moyen ?

Cela eſt vrai, mais pourvu qu'il ne fût pas trop diſpendieux.

" N'eſt-il pas vrai que ſi ce moyen n'excède
" pas annuellement la valeur des huit à dix ſe-
" maines que vous perdez chaque année à faire
" ce que vous faites mal & avec dégoût, vous
" gagnerez, outre le montant de cette perte
" bien réelle, l'avantage de faire conſtamment,
" avec plaiſir, & avec facilité, ce que vous
" ſavez bien faire ?

Cela eſt vrai.

" Hé bien, calculez la ſomme que vous
" produiroient vos huit à dix ſemaines perdues,
" ſi elles étoient bien employées ;---joignez-
" y celle des jours entiers que vous perdez
" avant de vous remettre avec vigueur à vos
" travaux particuliers ;---comptez auſſi la dé-
" penſe que vous faites de vos produits annuels,
" pendant ces 8 à 10 ſemaines & tant de jours
" perdus, comme s'ils étoient employés à aug-
" menter la quantité, ou perfectionner la qualité
" de vos produits ;---n'oubliez pas enfin ce qui
" doit réſulter de l'habitude conſtante d'un
" même travail, & de l'aſſurance de n'en être
" jamais arraché que par votre propre vo-
" lonté d'en eſſayer un autre ;---calculez, dis-je,
" & voyez ſi tous ces objets réunis ne vous
" rendent pas le double des frais d'un gouverne-
" ment qui ne vous coûtera que cinq cents
" millions.---Je demeurerai donc beaucoup au-
" deſſous de la vérité en portant votre revenu
" général a 5 milliards 500 millions, lorſque
" vous ſerez en pleine jouiſſance de ce bon gou-
" vernement,—qui ſe trouvera d'autant plus ſo-
" lidement établi, qu'il ne vous coûtera pas
" annuellement au-delà des 500 millions que
" ſon établiſſement ajoutera chaque année à
" votre reproduction,---& qu'il laiſſera, comme
" j'avois oſé le dire, à votre libre diſpoſition,

" *la même ſomme de 5 milliards, que vous aviez*
" *avant ce prétendu ſacrifice.*

" Nous pouvons maintenant ſonger à l'argent
" dont vous ſerez obligé de faire la dépenſe,—
" à cet argent qu'il faudra trouver,—à la quan-
" tité d'eſpèces qu'il faudra néceſſairement ajou-
" ter à votre circulation, pour avoir exactement
" chaque année, juſqu'à la deſtruction de votre
" agriculture & de votre induſtrie, les 500
" millions qu'il faudra payer chaque année, tant
" à ce gouvernement qui protégera tout, qu'aux
" différens créanciers de l'Etat, qui en auront
" completté les moyens : c'eſt le ſecond objet
" dont j'avois (p. 67) renvoyé l'examen après
" l'éclairciſſement des différens points dont nous
" venons de nous occuper ;—

" Je commencerai par vous rappeller que vos
" 2 milliards de numéraire ſuffiſoient avant vos
" troubles, à la circulation d'un revenu terri-
" torial & induſtriel de 5 milliards :—

" Or, il vient d'être prouvé, par vos propres
" réponſes, que ce revenu—cette reproduction
" annuelle de 5 milliards—ſera de 5 milliards
" 500 millions, lorſque vous aurez un bon gou-
" vernement bien ſolidement établi ;—ce ſera
" donc un dixième de revenu que vous aurez de
" plus à faire circuler :— " Donc

" Donc il ſuffira d'ajouter à votre numéraire
" actuel, le dixième des deux milliards qui le
" compoſent—c'eſt-à-dire 200 millions ;—&
" cette dépenſe faite *une ſeule fois* (ce qu'il eſt
" eſſentiel d'obſerver) ſuffira pour aſſurer à per-
" pétuité la circulation de votre reproduction
" annuelle, augmentée cependant de 500 mil-
" lions.

" Maintenant cherchez,---& j'oſe vous aſſu-
" rer que vous trouverez---une eſpèce de con-
" tribution ou d'impôt, capable de retirer (ſans
" faire le moindre tort à qui que ce ſoit) de
" chaque objet de votre reproduction,---le di-
" xième de ſa valeur, pour le remettre chaque
" année dans la main du gouvernement---qui ne
" le recevra que pour le diſtribuer le plus tôt
" poſſible, à ceux qui le renverront auſſi vîte
" dans votre circulation,---pour recommencer
" le même cours l'année d'après & les ſuivantes.

" Or le dixième d'une reproduction annuelle
" de 5 milliards 500 millions, eſt certainement
" 550 millions.

" Or vous n'aviez beſoin d'ajouter à la con-
" tribution annuelle de 500 millions reconnue
" néceſſaire, que 10 millions d'intérêt, qui ſe-
" ront dus aux prêteurs des 200 millions qu'il
" faudra emprunter pour les ajouter à la circu-
" lation de votre revenu augmenté d'un di-
" xième :---

" Dont vous trouverez dans la contribution
" d'un dixième ſeulement de votre revenu, un
" excédent de quarante millions :---négligeons
" cet excédent pour arriver au but principal, &
" conclure enfin---que dans la ſuppoſition ad-
" miſe d'un revenu général de 5 milliards, dont
" la circulation n'exigeoit que deux milliards
" de numéraire, il ſuffit d'y ajouter, *une fois pour*
" *toutes*, deux cents millions d'eſpèces, pour
" aſſurer à perpétuité, non-ſeulement l'augmen-
" tation d'un dixième de ce revenu, mais encore
" la perception d'une contribution annuelle de
" 500 & tant de millions ;---*contribution néceſ-*
" *ſaire pour former & établir ſolidement un gou-*
" *vernement capable de garantir à chacun la jouiſ-*
" *ſance paiſible de toutes ſes propriétés,—& la*
" *fin ſi deſirable de cet état ſcandaleux, où le*
" *défaut d'un bon gouvernement vous avoit plongé.*
" Examinez non-ſeulement ſi la choſe eſt ainſi,
" mais s'il n'eſt pas impoſſible qu'elle ſoit autre-
" ment."---

Mais qui voudra prêter ces 200 *millions ?*---

" Pas un homme raiſonnable, auſſi long-temps
" que vous n'aurez pas un bon gouvernement,---
" *un gouvernement aſſez fort pour empêcher ou*
" *punir les iujuſtices*, ET ASSEZ BIEN ORGANISÉ

" POUR N'OSER S'EN PERMETTRE A LUI-MÊME :--
" je vous préviens que cette dernière condition
" eſt auſſi néceſſaire que l'autre, ſi vous ne vou-
" lez pas, avant bien peu d'années, être préci-
" pités, ſans eſpoir de retour, dans un état pire
" que celui où vous êtes ;---mais avec le gou-
" vernement que je vous recommande, vous
" trouverez ces 200 millions dans la main de
" 20 & 30 capitaliſtes, qui diſpoſent de tous les
" autres dans les pays bien gouvernés,—& qui
" trouveront enſuite leur intérêt à tranſmettre
" la créance qu'ils auront ſur vous en la parta-
" geant entre des milliers d'acheteurs, qui ne
" manquent jamais dans aucun pays bien gou-
" vernés, parce que, dans tous les pays bien
" gouvernés, il exiſte toujours autant de gens
" qui ont beſoin d'acheter, qu'il en exiſte de
" ceux qui ont beſoin de vendre ; & que c'eſt
" toujours le plus ou le moins de force & de
" juſtice raiſonnée & *reconnue* dans les gou-
" vernemens, qui décide du plus ou du moins
" de cette facilité de vendre quoi que ce ſoit, ou
" de l'acheter.

ÉVÉNEMENT A PRÉVOIR.

" Votre gouvernement ſera donc aſſez fort
" & aſſez bien organiſé pour retenir les brouil-
" lons intérieurs dans l'ordre, ou les y faire bien-

" tôt rentrer ;---mais rien ne peut encore le
" garantir de l'ambition peu éclairée des Puiſ-
" ſances étrangères,---qui n'ont peut-être pas
" encore été aſſez châtiées de leurs erreurs pour
" y avoir ſincèrement renoncé ;---les meſures
" vigoureuſes qu'il faudra bien leur oppoſer,
" vous coûteront, je ſuppoſe, un milliard dans
" un eſpace de 3 ans, *indépendamment de la con-*
" *tribution annuèlle des 500 millions deſtinés à*
" *l'entretien de votre gouvernement.*---

" Dans cette ſuppoſition la première queſtion
" ſera---

" *De quelle manière le gouvernement doit-il*
" *pourvoir à cette dépenſe extraordinaire ?*

" La ſeconde queſtion---

" *Quel effet doit produire ſur votre état futur,*
" *& ſur votre revenu porté juſqu'à 5 milliards*
" *500 millions, cette dépenſe extraordinaire d'un*
" *milliard, dans le court eſpace de 3 ans ?*

" Je réponds à la première queſtion :—

" Vous n'imaginerez pas ſans doute qu'il
" fût raiſonnable, poſſible, encore moins pra-
" ticable, de tirer annuellement de votre re-

" venu, les 333 milions quelques cent mille
" livres qu'il vous faudra chaque année pour
" ſoutenir la criſe ;—ſi cette idée ſe préſentoit
" à quelqu'une de vos têtes brûlantes, le froid
" bon ſens diroit bien vîte aux autres,—que vous
" n'avez 5 milliards 500 millions de revenu
" aſſuré, que parce que toutes les parties qui
" compoſent ce revenu, trouvent tous les ans
" des acheteurs en état de les payer :—donc ſi
" vous enleviez annuellement à ces acheteurs,
" 333 millions & quelques cents mille livres des
" moyens qu'ils avoient pour acheter,—cette
" partie de votre revenu qu'ils conſommoient,
" & qui reſteroit néceſſairement invendue, ne
" ſeroit pas reproduite l'année d'après ;—car on
" ne reproduit jamais que les objets dont on eſt
" moralement ſûr de ſe défaire avec avantage :—
" il s'agit donc de trouver le moyen de ſubvenir
" aux beſoins de l'Etat, ſans diminuer la vente
" de quoi que ce ſoit, puiſque c'eſt de la conti-
" nuité de cette vente que dépend la continuité
" de votre revenu,—& celle de votre contribu-
" tion ordinaire & néceſſaire de 500 millions :—

" Pour trouver ce moyen dans la ſuppoſition
" actuelle, nous partons heureuſement de cette
" baſe eſſentielle que nous avons ſolidement
" établie ; & nous ne doutons point que ce bon

" gouvernement ſi ſolidement établi & ſi bien
" organiſé, aura tout le crédit néceſſaire pour
" emprunter dans les trois ans de la criſe, le
" milliard dont il aura beſoin pour la ſoutenir,—
" *& qu'il ne l'aura point emprunté ſans aſſurer*
" *aux prêteurs* 50 *millions d'intérêt, en portant*
" la contribution annuelle *de* 500 *millions à* 550
" *millions*—

" La première queſtion clairement répondue,
" je vais paſſer à la ſeconde,—

" *Quel effet doit produire ſur votre état futur,*
" *& ſur votre revenu général porté juſqu'à* 5 *mil-*
" *liards* 500 *millions, cette dépenſe extraordinaire*
" *d'un milliard dans le court eſpace de* 3 *ans?*
" Voici la réponſe :—

" J'ai ſuppoſé (p. 81.) que vous chercheriez,
" & que vous trouveriez une eſpèce de contri-
" bution ou d'impôt, qui porteroit néceſſaire-
" ment ſur toutes les parties de votre revenu
" général, afin d'en ôter le dixième dont vous
" aviez beſoin pour l'établiſſement & l'entretien
" de votre gouvernement ;—mais dans la criſe
" dont il s'agit, vous n'avez pas même ſtricte-
" ment beſoin du centième de votre revenu,
" puiſqu'il ne faut que cinquante millions d'in-
" térêt pour les prêteurs, & que le centième
" de votre revenu vous donneroit 55 millions ;

" difons cependant le centième :—qu'en réful-
" tera-t-il ?—

" 1°. Les producteurs de ce revenu, dont
" l'impôt prend le centième, ne feroient pas en
" état de ſoutenir la dépenſe néceſſaire pour
" continuer la reproduction, s'ils ne trouvoient
" un moyen de ſe rembourſer de l'impôt,
" & des frais qu'il leur occaſionnera ;—ainſi
" donc, ils ne manqueront pas d'ajouter un cen-
" tieme à chaque valeur de 100, ce qui la por-
" tera à 101, & élevera conſéquemment le prix
" du total de ce revenu de 5 milliards 500 mil-
" lions, à celui de 5 milliards 555 millions ;
" le producteur n'aura donc rien perdu comme
" producteur,—il ne perdra comme conſomma-
" teur, que la ſomme qu'il doit perdre à ce titre,
" & il y a tout à parier qu'il ne s'en appercevra
" pas.

" 2°. L'Etat, après la criſe, ſera comme il
" étoit avant,—tranquille & proſpère ;—& le
" revenu général augmenté de 55 millions,
" donnera aux propriétés qui fourniſſent ce
" revenu, une valeur additionnelle, au moins
" de 20 fois la ſomme du revenu additionnel qui
" ſera dû à l'impôt ;—or ce revenu additionnel
" étant de 55 millions, qui, multipliés par 20,

" donnent un milliard 100 millions,—la maſſe
" générale des propriétés de la nation aura donc
" viſiblement acquis, *par le moyen de l'impôt*,
" une valeur additionnelle égale au milliard
" emprunté pendant la criſe,---comme le revenu
" général ſera viſiblement augmenté de tout le
" montant de l'intérêt qu'on ſera obligé de
" payer aux prêteurs.---

" 3°. Le prêteur, ayant prêté ſon argent au
" gouvernement pour défendre l'Etat, au lieu
" de le prêter à des particuliers pour augmenter
" leur fortune, aura ſon hypothèque ſur toutes
" les propriétés que ſon argent aura défendues,
" au lieu de l'avoir ſur les 50, ou ſur les 1000,
" qu'il auroit enrichies ;---conſéquemment la
" nation dans ſon total ne ſera pas moins riche
" qu'elle n'étoit avant la criſe ;---elle n'aura
" perdu que les jambes, les bras, les têtes que
" la criſe aura coûté,---ce qui réduit tout à cette
" queſtion,---*la criſe pouvoit-elle s'éviter ?*---

" 4°. Enfin, le revenu général n'étant aug-
" menté que d'un centième,—ne pouvant con-
" ſéquemment exiger, pour ſa nouvelle circu-
" lation, qu'une addition du centième de l'an-
" cienne,—& l'ancienne n'étant que de 2 mil-
" liards 200 millions (v. p. 81)—il aura donc

" visiblement suffi d'ajouter *une fois pour toutes*,
" 22 millions à l'ancienne circulation, pour
" assurer aux prêteurs jusqu'à la destruction de
" l'agriculture & de l'industrie nationale, le
" paiement d'un intérêt annuel de 50 millions—
" & pour donner à la masse générale des pro-
" priétés nationales, une valeur additionnelle
" d'un milliard, montant de l'emprunt néceſſité
" par la crise.—Et il en seroit ainsi, & dans la
" même proportion, de tous les capitaux que le
" gouvernement pourroit être, par la suite, obligé
" d'emprunter.

" *Mais*, dites-vous, *si le gouvernement emprunte*
" *sans ceſſe, il y aura bien un terme fatal où il*
" *sera impoſſible de payer l'intérêt des sommes*
" *empruntées*...

" Je ferai deux réponses à cette objection.

" 1°. Il seroit aussi absurde de supposer dans
" les hommes une continuité d'extravagance,
" qu'une continuité de sageſſe. Je supposerai
" donc, que dans l'espace d'un siècle, votre
" pays n'éprouvera pas, soit par sa propre faute,
" soit par celle des autres nations, au-delà de
" quinze accès de folie pareille à celle dont nous
" venons de préſenter le remède ;—j'admettrai

" même ce qu'on peut démontrer impoſſible,—
" que dans vos 15 intervalles de bon ſens & de
" paix, votre revenu général ne ſera pas aug-
" menté réellement, de manière à vous dédom-
" mager de vos 15 accès de folie :—mais obſer-
" vez que ces 15 accès, à 1 p. c. d'enchériſſe-
" ment chacun, ne feroient en tout que 15 p. c.
" d'enchériſſement ſur le total de votre revenu
" pendant un ſiècle—(*toutefois avec l'eſpèce*
" *d'impôt que je vous ai recommandé de chercher—*
" *les autres ſont plus coûteux*)—Quel ſeroit donc
" le capitaliſte territorial qui pourroit, à la fin
" du ſiècle, ſe plaindre d'acheter tout de l'induſ-
" trie, 15 p. c. plus cher,—quand il lui vendroit
" 15 p. c. plus cher, le total des produits de ſa
" terre ?—quel ſeroit le travailleur qui ſe plain-
" droit d'acheter les marchandiſes enchéries de
" 15 p. c., quand il vendroit ſon travail 15 p. c.
" plus cher qu'il ne le vendoit au commence-
" ment du ſiècle ?—Et quelle ſeroit la nation
" étrangère qui refuſeroit d'acheter la même
" quantité & qualité de vos produits enchéris
" de 15 p. c., quand elle pourroit vous donner
" en échange la quantité & qualité correſpon-
" dante de ſes produits enchéris dans la même
" proportion ?.....J'avoue que ce raiſonnement
" eſt trop ſimple pour convaincre les gens qui
" ont beaucoup d'eſprit & un grand intérêt à

" tout compliquer, pour ſe faire des êtres impor-
" tans & difficiles à remplacer ; — cependant
" examinez, réfléchiſſez, & vous verrez qu'il
" ne s'agit pour vous que de chercher & de
" TROUVER L'ESPÈCE D'IMPÔT QUI FRAPPE
" VISIBLEMENT ET INÉVITABLEMENT SUR
" TOUTES LES PARTIES DE VOTRE REVENU,
" POUR LES ENCHÉRIR TOUTES AINSI QUE LE
" TRAVAIL, LE PLUS TÔT POSSIBLE, AU MÊME
" TAUX, ET PROPORTIONNELLEMENT A VOS
" BESOINS.

" 2°. Lorſque vous parlez *d'un terme fatal,*
" *où il ſeroit impoſſible de payer l'intérêt des*
" *ſommes empruntées,* vous ne ſongez ſans doute
" qu'à des Miniſtres qui peuvent, avec des pré-
" ambules, faire tout impunément, ſans com-
" promettre rien de plus *que la nation, & le mal-*
" *heureux que ſa naiſſance condamne à la repré-*
" *ſenter !* — Ou bien vous parlez d'uſurpateurs
" de haſard, incertains de la durée de leur domi-
" nation, — empreſſés d'extorquer ſous le maſque
" & le nom d'emprunteurs, & égorgeant qui-
" conque tente ou tenta d'échapper à leurs ex-
" torſions ; — ce n'eſt ni l'un ni l'autre de ces
" deux fléaux que je vous ai propoſé ; — je ne
" vois entre eux d'autre différence que le plus
" ou le moins de rapidité avec lequel ils vous

" entraîneroient néceſſairement vers le même
" but,—*la confuſion de tout, & finalement la*
" *deſtruction de toute eſpèce de principe & de pro-*
" *priété.*

" LE GOUVERNEMENT QUE JE VOUS AI RE-
" COMMANDÉ, EST UN GOUVERNEMENT ASSEZ
" BIEN ORGANISÉ POUR N'OSER SE PERMETTRE
" NI FOLIES, NI INJUSTICES, UN GOUVERNE-
" MENT QUI N'EMPRUNTE JAMAIS SANS ASSURER
" L'INTÉRÊT DE L'EMPRUNT, PAR UN IMPÔT
" BIEN DISCUTÉ,—SANS AVOIR CONVAINCU LES
" GENS SAGES DE SA NÉCESSITÉ, ET SUR-TOUT
" SANS SAVOIR QU'IL FAUDRA JUSTIFIER DE
" L'EMPLOI QU'IL AURA FAIT DE LA SOMME
" EMPRUNTÉE, &c. &c. &c."

On doit preſſentir quelle foule de conſéquences majeures, intéreſſantes pour tout l'ordre ſocial, on pourroit encore déduire des principes établis par l'étranger que j'ai introduit ſur la ſcène; mais j'ai dû me borner ici aux plus générales, & à celles dont la connoiſſance devoit précéder & faciliter l'examen de mon principal objet.—Il s'en préſentera naturellement quelques autres, à meſure qu'elles ſeront néceſſaires au plus grand éclairciſſement de chacune de ſes parties, & qu'il s'agira d'en faire la diſſection. Je vais enfin entrer en matière.

CONSIDÉRATIONS

SUR

LES EFFETS DE L'IMPÔT

DANS

LES DIFFÉRENS MODES DE TAXATION.

CONSIDERATIONS

SUR

LES EFFETS DE L'IMPÔT

DANS

LES DIFFÉRENS MODES DE TAXATION.

CHAPITRE PREMIER.

EXPOSITION DU SUJET.

JE comprends ſous le nom général d'impôt ou de taxe, toutes les eſpèces de contributions deſtinées à ſubvenir aux différens beſoins des gouvernemens ;—je cherche la plus avatageuſe à l'état & la moins onéreuſe aux contribuables ;—& ce ne ſera qu'après avoir examiné les effets des plus uſitées, que je propoſerai celle qui me paroît la moins diſpendieuſe, la plus juſte, & en même temps la plus propre à garantir annuellement la perception des ſommes proportionnées aux beſoins.

Mais lorſqu'il s'agit de matières d'un intérêt auſſi général—les raiſonnemens les plus juſtes perdroient beaucoup de leur utilité, ſi l'on négligeoit d'en faire l'application à des circonſtances préciſes, & ſur-tout à quelque pays conſidérable dont on connoiſſe à-peu-près la population & les facultés. J'ai penſé qu'à beaucoup d'égards la France pouvoit encore être ce pays. Malgré quelques raiſonnemens de la haute politique, mon eſprit ſe refuſe auſſi imperturbablement que mon cœur, à l'idée de ſa deſtruction,—& je n'ai pas une grande opinion de la preſcience de ceux qui ont eu le courage contraire, & l'eſpérance d'en profiter :—mais j'accorde qu'après la réintégration de la France dans la liſte des Etats civiliſés, ſa population ſera réduite d'environ 27 millions d'habitans, à 24 millions rendus enfin à leurs occupations tant civiles que productives, & qu'elle aura beſoin d'un impôt annuel de 500 millions ;—il me ſemble que pour reconſtruire ſolidement l'édifice de ſa proſpérité, que beaucoup de gens croient écroulé pour jamais,—il ne faut pas d'autres élémens que cette contribution bien aſſurée, ces 24 millions d'habitans bien occupés, & des adminiſtrateurs capables de bien juger l'eſpèce de gouvernement qui doit convenir à ce royaume, *après que l'ordre y ſera ſolidement rétabli.*—

L'édifice de la proſpérité Françoiſe écroulé pour jamais !....Que le ciel en préſerve tous les autres édifices !

Je ſuppoſerai ces 24 millions d'habitans diviſés, par une conſéquence naturelle de l'état de la ſociété en Europe, en trois portions à-peu-près égales, ſavoir, environ 8 millions attachés à la culture de la terre,—8 millions conſacrés aux travaux de l'induſtrie,—& les 8 autres millions compoſés, partie d'une multitude de dépendans (*) d'une autre eſpèce que les travailleurs proprement dits, & partie de ces deux claſſes précieuſes de *capitaliſtes* ou *propriétaires*, ſans leſquels il eſt reconnu (v. *Notions Préliminaires*) que le produit du *travail annuel*, tant ſur la terre que dans l'induſtrie, ſeroit néceſſairement moindre des deux tiers, qu'il ne le devient avec l'aſſiſtance de cette accumulation de *travaux antérieurs* que j'appelle, ſuivant le beſoin, *capitaux* ou *propriétés* :—

(*) Les domeſtiques de toutes les dénominations, & les gens d'une infinité de profeſſions non ſalariées par l'Etat, mais qui n'en ſont pas moins dans l'ordre général de la ſociété, & qui ſe ſubdiviſent & augmentent néceſſairement à meſure que la ſociété s'enrichit & ſe perfectionne.

Certainement il n'exiſte dans le monde, d'autre richeſſe proprement dite, que cette accumulation de *travaux antérieurs*, échappée tant à l'injure des temps qu'aux jouiſſances habituelles ; mais je ſupplie de ne pas oublier qu'il exiſte auſſi deux baſes, ou ſi l'on veut, deux ſources de cette richeſſe,—*la terre* qui fournit la matière, & *l'induſtrie* qui la modifie.—Pour mieux ſentir ce qu'elles ſe doivent l'une à l'autre, & ne pas s'aveugler ſur les cauſes ni ſur les effets de leur dépendance mutuelle, on doit toujours diſtinguer avec le même ſoin deux eſpèces de capitaliſtes ou propriétaires ; j'appelle les uns *capitaliſtes de la terre*, & les autres *capitaliſtes de l'induſtrie* :—les capitaliſtes de la terre ou territoriaux, ſont non-ſeulement les propriétaires du grand capital de la terre, mais ceux de toutes les eſpèces de capitaux néceſſaires pour tirer du grand capital, tout le produit dont il eſt ſuſceptible :—les capitaliſtes induſtriels, ou de l'induſtrie, ſont les différens propriétaires non-ſeulement du capital en argent qui met journellement le travailleur en action dans l'induſtrie comme il le met ſur la terre, mais de tous ces autres capitaux appellés bâtimens, uſtenſiles, machines, *crédit* même, &c. le tout évidemment néceſſaire pour élever à ſon plus haut point, le produit de cette ſeconde ſource de la richeſſe & de la proſpérité na-

tionales, ſi injuſtement appellée *claſſe ſtérile* par les économiſtes, quoiqu'elle double, triple, & quelquefois centuple la valeur de quelques productions brutes de la première,—dont le travail de l'induſtrie pouvoit *ſeul* conſtater pour nous l'utilité.

Il reſte encore quelques obſervations à faire ſur la diviſion que je ſuppoſe du revenu général en trois parties égales, dont l'une appartient aux travailleurs, & les deux autres ſont partagées entre les différens capitaliſtes dont j'ai parlé :— on ſent aſſez la juſtice de ce partage lorſqu'il s'agit du revenu général compoſé de celui des deux ſources de la richeſſe ; mais il eſt trop prouvé qu'on peut abuſer étrangement de ce principe lorſqu'il s'agit uniquement du revenu de la terre ; & j'avouerai que je n'ai pu être effrayé des extravagances que j'avois entendues & lues ſur cet objet, que lorſque j'ai vu les profeſſeurs de ces extravagances, *ſaiſis du pouvoir*, & ſe hâter de mettre en pratique leur deſtructive théorie. Je vais donc expliquer le principe, & montrer à quoi il ſe réduit, lorſque rien ne s'oppoſe à ce qui doit naturellement en réſulter, pour l'avantage de tous.

Si le propriétaire d'une terre, l'eſt également des autres capitaux néceſſaires pour la mettre

en valeur, & qu'il la cultive de ſes propres mains, il eſt évident qu'il réunit les trois titres qui peuvent lui en aſſurer excluſivement tout le revenu ;—s'il l'afferme, la valeur du total ſe partage en trois parties à-peu-près égales, dont l'une forme le ſalaire des travailleurs,—l'autre appartient au fermier régiſſeur & propriétaire des capitaux ſecondaires qui mettent journellement les travailleurs en action ſur cette baſe fondamentale de la proſpérité comme de l'exiſtence,—la troiſième portion revient auſſi juſtement au propriétaire de la terre.—Mais quel eſt le propriétaire de la terre ?—eſt-ce l'homme qui peut la vendre, l'affermer ou la cultiver lui-même comme bon lui ſemble, & enſuite brûler, conſommer ou diſſiper tous ces produits, ſans que perſonne ait rien à lui dire ni à lui demander ?—Oui, ſans doute :—mais ce n'eſt pas l'homme qui ne peut conſommer, diſſiper, ou brûler tous les produits de ſa terre, ſans qu'un autre homme ait le droit de lui dire,—" Je vous ai vendu ma " terre, mais je me ſuis réſervé le dixième ou " le huitième du revenu que vous y feriez ;— " *le prix de la vente a été réglé ſur cette réſerve*;"— & ſans qu'un troiſième auſſi fondé, ſe préſente & lui diſe,—" Moi je n'ai conſenti à cette vente " que ſous la condition que vous me payeriez, " comme votre prédéceſſeur, une telle redevance

" annuelle ſoit en fruits, ſoit en argent, ſoit en
" travaux, ſans préjudice de telle autre rede-
" vance éventuelle que je réclamerai lorſqu'elle
" me ſera due.—Il eſt donc évident que vous
" n'avez acheté la propriété de la terre dont
" vous jouiſſez & du revenu qu'elle vous
" donne,—que *moins* la portion de cette pro-
" priété qui appartient à vos deux co-proprié-
" taires ; & ils n'ont conſenti dans le principe
" à vous en confier la geſtion, que parce que
" vous êtes le plus intéreſſé de vos co-proprié-
" taires, à la rendre encore plus productive,
" puiſque, malgré les redevances de toute eſpèce
" auxquelles vous vous êtes ſoumis, il vous reſte
" encore beaucoup plus de ſes fruits, qu'ils ne
" peuvent vous en demander ;—n'oubliez donc
" jamais que vous n'avez *ni acheté ni payé* cette
" portion de propriété, repréſentée par les dif-
" férentes eſpèces de droits que nous nous
" ſommes réſervés ;—n'oubliez jamais que ſi
" l'état où la ſociété ſeroit parvenue exigeoit
" qu'on prît à l'égard de ces droits, quelques
" nouvelles meſures,—la nation elle-même en
" corps ne pourroit, ſans une injuſtice criante
" qui conduiroit bientôt à la deſtruction de
" toutes les autres propriétés, attenter à la nôtre
" qu'en nous donnant un dédommagement tel
" qu'une raiſon éclairée ne pût le refuſer."—

—François, vous payez bien cher aujourd'hui le premier eſſai qu'on a fait chez vous de maximes contraires à ce principe de toute équité.

Je reviens à celui qui nous a conduit à cette eſpèce de diſſection de la propriété,—j'entends le partage de ſes produits ;—il eſt auſſi indiſputable ;—mais on peut dire qu'à l'égard des moyens de le maintenir, le gouvernement ſera ſans inquiétude s'il obſerve, 1°, qu'aujourd'hui, dans toutes les parties vraiement civiliſées de l'Europe, le travailleur ſait aſſez bien ce qu'il doit gagner ; & que, s'il a le droit de demander plus, le capitaliſte auquel il s'adreſſe a celui de le refuſer, & non de le contraindre au travail ;—2°, que le poſſeſſeur d'une terre, en l'achetant ſur la connoiſſance de ſon revenu, déduction faite de toutes ſes charges, ſavoit à quel taux il plaçoit ſon argent ;—3°, que le fermier qui payoit cette valeur au propriétaire poſſeſſeur, avoit ſu avant de l'offrir, les charges qu'il auroit de plus à payer, & le profit qu'il devoit faire tant pour ſa peine & ſes ſoins que pour l'intérêt des capitaux de toute eſpèce, qu'il alloit conſacrer à la culture de la terre dont il ſollicitoit le bail ;—& qu'enfin, 4°, pour que tout ſoit réglé entre ces

différens intérêts, auſſi bien qu'on peut l'attendre de l'état actuel de la ſociété, le gouvernement ne doit avoir d'autre principe, que d'être abſolument inactif quand aucun de ces intérêts ne ſe plaint d'un autre,—& de veiller exactement à l'exécution des loix qui garantiſſent à chacun d'eux la plus prompte juſtice ſur toutes ſortes de plaintes.—Après une expérience trop récente & trop cruelle, il eſt inutile d'ajouter que l'intérêt le plus preſſant de toute ſociété qui ne veut pas ſe diſſoudre, eſt d'aſſurer, de la manière la moins équivoque, la recette anuelle des ſommes néceſſaires pour le maintien de ce gouvernement—*qui ne mériteroit pas ce nom reſpectable, s'il n'exiſtoit pas dans la conſtitution de l'Etat, des moyens prompts & ſurs pour le fortifier dans les momens orageux, & s'il n'étoit pas habituellement aſſez fort pour ſe borner à tout ſurveiller dans les temps ordinaires*;—*faire plus alors que ſurveiller, ſeroit une preuve de ſa foibleſſe ou de ſon ignorance.*—C'eſt ce que j'avois dit p. 64, & qu'on ne doit pas ſe laſſer de répéter.

Ces différens points bien éclaircis, & les deux ſources de la richeſſe nationale (la terre & l'induſtrie) une fois reconnues pour les deux ſeuls moyens de reproduction annuelle qui puiſſent

répondre aux beſoins de l'Etat comme à ceux des travailleurs, des capitaliſtes, & de leurs dépendans de toutes les eſpèces,—il faut encore, ſi l'on veut éviter l'inconvénient attaché aux maximes trop générales, & raiſonner ſur l'impôt avec quelque eſpoir d'utilité, il faut, dis-je, ſe former une idée auſſi approchante qu'il eſt poſſible, du montant de cette reproduction ; & il m'a paru qu'on pouvoit y parvenir avec quelques réflexions ſur le prix moyen des journées du travailleur.

En France, avant la révolution, ce prix moyen ne répandoit, journellement, dans la famille du travailleur *(compenſation faite des jours de repos & de maladie)*, qu'un peu moins de 6 ſols par tête, père, mère, & deux enfans hors d'état de travailler ; cependant, pour éviter l'embarras fort inutile ici, des fractions, je calculerai ſur ſix ſols, & lorſque nous aurons le produit, j'en déduirai la différence que deux ou trois deniers de trop peuvent y faire.

Six ſols par jour, payés pour chaque tête des individus qui compoſent les différentes familles de travailleurs, tant ſur la terre que dans l'induſtrie, font par jour 4 millions 800 mille livres, & forment à la fin de l'année un revenu pour les travailleurs, ou, ſi l'on veut, une maſſe de

ſalaires, qui coûte aux capitaliſtes, un milliard 752 millions:—on a vu *(Not. prél.)* qu'il ſuffit de tripler cette ſomme pour avoir la valeur aſſez exacte du produit général, *terre & induſtrie*,— dont les deux tiers qui reſtent après les ſalaires payés, appartiennent auſſi juſtement aux deux capitaliſtes,—que celui qui forme les ſalaires, appartient aux travailleurs.

Cette ſomme d'un milliard 752 millions, triplée par les raiſons déjà déduites, donne celle de 5 milliards 256 millions; mais eu égard à la déduction néceſſaire que j'ai annoncée, je ne prendrai que 5 milliards pour valeur du revenu général, dont la moitié, c'eſt-à-dire 2 milliards 500 millions, appartiennent bien légitimement aux capitaliſtes de la terre,—& 2 milliards 500 millions aux capitaliſtes de l'induſtrie,—parce que chacun d'eux a déjà payé d'avance à ſes travailleurs, le tiers du revenu qu'il doit à leurs travaux de toute l'année.

Il faut maintenant s'occuper des 500 millions de contribution, ſuppoſés néceſſaires.—

On peut taxer la terre ſeule—on peut ne taxer que l'induſtrie—on peut deſirer de partager le fardeau, &, dans cette idée, taxer l'une &

l'autre :—laquelle de ces taxes ſera la moins onéreuſe à ceux qui doivent la payer—la plus infaillible—la plus promptement rendue dans les mains de ceux qui doivent la recevoir—& de quelle manière doit-elle être levée ? C'eſt ce qui fera la matière de quelques autres Chapitres, & des Sections néceſſaires pour en mieux éclaircir les différentes parties.

CHAPITRE SECOND.

DE LA TAXE SUR LA TERRE SEULE.

UN homme de bon ſens, à moins qu'il ne fût digne de participer au gouvernement prétendu républicain de la France, n'aura jamais l'idée de parcourir, inquiſitorialement, toutes les caves, les greniers & les granges du royaume—pour établir cette taxe ſur tous les produits de la terre, ou ſeulement ſur les articles qu'il jugeroit les plus capables de la ſupporter ;—elle ne peut être impoſée que ſur le propriétaire ou le fermier :... nous allons examiner ſes effets dans l'une & dans l'autre ſuppoſition.

SECTION PREMIÈRE.

Premier Mode de Taxation.

Effets d'une taxe de 500 *millions, prise dans la poche du propriétaire de la terre, en déduction de son* PRODUIT NET.

IL n'y a que les économiſtes qui prétendent que même dans l'état actuel de la ſociété, c'eſt la terre ſeule qui doit être taxée, & qu'on doit prendre la taxe ſur le produit net qui revient au propriétaire de ce grand capital.

Le produit prétendu *net* de ce propriétaire par excellence *(que les économiſtes ont ſur-tout à cœur de favoriſer)*, n'eſt, en général, que la valeur du tiers des produits *brutes* de la terre ; les deux autres tiers ſe partagent, comme nous avons dit, entre les travailleurs & le fermier—propriétaire auſſi d'un grand nombre de capitaux de toute eſpèce, néceſſaires pour obtenir de la terre, la maſſe entière du revenu qu'elle fournit annuellement aux travaux des uns, & à toutes les eſpèces de capitaux des autres:—or nous avons évalué le revenu brute de la terre

(v. p. 105) à deux milliards 500 millions ;— donc il ne revient au propriétaire par excellence que 833 millions 333 mille 333 livres & quelques fractions, (je négligerai toujours les fractions) ;—ôtez de ce prétendu *produit net* les 500 millions de la taxe,—que reſte-t-il à ce propriétaire de la terre—*que les économiſtes veulent favoriſer ?*—Il lui reſte *net* juſqu'à la fin du bail, 40 pour cent, ou les deux cinquièmes de ſon argent.

Il eſt vrai que les économiſtes *qui ont le pouvoir dans la tête quand ils ne l'ont pas dans la main*, ne manquent jamais de moyens pour dédommager le propriétaire par excellence ; ils commencent par lui donner les dixmes *qui appartiennent à d'autres*,—puis ils obligent le fermier d'opter entre reſilier ſon bail, ou ajouter au produit net du propriétaire par excellence, une partie de ce qu'il n'a pas encore pour ſe croire le plus gratifié de ceux dont leur ſyſtême doit faire la fortune ;—puis ils dédommagent le fermier & couronnent en même tems leurs bienfaits envers le propriétaire, en promettant à l'un & à l'autre que l'induſtrie qu'ils appellent *la claſſe ſtérile*, s'empreſſera de leur donner tous ſes produits, *au plus bas prix*,---par reconnoiſſance de l'affranchiſſement de toute eſpèce de contri-

contributions, qu'elle devra à ces *créateurs de la ſcience*, à ces amis de l'humanité, à ces fondateurs de l'aiſance, de la proſpérité, de la richeſſe, & de la liberté univerſelle ! (*)

Rien de plus admirable que ces promeſſes ; mais quand ſeront-elles effectuées ?—Les hommes ne ſavent faire promptement que le mal :—certainement, après quelques temps, la nature le répare ; mais ſes opérations pour le réparer, ſont auſſi ſourdes & auſſi lentes, que celles des hommes ſont bruyantes & rapides pour le faire ;—& ce qui réſulte immédiatement du ſyſtême économiſte, c'eſt qu'il eſt impoſſible que le propriétaire

---

(*) S'il pouvoit être de la moindre utilité aujourd'hui, de ſavoir à quel excès étoient portées, & la crédule patience de l'Aſſemblée Nationale en 1790, & l'extravagance des vues qui dirigeoient ſon *Comité des contributions publiques*, compoſé preſqu'en entier d'économiſtes,—il faudroit lire le rapport de ce Comité ſur un impôt de 600 millions—dont la néceſſité n'étoit due qu'à la rage qui le poſſédoit de tout détruire pour tout recréer, & dont il preſſoit l'Aſſemblée, d'établir immédiatement 300 millions ſur la terre, en attendant ce moment ſi déſiré, où le Comité demanderoit qu'on la chargeât des 300 autres millions, *pour l'avantage futur de ſes propriétaires*, avantages dont l'économiſte Comité étoit la ſeule caution !

taire de la terre conſerve un grand intérêt pour une propriété dont la valeur réelle ſeroit déjà diminuée de trois cinquièmes, *en attendant le ſacrifice néceſſaire au premier beſoin*;—mais indépendamment de cette expectative, quel acheteur voudroit déſormais en donner au-delà du capital déſigné par les 333 millions 333 mille 333 liv. qui reſteroient au propriétaire de la terre, après qu'il auroit payé la taxe?—Ces triſtes débris de ſon ancien revenu ne vaudroient donc plus que dix milliards,—& les 833 millions 333 mille 333 liv. de revenu réel qu'il avoit avant la taxe, auroient coûté 25 milliards au même acquéreur!—Je demande à l'économiſte le plus aveuglé par le triomphe momentané de ſa ſecte, le plus perſuadé que la folle perſpective préſentée par ſes dominateurs, ſe réaliſera dans les dix ans que doit prendre le ridicule *cadaſtre* qu'ils propoſent, avant qu'il ſoit achevé,—je lui demande de quelle manière ils dédommageront les malheureux propriétaires *actuels* que cette abſurde théorie miſe en pratique, obligera de vendre leurs propriétés dans le cours de ces 10 années;—& ſi je remonte à l'époque, où ils firent décréter la vente de trois milliards de biens nationaux,---je lui demanderai ſi cet abſurde ſyſtême n'en réduiſoit pas immédiatement la valeur à douze cents millions.

Tâchons

Tâchons d'oublier les économiſtes, & l'uſage qu'ils ont fait de leur omnipotence, pendant le funeſte moment qu'elle a duré; mais réfléchiſſons enfin ſur une expérience bien généralement connue, & d'après laquelle *enfin* il ſeroit trop honteux de ne pas ſe décider,---c'eſt que *les impôts enchériſſent tout ſur la terre comme dans l'induſtrie*, ET CEPENDANT TOUT N'EST PAS TAXE';---eſſayons donc de découvrir à quel point tout doit enchérir en France, dans la ſuppoſition d'un produit territorial de deux milliards 500 millions, & d'une taxe du cinquième de ce revenu;---mais au lieu de prendre la taxe dans la poche du propriétaire qui n'a que ſon argent, prenons-la dans la poche du fermier qui tient ſous la clef tous les produits territoriaux qui doivent enchérir, & qui ſera trop intéreſſé à l'enchériſſement néceſſaire, pour épargner aucun moyen, ſoit de le produire, ſoit de le juſtifier.

SECTION

SECTION SECONDE.

Second Mode de Taxation.

Effets de la taxe de 500 *millions, priſe dans la poche du fermier, ſauf à lui de ſe dédommager,* S'IL LE PEUT, *par un enchériſſement de* 10 *pour cent ſur tous les produits territoriaux.*

L'EFFET inévitable de tout impôt, une fois reconnu, & la taxe de 500 millions ſur la terre, décidée, *juſqu'après la démonſtration de ſon abſurdité*, il eſt bien évident que c'eſt dans la poche du fermier que la taxe dont il s'agit, doit être priſe, & non dans celle du propriétaire,---puiſque c'eſt le fermier qui tient à ſa diſpoſition & qui vendra les produits territoriaux qui doivent enchérir,---puiſque c'eſt lui, & non le propriétaire, qui profitera de l'enchériſſement de ces produits juſqu'à la fin de ſon bail,---& que juſqu'alors, au contraire, cet enchériſſement inévitable & juſte diminuera bien réellement la valeur de l'argent que le fermier donne au propriétaire. Mais paſſons à l'eſſentiel :---

Dans la ſuppoſition admiſe, l'intérêt des travailleurs ſera viſiblement conſervé au moyen d'une

d'une augmentation de 10 pour cent ſur leurs ſalaires, puiſque rien n'eſt enchéri que dans cette proportion.—

Examinons l'intérêt du fermier :—

Nous ſavons qu'avant la taxe il avoit, comme les travailleurs & les propriétaires, 833 millions 333 mille 333 livres ;—

Or l'enchériſſement propoſé pour eſſai, porte à la vérité le total de ſes produits territoriaux, de deux milliards cinq cent millions, à la ſomme de —— —— 2,750,000,000 liv.

Mais il faut déduire de cette ſomme,—

1°. Le montant des nouveaux ſalaires des travailleurs, portés par l'augmentation de 10 pour cent à 916 millions 666 mille 1 666

livres.

Porté d'autre part 2,750,000,000

666 liv. ci - - 916,666,666

2°. Le montant du bail, déjà fait avec le propriétaire, & dont le fermier profitera juſqu'à ce qu'il ſoit fini 833,333,333

3°. Le montant de la taxe que le fermier eſt obligé de payer - - 500,000,000

Ne parlons pas même des intérêts qui lui ſont dus pour la taxe qu'il avance;—ces trois objets ſeuls font la ſomme de - - - - 2,249,999,999

Il eſt donc réduit par la taxe à la ſomme de - - - - - 500,000,001

Mais avant la taxe, le fermier avoit 833 millions 333 mille 333 livres liquidés, travailleurs & propriétaires payés;—il perd donc

par la taxe, malgré l'enchériſſement de 10 pour cent ſur tous ſes produits territoriaux, la ſomme énorme de 333 millions 333 mille 332 livres.—

Quant au propriétaire de la terre, ſon intérêt eſt mieux ménagé, puiſqu'il reçoit encore la même ſomme, & que les objets de ſa conſommation ne ſont enchéris que de 10 pour cent; il ne pourroit donc perdre que le dixième de la valeur *réelle* de ſon argent, ainſi que tout autre conſommateur; mais je les préviens tous que leur triomphe ne ſeroit pas long; car la perte du fermier, le privant d'une partie auſſi conſidérable de ſes moyens de reproduction, l'effet en ſeroit immédiat ſur la première ou ſeconde récolte, & le prix énorme de ſes produits, bientôt déterminé par la prodigieuſe diminution de leur quantité, porteroit peut-être à 50 pour cent, la perte des conſommateurs, qu'on croyoit bornée à 10. —Mais en ſuppoſant alors la loi abſurde de la fixation des prix, que les conſommateurs ne manqueroient pas de ſolliciter,—

Le réſultat de cette taxe ſur la terre, priſe dans la poche du fermier, & balancée ſeulement par un avantage de 10 pour cent d'augmen-

tation, ſur le prix des produits territoriaux, ſeroit,

1°, Qu'il n'y auroit ni perte ni gain pour le travailleur, comme cela eſt juſte ;—

2°, Qu'il n'y auroit qu'une perte de 10 pour cent pour le propriétaire, comme pour tout autre conſommateur ;—

Et, 3°, *Que le fermier qui combine, diſpoſe, & dépenſe tout pour opérer la reproduction qui doit fournir à la conſommation de tout le monde,— perdroit quarante pour cent des moyens qu'il avoit pour reproduire & pour fournir à ſa propre conſommation* : — heureuſement nous entrevoyons le préſervatif de cette injuſtice, & nous allons en faire l'eſſai.

SECONDE

SECTION TROISIÈME.

Troiſième Mode de Taxation.

Effets de la taxe de 500 millions ſur la terre,— priſe encore dans la poche du fermier, mais avec l'eſſai d'un taux d'enchériſſement plus conſidérable que celui dont nous avons reconnu l'inſuffiſance à l'égard du fermier.

CE troiſième mode de taxation ne diffère du ſecond, que par le taux d'enchériſſement ; cependant j'ai préféré la dénomination de troiſième mode, pour conſerver aux idées la préciſion qu'elles doivent avoir dans les comparaiſons que je ferai d'un mode à l'autre.

Dans le premier mode de taxation, le ſeul des intéreſſés qui perdit, étoit le propriétaire de la terre,—& ſa perte étoit des trois cinquièmes de ſon revenu : ce ſyſtême ne peut convenir qu'aux adminiſtrateurs qui ſont bien déterminés à changer les propriétaires en mendians, & les mendians en propriétaires :—

Dans le ſecond mode, c'eſt le fermier qui perd le plus ; il perd 40 pour cent des moyens

qu'il avoit pour reproduire & pour conſommer,—pendant que le propriétaire de la terre, comme tout autre conſommateur (travailleurs exceptés), n'éprouve d'autre inconvénient que de payer 10 pour cent plus cher, les objets de ſa conſommation ,—il eſt donc évident que le ſimple conſommateur & le propriétaire doivent perdre beaucoup plus,—& le fermier beaucoup moins.

Conſervons du premier mode, le lieu déſigné pour y puiſer la taxe, puiſqu'il diminue la perte du propriétaire,—& cherchons dans un taux d'enchériſſement plus conſidérable & combiné ſur l'augmentation néceſſaire des ſalaires du travailleur, le moyen de diminuer la perte de ce fermier ſi précieux à tout ce qui a beſoin d'uſer de ſes produits ;—cette double reſſource eſt d'autant moins ſuſceptible d'objection, qu'un des faits les plus inconteſtables (il faut encore le répéter), un des faits le plus généralement connus, & qui devroient être le plus profondément médités,—c'eſt, que *les taxes enchériſſent tout*, QUOIQUE TOUT NE SOIT PAS TAXÉ:—il n'eſt donc rien de plus eſſentiel pour vous, adminiſtrateurs, que de connoître à quel point tout doit enchérir dans tous les cas, pour en inſtruire quiconque n'eſt pas dans l'adminiſtration, afin que perſonne ne ſoit ſurpris de ce qui

ſera, & que tous les intéreſſés voient qu'ils n'auront aucun ſujet de ſe plaindre.

Au lieu d'un enchériſſement de 10 pour cent, qui ruineroit immédiatement le fermier, & ſeroit bientôt auſſi préjudiciable aux conſommateurs, ayons le courage d'en ſuppoſer un de $33\frac{1}{3}$, & attendons pour nous recrier, que nous l'ayons conſidéré ſous tous les points de vue.

$33\frac{1}{3}$ pour cent, d'une valeur de reproduction territoriale annuelle, ſuppoſée de 2 milliards 500 millions, ſont 833 millions 333 mille 333 livres, qui portent cette valeur à 3 milliards 333 millions 333 mille 333 livres.—

Mais les ſalaires des travailleurs territoriaux n'étoient, avant la taxe & l'enchériſſement, que de 833 millions 333 mille 333 livres; & il a bien fallu les augmenter de $33\frac{1}{3}$ pour cent, c'eſt-à-dire de 277 millions 777 mille 777 liv. avec fractions toujours négligées ;—les ſalaires actuels ſont donc, à quelque petite fraction près, de 1,111,111,111

Ajoutez à cette ſomme le montant de la taxe - -	500,000,000
Ajoutez auſſi le montant du bail payé au propriétaire, & qui n'a point changé - - - - -	833,333,333
	2,444,444,444

	livres.
Porté d'autre part	2,444,444,444
Ajoutez encore l'ancienne & très-juſte portion du fermier égale à celle du propriétaire - - -	833,333,333
& vouz aurez une ſomme de - - - - -	3,277,777,777
Revenons à la nouvelle valeur des produits de la terre depuis leur enchériſſement de $33\frac{1}{3}$ pour cent ;— nous l'avons trouvée de -	3,333,333,333
Mais il faut en déduire les 4 ſommes dont je viens de parler, montant à - - -	3,277,777,777
Il reſtera donc au fermier au-delà de ſon ancienne portion - - - - -	55,555,556
Maintenant obſervez que le fermier a été obligé de faire l'avance, 1°, de la taxe	500,000,000
Et, 2°, de l'augmentation de $33\frac{1}{3}$ pour cent ſur les ſalaires du travailleur ; ci -	277,777,777
Que le total de ces deux articles eſt de - - -	777,777,77.

& qu'enfin, les 55 millions 555 mille 556 liv. que le fermier reçoit au-delà de ſon ancienne portion, ne ſont qu'un intérêt à quelques fractions de plus de 7 pour cent, dont le fermier eſt obligé de donner la plus grande partie à celui qui lui a prêté les 777 millions & quelques centaines de mille livres de l'avance qu'il a faite tant de la taxe que de l'augmentation des ſalaires du travailleur.

Le réſultat de ce troiſième mode de taxation, eſt, que l'intérêt du travailleur, qui doit être dans toutes les ſuppoſitions le plus ſcrupuleuſement conſidéré, (on en verra ci-après la raiſon) eſt ici conſervé dans toute ſa plenitude ;—

2°. Que l'intérêt du fermier, le ſecond en importance, ſemble du moins n'y recevoir aucune atteinte qui puiſſe affecter la reproduction (c'eſt ce que nous examinerons plus ſcrupuleuſement ci après) ;—

3°. Que le propriétaire, ainſi que tout aurre conſommateur qui n'auroit à vendre ni ſon travail ni celui des autres, n'y perdroit que les $33\frac{1}{3}$ pour cent qu'il doit perdre dans ce mode de taxation, pour que les deux intérêts le plus immédiatement liés à celui de la repro-

duction *qui eſt l'intérêt de tout le monde*,—reſtent auſſi intacts qu'ils doivent l'être pour que la reproduction ne ſoit pas diminuée.

Mais nous avons annoncé une réaction inévitable, lorſque nous avons dit d'après l'expérience univerſelle, *les taxes enchériſſent tout, quoique tout ne ſoit pas taxé*; voyons donc quel effet doivent produire ſur l'induſtrie, les nouveaux prix de l'agriculture, & tâchons de donner une idée de l'opération relativement au taux d'enchériſſement ſuppoſé;—il eſt inutile d'ajouter que dans la ſuppoſition d'un taux différent, la même cauſe auroit toujours un effet proportionné.

SECTION QUATRIÈME.

Cauſe immédiate de la réaction des prix qui s'établiſſent dans l'agriculture, ſur tous ceux de l'induſtrie.

ON a vu, dans la Section précédente, le fermier obligé d'enchérir de $33\frac{1}{3}$ pour cent tous

les produits de la terre, & d'augmenter dans la même proportion les ſalaires du travailleur, pour conſerver entre ces deux intérêts majeurs de la reproduction, cette juſte balance de beſoins & de moyens, ſans laquelle on verroit les capitaux du fermier s'anéantir dans bien peu d'années,—*& les forces du travailleur ſe perdre journellement en raiſon des vols qu'on lui feroit ſur ſa conſommation.*

Maintenant, indépendamment de l'abſurdité de prétendre que le produit du travail de 8 millions d'hommes dans l'induſtrie, ſoit moins évalué que celui du travail d'un nombre égal ſur la terre,—je demande s'il ne ſeroit pas injuſte que les ſalaires du travailleur ſur la terre fuſſent augmentés dans une proportion quelconque, ſans que les ſalaires du travailleur dans l'induſtrie fuſſent augmentés dans la même proportion ;—je demande s'il eſt raiſonnable de ſuppoſer que le travailleur dans l'induſtrie verroit cette injuſtice ſans réclamer contre ;—& ſi le capitaliſte qui a autant de beſoin de ſon travail, que ce malheureux en a de travailler, perſiſtoit cependant à maintenir l'ancien taux des ſalaires qu'il lui donnoit,—je ne demande plus s'il ſeroit juſte, mais s'il ſeroit poſſible d'empêcher le tra-

vaileur induſtriel (que je veux bien ſuppoſer très-ſage) de ſe porter ſur la terre, où le travail ſeroit mieux payé.

Il faudra donc que les capitaliſtes de l'induſtrie, s'ils veulent prévenir au moins l'émigration, augmentent auſſi de $33\frac{1}{3}$ les ſalaires de l'induſtrie,—comme le fermier s'eſt vu forcé, pour éviter ſa ruine, de les augmenter ſur la terre.

Mais dans quelle proportion cette augmentation néceſſaire de $33\frac{1}{3}$ pour cent ſur les ſalaires, augmentera-t-elle le prix de la totalité des produits de l'induſtrie, dont ces ſalaires ne formoient que le tiers avant le dérangement de l'équilibre ?—Eſſayons ſi 25 pour cent donneroient aux conſommateurs des produits de l'induſtrie *(ſans nuire à ſes capitaliſtes)* quelque dédommagement de la perte qu'ils viennent d'éprouver ſur leur conſommation des produits de l'agriculture. J'ai dit *ſans nuire aux capitaliſtes de l'induſtrie* ;—ainſi n'oublions pas que ſur une valeur de 2 milliards 500 millions de leur reproduction, ils n'avoient à payer que 833,333,333 liv. à leurs travailleurs, & qu'il reſtoit conſéquemment un milliard 666 mille 666 livres à partager entre ces différens capita-

liſtes ou propriétaires des capitaux de toute eſpèce, affectés à l'induſtrie.—

Vingt-cinq pour cent d'augmentation de valeur ſur une reproduction de 2 milliards 500 millions, la porte à - - 3,125,000,000

Mais les ſalaires de leurs travailleurs, augmentés de $33\frac{1}{3}$ pour cent, montent après cette augmentation à - - - 1,111,111,111

Il reſte donc aux capitaliſtes de l'induſtrie, après l'enchériſſement de leurs produits - - 2,013,888,889

Cependant on avoit recommandé de ne pas oublier qu'avant l'augmentation des prix, il leur reſtoit ſeulement - 1,666,666,666

Donc, direz-vous, ils font, dans le nouvel ordre de choſes, un bénéfice injuſte de - - 347,222,223

Point du tout :—ils ſont même fort loin de leur compte ; car s'il pouvoit exiſter entre les capitaliſtes de l'induſtrie & ceux de la terre,

la même franchiſe qui exiſte communément entre les divers capitaliſtes de l'induſtrie, ceux-ci diroient aux ruraux,

1°. Que les ſalaires des travailleurs étant augmentés d'un tiers dans l'agriculture, ils avoient bien été forcés, *pour conſerver leurs ouvriers*, de ſe ſoumettre au même taux dans l'induſtrie :—

2°. Qu'ils n'avoient pas oublié qu'avant l'augmentation du prix des produits territoriaux, ils pouvoient acheter, avec telle quantité & qualité de leurs produits induſtriels bien ſpécifiées, telle quantité & qualité bien ſpécifiées des produits de la terre ; mais que les capitaliſtes territoriaux, ayant jugé à propos de déſigner par le nombre 4, les même quantités & qualités qu'ils déſignoient par celui de 3,—par 12 les mêmes qualités & quantités déſignées par le nombre 9,—& finalement par 2 milliards 222 millions 222 mille 221 livres, les mêmes quantités & qualités d'objets territoriaux, qu'ils ne déſignoient que par un milliard 666 millions 666 liv.— l'équilibre réel des échanges d'objets connus, exigeoit que les capitaliſtes de l'induſtrie adoptaſſent pour déſigner les mêmes quantités & qualités de leurs produits, les mêmes nombres que

les capitaliſtes territoriaux venoient d'adopter pour déſigner les mêmes qualités & quantités des produits de la terre qu'ils offroient encore en échange :—

3°. Qu'ils reſpectoient les raiſons qui avoient tiercé les prix de l'agriculture, mais qu'il n'en étoit pas moins vrai qu'entre l'ancienne & la nouvelle valeur des produits dont ils venoient de parler, il y avoit une différence de 555 millions 555 mille 556 livres, moins fraction ; & qu'ainſi,

4°. Au lieu d'un bénéfice prétendu de 347,222,223 livres, il y auroit au contraire pour eux, une perte réelle de 208 mlllions 333 mille 332 livres :—

Je ne vois d'autre réponſe à ces raiſons que de ſe décider à rétablir l'ancien équilibre entre le travail de l'agriculture, & le travail de l'induſtrie—entre les prix des deux maſſes de produits de ces deux ſources de la richeſſe, & conſéquemment à porter à $33\frac{1}{3}$ pour cent d'augmentation, le prix des produits de la ſeconde, lorſque la première eſt forcée d'augmenter les ſiens dans cette proportion.

Ainſi nous dirons, $33\frac{1}{3}$ pour cent d'augmentation de valeur ſur une maſſe de produits induſtriels, évaluée deux milliards 500 millions, porte cette maſſe, comme celle des produits de la terre, à - - - 3,333,333,333

Mais il faut déduire de cette ſomme,—

1°. Le montant actuel des ſalaires des travailleurs 111,111,111

2°. L'ancienne & légitime portion des capitaliſtes - - 1,666,666,666

3°. La différence de l'ancienne à la nouvelle valeur des échanges entre les capitaliſtes de la terre & ceux de l'induſtrie, différence reconnue dans la page précédente - - 555,555,556

Leſquelles ſommes additionnées font celle de - - 3,333,333,333

Le

Le réſultat de cette réaction inévitable des prix de l'agriculture à l'induſtrie, qui a fait la matière de la préſente Section, eſt donc, 1°, que dans le mode de taxation que nous venons d'examiner, cette réaction ne porte aucune atteinte aux intérêts des travailleurs, puiſque ceux de l'induſtrie ſont payés comme ceux de la terre en raiſon de l'enchériſſement des produits de l'une & de l'autre ;

2°, Que chacun des deux capitaliſtes, terre & induſtrie, reſte, après comme avant la taxe & ſa réaction, pourvu de tous les moyens néceſſaires pour continuer la même reproduction & les mêmes échanges ;

Et, 3°, Que le conſommateur payera $33\frac{1}{3}$ pour cent plus cher, les objets de ſa conſommation en produits de l'induſtrie, comme il eſt obligé de les payer ſur les produits de la terre.—

Il eſt bon cependant d'obſerver, que cet enchériſſement de $33\frac{1}{3}$ pour cent ne fait pour le conſommateur qu'une perte réelle de 25 pour cent de ſes jouiſſances ; puiſqu'avec 100 livres qui

lui donnoient 100 objets valant 20 ſols la pièce avant la taxe,—ces mêmes objets portés par la taxe à 26 ſols 8 deniers, les 100 livres du conſommateur lui donneront encore 75 de ces objets.

CHAPITRE TROISIÈME.

DE LA TAXE SUR L'INDUSTRIE SEULE.

CETTE taxe peut être perçue de deux manières ; l'une en la prenant dans la poche des capitaliſtes de l'induſtrie, l'autre en l'établiſſant ſur les objets réputés les plus capables de la ſupporter. Je vais examiner les effets de la première.

SECTION

SECTION PREMIÈRE.

Quatrième Mode de Taxation.

Effets de la taxe de 500 *millions, prise dans la poche des capitalistes de l'industrie.*

On doit sentir maintenant qu'il seroit inutile ici d'essayer à l'égard de l'industrie, un autre taux d'enchérissement de ses produits, que celui de $33\frac{1}{3}$ pour cent, qui n'a fait aux consommateurs que le mal inévitable, jusqu'ici, d'une perte réelle de 25 pour cent de leurs anciennes jouissances, & qui n'a donné au fermier que l'embarras d'enchérir ses produits, & d'augmenter les salaires de ses travailleurs jusqu'au point précis qui conserve aux travailleurs toute la force dont ils ont besoin, & à lui-même tous les moyens nécessaires pour opérer & continuer la même reproduction. Je me bornerai donc à présenter le tableau de la recette & de la dépense, après avoir rappellé que cet enchérissement de $33\frac{1}{3}$ pour cent, sur tous les produits de l'industrie, les porte de deux milliards 500 millions, à 3 milliards 333 millions 333

mille 333 livres, que nous porterons pour recette, ci - - - 3,333,333,333

Mais il faut déduire de cette ſomme le montant de la taxe - 500,000,000

Les anciens ſalaires - - - 833,333,333

L'addition aux anciens - - - 277,777,777

Total - - - - - - 1,611,111,110

Il reſte donc aux capitaliſtes de l'induſtrie - - - 1,722,222,223

Mais avant la taxe ils n'avoient que - - - 1,666,666,666

Ils ont donc un excédent de 55,555,557

Leſquels 55 millions 555 mille 557 livres, ne font qu'un intérêt d'un peu plus de 7 pour

cent, bien légitimement dû à l'avance de la

taxe - -	500,000,000	777,777,777
et de l'addition — aux ſalaires - -	277,777,777	

Après les raiſons que nous avons données dans la Section précédente, de l'impoſſibilité d'éviter dans l'induſtrie, la réaction des prix de l'agriculture, *même dans le cas où ce ſeroit l'agriculture ſeule qui ſupporteroit la taxe*,—*après les motifs* allégués p. 126 & 127, par les capitaliſtes de l'induſtrie, pour juſtifier, à leur égard, la néceſſité de cette réaction,—il n'eſt perſonne qui ne ſente que les mêmes raiſons, les mêmes motifs, la même juſtice, la même néceſſité, ſubſiſtent à l'égard de l'agriculture, *lorſque c'eſt l'induſtrie ſeule qui eſt taxée*.—D'où il reſulte, que dans ce quatrième mode de taxation les conſommateurs payeroient également tous les produits de la terre $33\frac{1}{3}$ per cent plus cher qu'avant la taxe, & conſéquemment qu'ils perdroient, comme dans le troiſième mode, 25 pour cent de leurs anciennes jouiſſances.

SECTION SECONDE.

Cinquième Mode de Taxation.

Effets de la taxe de 500 millions, établie ſur quelques produits de l'induſtrie.

On préfère les taxes directes ; on a raiſon :— mais au lieu de prendre directement le montant de la taxe dans la poche de tous les capitaliſtes de l'induſtrie, je vais taxer directement & excluſivement quelques-uns de ſes produits :— ce mode de taxation me paroît d'autant plus juſtifiable, que *taxer* un objet quelconque, ne doit ſignifier rien autre choſe que *l'enchérir*, & que tous ceux qui le trouveront trop cher, dit-on, ſont les maîtres de ne pas l'acheter. Cependant il reſte bien des difficultés à réſoudre ; car enfin tous les produits n'étant pas taxés, pourquoi celui-ci plutôt que celui-là ?—Pourquoi ma conſommation plutôt que celle d'un autre ?— Pourquoi telle partie de ma conſommation qui monte au quart de ma dépenſe, pendant que cette même partie ne peut aller qu'au centième de la conſommation de celui qui eſt à ma porte ? —Pourquoi cet objet eſt-il taxé de 6, 8, 10 fois

ſa valeur, pendant que celui-là n'eſt taxé que d'un dixième, & que beaucoup d'autres ſont à peine effleurés ?---Si la taxe qui me bleſſe eſt aſſez forte pour m'obliger à m'abſtenir de l'objet taxé, ne perdrez-vous pas ma portion de la taxe ſur laquelle vous comptiez ?---Si vous la rejettez ſur la conſommation d'un autre, cet autre ne pourra-t-il pas vous fatiguer des mêmes interpellations ? & n'aura-t-il pas la même reſſource contre un déni de juſtice ?—Suppoſez la même conduite dans un troiſième, un quatrième, &c. ignorez-vous à quel point vous entraînera, malgré vous, cette chaîne de bevues, cette caſcade d'inepties ?—Ou bien, eſt-ce le courage qui vous manque pour aborder ce point aujourd'hui, & ſauver le vaiſſeau en jettant *dès aujourd'hui* cette véritable ancre de miſericorde ?

Il eſt certain qu'un adminiſtrateur ſenſé, qui n'auroit pas une maſſue à la main, ou qui ne croiroit pas parler à un imbécille, ſeroit fort embarraſſé pour répondre d'une manière ſatisfaiſante à ces queſtions, & à quelques autres qu'on pourroit encore trouver :—heureuſement, on n'a jamais attendu de la ſagacité d'un miniſtre de finance, rien de plus que de taxer tout ce qu'il croit capable de lui donner le plus d'argent en

excitant le moins de clabauderies,—comme on n'exige de ſa complaiſance rien de plus que de ſe taire quand il n'a que de mauvaiſes raiſons à donner. Le Miniſtère Anglois finit toujours par une raiſon excellente: ſi ma taxe vous déplaît, dit-il à l'Oppoſition, propoſez-en une meilleure, mais l'Etat a beſoin du montant de la taxe.

Juſqu'au moment où j'aurai prouvé qu'il eſt auſſi facile de taxer tout, qu'il eſt juſte que tout ſoit taxé, j'uſerai des droits de l'adminiſtrateur dont je viens de parler; & en ſuppoſant avec lui qu'il eſt impoſſible de taxer tout, ſans recourir à une eſpèce d'inquiſition qui ſeroit intolérable même en Turquie, je tâcherai de remédier, *comme lui*, à cette impoſſibilité prétendue de taxer tout, en diviſant la totalité des objets façonnés par l'induſtrie en pluſieurs claſſes,—diſons 100,—dont 20 ſeulement ſeront taxées :—mais pour faciliter l'opération, chacune de ces 20 claſſes ſera *gratifiée* du vingtième de la taxe; obſervez bien que j'ai dit *gratifiée*, c'eſt-à-dire enchérie ou enrichie; — car l'induſtrie a cet avantage prodigieux ſur l'agriculture, que malgré les raiſons qui ſe joignent à l'expérience pour démontrer la néceſſité de cette réaction des prix de l'une à ceux de l'autre, on ne pardonne jamais à l'agriculture un enchériſſement de

ſes denrées, que lorſqu'elle peut alléguer une diſette;—& il faut que cette diſette ſoit aſſez forte pour qu'on ſente la néceſſité de ſe ſoumettre immédiatement à de nouveaux prix beaucoup plus conſidérables;—il faut auſſi que cette diſette dure aſſez long-temps, pour que la diminution des prix n'arrive que par degrés, & qu'elle puiſſe naturellement s'arrêter au prix moyen qui peut ſeul rétablir le niveau entre l'agriculture & l'induſtrie.—Voyez au contraire avec quelle franchiſe un marchand de chapeaux, par exemple, va dire à un acheteur,—*Il eſt vrai, Monſieur, que ce chapeau ne valoit hier que* 20 *francs*; *mais il vient d'être taxé de* 4 *livres ſans compter la nouvelle taxe ſur les maiſons*; *d'ailleurs la matière première & le travail ont beaucoup enchéri*; *je ne puis en vérité donner ce chapeau à moins de* 26 *livres*.....A-t-on beſoin du chapeau? on le paie au nouveau prix, & on l'emporte; mais avant de ſortir de la boutique du marchand, on s'étoit déjà promis de ſe dédommager des 6 livres, par le nouveau prix qu'on mettroit ſur la totalité des objets qu'on a auſſi à vendre.....Adminiſtrateurs, attendez-vous quelque autre raiſon pour renoncer à taxer l'agriculture ou ſes produits, & chercher uniquement dans l'induſtrie les objets ſur leſquels on

peut avec le moins d'inconvénient ſe décider à établir la taxe ?

Nous avons ſuppoſé que les 20 claſſes déſignées dans leur totalité pour ſupporter la taxe entière de 500 millions, en ſupporteroient chacune un vingtième ; donc chacune de ces claſſes enchéries ou enrichies de ce vingtième, vaudra 25 millions de plus qu'elle ne valoit.

Suppoſez maintenant que ces 20 claſſes valuſſent, avant la taxe, la moitié de la totalité des produits annuels de l'induſtrie, c'eſt-à-dire un milliard 250 millions,—elles valent donc, immédiatement après la taxe, 500 millions de plus, c'eſt-à-dire un milliard 750 millions,—& la totalité des produits induſtriels pris enſemble, eſt donc montée, de deux milliards 500 millions, à 3 milliards ;—prix énorme ſans doute, mais qui n'empêchera pas l'adminiſtrateur be bénir ſon imagination qui lui a ſuggéré les objets qui n'étoient pas conſommés par le peuple, c'eſt-à-dire par les travailleurs,—expédient qui ſelon lui diſpenſera les capitaliſtes de l'induſtrie d'augmenter le prix des journées du travailleur, *pour ne pas nuire à la balance du commerce étranger* ;—& malheureuſement, l'adminiſtrateur a trop ſou-

vent raiſon ſur ce point de la conduite de ces capitaliſtes.—

Cependant ſi l'adminiſtrateur vouloit bien ne pas perdre de vue qu'il eſt une autre *balance* bien plus immédiatement néceſſaire,—celle du *commerce intérieur*, celle qui doit conſerver les anciens rapports de conſommation & de reproduction intérieure;—balance dont je n'ai démontré la néceſſité qu'en indiquant, qu'en m'obſtinant à indiquer l'unique moyen de la rétablir, ſi des taxes mal jugées venoient à la déranger :—

Si l'adminiſtrateur vouloit bien obſerver qu'il ne peut avoir les 500 millions de ſa taxe, qu'autant que tous les objets taxés ſeront conſommés; & qu'une conſéquence inévitable de cette conſommation qui lui eſt ſi néceſſaire, ſeroit de diminuer celle d'une infinité d'objets non taxés, puiſqu'une grande partie de la ſomme conſacrée à les acheter, va maintenant être appliquée au paiement de la taxe;—

S'il obſervoit que la conſommation de ces objets non taxés, ne peut diminuer, ſans diminuer dans la même proportion les motifs qui déterminoient à les reproduire;—

S'il obſervoit qu'une conſéquence immédiate de la diminution de cette reproduction, ſera de laiſſer ſans travail comme ſans ſubſiſtance, tous les travailleurs qui ne ſubſiſtoient que par ſa continuation ;—

S'il obſervoit qu'il ne peut y avoir de reſſource contre cette chaîne de bevues & de calamités, que dans une augmentation de facultés par-tout où elle eſt néceſſaire pour continuer à reproduire & à conſommer, c'eſt-à-dire, dans une augmentation du prix de tous les produits de l'induſtrie,—comme du travail qui les procure : lequel prix doit s'élever juſqu'au point qui préſentera ſous de nouveaux chiffres, tous ces anciens rapports de conſommation & de reproduction, qu'il eſt ſi eſſentiel de conſerver. On verra bientôt que cette augmentation doit être de $33\frac{1}{3}$ pour cent dans le cinquième mode de taxation dont il s'agit ici, comme dans le troiſième & le quatrième que nous avons examinés ; mais pour en mieux ſentir la néceſſité, contentons-nous d'abord de ſuppoſer une augmentation de 25 pour cent.

Les produits de l'induſtrie montoient, avant la taxe, à 2 milliards 500 millions ;—

enchéris de 25 pour cent par la taxe, ils montent à - - -	3,125,000,000
Mais les ſalaires des travailleurs, augmentés auſſi de 25 pour cent après la taxe, montent à - - -	1,041,666,666
En déduiſant cette dernière ſomme, il reſtera donc à l'induſtrie - - - -	2,083,333,334
Mais il faut retirer de cette ſomme, le compte de l'adminiſtrateur des finances, c'eſt-à-dire les 500 millions de la taxe, qu'il faut lui donner à meſure que les capitaliſtes de l'induſtrie les recevront de la main des conſommateurs - - - -	500,000,000
Donc, après le paiement de la taxe, il ne reſtera plus aux capitaliſtes de l'induſtrie que - - - - -	1,583,333,334
Mais nous avons obſervé tant de fois, qu'avant la taxe il leur reſtoit - - - -	1,666,666,666
Donc la taxe leur feroit perdre - - - - - -	83,333,332

indépendamment de la perte de l'intérêt qui leur ſeroit bien légitimement dû pour l'avance de l'augmentation des ſalaires de leurs travailleurs.

Venons donc aux $33\frac{1}{3}$ pour cent d'augmentation de valeur ſur la totalité des produits de l'induſtrie ; & nous verrons en ſon lieu, comment cette valeur ſe ſubdiviſe naturellement, quoiqu'il n'y ait dans ma ſuppoſition actuelle que 20 claſſes ſur 100, qui ſupportent la taxe.

Les produits de l'induſtrie ſeront donc montés de 2 milliards 500 millions à	3,333,333,333
Mais les ſalaires du travailleur ſont auſſi montés, par la même raiſon, de 833 millions 333 mille 333 livres, à	1,111,111,111
Il reſtera donc à l'induſtrie, ſalaires de ſes travailleurs payés - - - -	2,222,222,222
Otez de cette ſomme le montant de la taxe qu'il faut donner à l'adminiſtrateur à meſure qu'il la reçoit des conſommateurs (ce qui étant poſſible en Angleterre, doit l'être par-tout ailleurs)	500,000,000
Il reſte enfin aux capitaliſtes de l'induſtrie - -	1,722,222,222

	livres.
Porté d'autre part	1,722,222,222
Mais nous avons vu qu'il ne leur reſtoit de liquidé avant la taxe que - - -	1,666,666,666
Donc il leur reſtera de plus qu'avant la taxe - - -	55,555,556

Dont 27 millions 777 mille 777 livres, ſont l'intérêt à 10 pour cent des 277,777,777 livres, qu'ils ont donnés aux travailleurs en augmentation de ſalaires ; & les autres 27 millions 777 mille 777 livres, ſont la juſte récompenſe tant du nouvel embarras auxquels les capitaliſtes de l'induſtrie ſont aſſujettis de recevoir le montant de la taxe en milliers de parcelles, que des riſques qu'ils courent dans cette opération.

Le réſultat de ce cinquième mode de taxation ne préſente à l'induſtrie abſtraitement conſidérée, qu'une ſeule différence entre ſon état après la taxe & celui qu'elle auroit eu ſi rien n'eût été taxé ;—différence attachée à toutes les eſpèces de taxes, & qui eſt abſolument nulle relativement à l'intérêt de ces capitaliſtes, puiſque

chacun d'eux retire de la taxe le bénéfice dû à toute peine, tout riſque, & toute avance d'argent ; *cette différence conſiſte en ce que les* 277,777,777 *liv. que ces capitaliſtes donnent à leurs travailleurs en augmentation de ſalaires, auroient, ſans la taxe, été employés à augmenter la quantité ou améliorer la qualité des produits de l'induſtrie, au lieu que, réunis à la taxe, ils n'ont fait qu'enchérir les produits de l'induſtrie, ſans les améliorer ni augmenter leur quantité.* Mais il faut toujours en venir à cette queſtion ; —*la taxe eſt-elle néceſſaire, ou ne l'eſt-elle pas ?* Si elle ne l'eſt pas, on ne doit pas l'établir ; ſi elle eſt néceſſaire, il faut bien ſe ſoumettre à l'inconvénient inevitable de toute eſpèce de taxe, *celui d'enchérir tout en proportion de la ſomme demandée, & des effets attachés à une eſpèce de taxe ou à une autre.*

On voit auſſi qu'après la taxe il reſte également aux travailleurs la même quantité de jouiſſances, puiſqu'en les enchériſſant de $33\frac{1}{3}$ pour cent, on leur donne en argent de plus qu'avant le taxe, les $33\frac{1}{3}$ pour cent néceſſaires pour les payer à leur nouveau prix.

On voit également que les conſommateurs ne ſont pas mieux traités dans ce ſyſtème que dans les deux qui précèdent ; c'eſt toujours $33\frac{1}{3}$

pour cent plus cher qu'ils paient tout ce qu'ils veulent acheter.

Quelques autres obſervations que je pourrois faire ici, ſe préſenteront auſſi naturellement dans les endroits où elles ſeront plus néceſſaires & d'un plus grand effet.

SECTION TROISIÈME.

Obſervation.

Sur une objection qu'on pourroit faire contre le principe qui ſert de baſe à la réaction des prix, réaction auſſi néceſſaire dans le cinquième mode de taxation, que dans tout autre.

IL eſt inutile de répéter ici ce que j'ai dit ſur la néceſſité de cette réaction ; on doit même ſentir qu'elle eſt ſi indépendante des cauſes qui peuvent produire l'augmentation des prix (*lorſque ces cauſes ne ſont pas accidentelles & paſſagères*), qu'en la ſuppoſant produite par une augmentation de richeſſes réelles, ſans établiſſement

de taxes, la réaction des prix ſeroit auſſi infaillible alors, que dans le cas dont il s'agit ici, d'un établiſſement de taxe, ſans accroiſſement de richeſſe.—Je me diſpenſerois même de parler de cette réaction ſur l'agriculture—dans le mode de taxation que nous venons d'examiner, s'il ne conduiſoit à quelques développemens dont l'utilité ſera plus ſenſible ici, qu'elle ne l'eût été lorſque j'ai parlé de la même réaction à l'égard du 4me mode; mais avant de préſenter le tableau de ſon réſultat le plus eſſentiel dans le cinquième, je dois prévenir une objection ſpécieuſe qu'on pourroit faire contre la ſuppoſition d'une égalité aſſez ſtricte des prix du travail dans l'induſtrie & ſur la terre.—On dit aſſez généralement, que le travail eſt mieux récompenſé dans l'induſtrie que ſur la terre, & que cette différence en faveur de l'induſtrie, doit déranger les combinaiſons fondées ſur le principe général d'égalité de profits, de pertes, de dépenſe & de revenu, que je prétends *s'établir méchaniquement* entre les deux ſources de la richeſſe :—

Si le premier coup-d'œil préſente une différence en faveur des prix du travail uſités dans l'induſtrie, j'oſe aſſurer que le ſecond fera bientôt appercevoir que cette différence eſt peu conſidérable dans ſa totalité, & qu'elle ſe réduit

à l'intérêt bien légitimement dû pour un nombre d'années que le travailleur induſtriel a paſſé ſans recevoir de ſalaires, avant de ſavoir ſon métier. —Sur la terre, au contraire, le travailleur apprend le ſien ſans aucune perte, à meſure que ſes forces ſe développent & lui permettent de s'appliquer à l'une plutôt qu'à l'autre des opérations rurales ;—ajoutez, que ſi le travailleur dans l'induſtrie reçoit quelques ſols de plus que le travailleur dans l'agriculture, la femme du premier contribue moins aux travaux productifs, parce qu'elle eſt obligée de s'occuper davantage & plus long-temps de ſes enfans, qui ſont plus tard en état d'entrer en apprentiſſage & de gagner quelques ſalaires :--au lieu que la femme du ſimple travailleur dans la campagne, eſt preſque à chaque inſtant du jour, & preſque tous les jours de l'année, occupée au travail productif comme ſon mari,—qu'elle emporte chaque ſoir, comme lui, le paiement de ſa journée,—& que ſes enfans ont à peine 7 à 8 ans qu'ils gagnent une partie de leur nourriture ;—concluez enfin du parallèle, que, tout compenſé, il ne peut arriver journellement dans la famille du travailleur de l'induſtrie, qu'environ la ſomme qui ſe partage dans la famille du travailleur ſur la terre.

J'accorde cependant que la maſſe des travailleurs dans l'induſtrie, reçoit des ſalaires un peu plus conſidérables que ſur la terre :—mais l'excédent (qui ne peut être, comme je l'ai déjà dit, que l'intérêt de pluſieurs années conſacrées à l'apprentiſſage ſans recevoir de ſalaires) ne repréſente-t-il pas bien réellement dans la main du travailleur induſtriel, un *capital* comme tout autre *accumulation de travaux antérieurs*, & qui réclame, comme tous les *capitaux actifs*, un revenu qui lui ſoit proportionné ? Le travailleur induſtriel à qui ce capital appartient, ſe trouve donc placé, *pour une partie de ſes ſalaires*, dans la claſſe des capitaliſtes de l'induſtrie, & partage avec eux, *ſuivant ſa miſe*, leur portion de capitaliſtes :—celle qui lui reſte à titre de ſimple travailleur, ne ſe trouve-t-elle pas ainſi réduite au prix que le ſimple travail peut obtenir ſur la terre ?

Je paſſe enfin au tableau annoncé.

Les produits de la terre ſe trouvent portés, par la réaction du 5me mode dont il s'agit, de 2 milliards 500 millions, à - - - - -	livres. 3,333,333,333
Déduiſez les nouveaux ſalaires portés par la réaction, à	1,111,111,11
Il reſte donc aux capitaliſtes de la terre - - -	2,222,222,222

	livres.
D'autre part,	2,222,222,222
Mais ils n'avoient avant la taxe que - - -	1,666,666,666
Donc ils gagnent par la taxe	555,555,556

Déduiſez, comme il eſt aſſez juſte, pour l'intérêt à 10 pour cent des 277 millions 777 mille 777 livres d'augmentation de ſalaires données aux travailleurs, ci - - 27,777,777

Il reſtera donc aux capitaliſtes de la terre - - 527,777,779

Mais dans ce même mode de taxation (v. p. 143), après que les capitaliſtes de l'induſtrie ont payé la taxe & l'augmentation de ſalaires, & qu'ils ont retiré l'intérêt de cette augmentation, il ne leur reſte que 55,555,055 livres, dont 27 millions 777 mille 777 livres leur ſont dus pour l'intérêt des 277 millions 777 mille 777 livres d'augmentation de ſalaires, donnés à leurs travailleurs, & les 27 autres millions 777 mille 777 livres, également dus pour l'embarras & les riſques de percevoir le montant de la taxe.— Si cela n'eſt pas injuſte, par les raiſons que j'ai alléguées p. 126 & ſuivantes, en faveur de

l'induſtrie, on ne peut du moins ſe diſſimuler, que cet équilibre ſi néceſſaire entre les profits de l'agriculture & ceux de l'induſtrie, eſt également rompu, dans le quatrième mode de taxation & dans le cinquième—& que la ſeule différence entre ces deux modes à cet égard, eſt que, dans le quatrième, tout le bénéfice etoit pour l'induſtrie ; au lieu que dans le cinquième il eſt tout pour l'agriculture :—d'où réſulte pour le défenſeur officieux de ces deux ſources de la richeſſe, l'obligation indiſpenſable de chercher un autre mode de taxation, plus analogue à l'équilibre annoncé.

CHAPITRE QUATRIÈME.

Sixième Mode de Taxation.

Effets de la taxe de 500 millions, partagée entre les produits de la terre conſommés excluſivement par les riches & les produits qui y correſpondent dans l'induſtrie.

LE premier point qui va frapper dans ce ſixième mode, c'eſt qu'il rétablit cet équilibre dont je viens de parler,—& qu'au lieu d'enchérir tout de $33\frac{1}{3}$ pour cent, il n'exige qu'un enchériſſement de $16\frac{2}{3}$, comme on le verra par le compte ſuivant de l'agriculture, dont celui de l'induſtrie ne peut être que la répétition :—

La totalité des produits territoriaux, enchérie de $16\frac{2}{3}$ pour cent, eſt portée de deux milliards cinq cents millions, à -	2,916,666,666
Déduiſez maintenant pour les nouveaux ſalaires, portés par cet enchériſſement de $16\frac{2}{3}$ pour cent, de 833 millions 333 mille 333 livres, à - -	972,222,221
(L'addition eſt 138,888,888)	
Il reſtera aux capitaliſtes de la terre - - -	1,944,444,445

	livres.
De l'autre part,	1,944,444,445

Mais il faut déduire de ce prétendu reſte,

1°, Le montant de la moitié de la taxe —	250,000,000
2°, L'intérêt à 10 pour cent de l'addition de ſalaires —	13,888,888
3°, La récompenſe légitimement due pour les peines, embarras, & riſques attachés à la collecte de cette moitié de la taxe évaluée dans ſa proportion (v. p. 149). - -	13,888,888
Total des trois articles - -	277,777,776

Il reſtera donc aux capitaliſtes de la terre, taxe, ſalaires, intérêts, peines & riſques bien dûment payés - - 1,666,666,669

c'eſt-à-dire un écu de plus qu'ils n'avoient avant la taxe, & qu'ils ne doivent qu'à l'embarras des fractions que j'ai voulu éviter.

Le compte de l'induſtrie ne pouvant être, comme nous avons déjà dit, que la répétition de celui de l'agriculture, l'équilibre entre les deux ſources de la richeſſe ſeroit donc rétabli par ce ſixième mode, & les conſommateurs ne payeroient le total de leur conſommation que $16\frac{2}{3}$ pour cent plus cher, au lieu des $33\frac{1}{3}$ néceſſités par les deux modes précédens ; mais

Comment trouver dans l'agriculture auſſi facilement que dans l'induſtrie 20 claſſes d'objets réellement ſuſceptibles de taxation, & qui le ſoient (d'après le financier) parce qu'ils ne ſont pas, *ou ne doivent pas* être conſommés par les travailleurs ?—Je ſuppoſerai cependant qu'un grand financier ne manquera pas de vous indiquer les 20 claſſes ; car un grand financier eſt bien plus habile que le petit Grec de Juvenal (*Græculus ejuriens in cœlum juſſeris ibit*) : celui-ci ne ſavoit que monter au ciel quand il en recevoit l'ordre ;—celui-là ſe chargera de vous y porter, ſous la ſeule condition que vous fermerez toujours les yeux.—

Cependant, après qu'il vous aura indiqué & que vous aurez taxé ces 20 claſſes, aurez-vous dans tous les champs des inſpecteurs pour en ſuivre la récolte, & obliger les fermiers de les mettre dans leurs granges, leurs caves, leurs greniers, dont ils auront une clef, & les inſpecteurs une autre, afin qu'ils ne ſoient ouverts qu'au moment de la vente,—ni les denrées vendues (aux riſques & périls des fermiers) qu'à ceux qui ſeront aſſez riches pour payer votre taxe avant de les enlever ?—Ou bien, après que vos inſpecteurs auront pris la note de la quantité des claſſes ſoumiſes à la taxe, & du montant de chacune, obligerez-vous les fermiers de commencer par vous payer *(indépendamment du bénéfice dû à l'inventif financier)* les 250 millions de la portion de taxe à laquelle vous aurez condamné l'agriculture, ſauf à ſe dédommager par le ſurhauſſement ſucceſſif du prix des articles taxés ?—Mais comment la reproduction ſe trouvera-t-elle de cette ſurcharge du fermier, jointe à l'incertitude où ils ſeront de leur rembourſement ?

Quant à l'induſtrie, on ſait qu'une taxe ſur un objet de ſon reſſort, n'eſt pour elle qu'un droit d'en augmenter le prix—le jour même de la taxe ; perſonne n'en diſconvient, & tout le monde ſe récrie contre les mêmes prétentions de

la part de l'agriculture ;—toutes ces conſidérations réunies vous raméneront-elles au cinquième mode de taxation, malgré les inconvéniens qu'il préſente, & doublerez-vous la taxe des 20 claſſes qu'il eſt ſi facile de trouver & de taxer dans l'induſtrie ?—Avant de vous décider, examinez avec quelque attention les réflexions ſuivantes ſur cette diviſion en claſſes d'objets ſuſceptibles & non ſuſceptibles de taxation ; l'analyſe du remède le plus vanté, détrompe quelquefois ſes victimes, & les diſpoſe à reconnoître le ſpécifique qu'il faut lui ſubſtituer.

CHAPITRE CINQUIÈME.

Analyſe du Syſtême de la Diviſion des Produits en Claſſes taxées & Claſſes non taxées.

SECTION PREMIÈRE.

Différence des effets que la diviſion des produits en claſſes taxées & claſſes non taxées, opère à l'égard des unes & des autres.

DANS la ſuppoſition admiſe d'une taxe qui devroit finalement, pour faire le moins de mal poſſible, enchérir tout de $33\frac{1}{3}$ pour cent, il eſt évident que s'il eût été poſſible de taxer tous les produits ſéparément, au prorata de leur valeur, chaque objet en particulier auroit acquis, *par le moyen de la taxe*, une valeur additionnelle de $33\frac{1}{3}$ pour cent,—valeur additionnelle auſſi inconteſtable que celle du chapeau dont j'ai parlé (p. 137): alors toute la magie de l'enchériſſement eût diſparu, ſa néceſſité comme ſa raiſon eût été ſenſible: le vendeur n'avoit qu'à dire—" Cet objet valoit 3; il eſt chargé d'un de plus; il vaut donc 4; paie, emporte l'objet, & ne te plains pas;

car ſi tu as à vendre un autre objet qui valoit 3, il vaut auſſi 4, puiſqu'il eſt chargé du tiers de ſon ancienne valeur comme celui que tu emportes." Point de réplique.—

Il eſt probable que l'impoſſibilité prétendue de cette opération de taxer tout en particulier, beaucoup plus que le deſir de reſpecter les jouiſſances du travailleur, fit imaginer la diviſion en claſſes taxables & claſſes non taxables; mais l'expérience apprend que cette diviſion ne produit point ſur les claſſes non taxées, l'heureux effet prétendu par l'adminiſtrateur — *de les garantir du prétendu malheur de l'augmentation de leur prix*; augmentation reconnue ſans objection poſſible par l'adminiſtrateur lui-même à l'égard des claſſes taxées. Tâchons du moins de découvrir avec quelque préciſion, la différence que la taxe produit ſur le prix des unes & des autres, & ce qui réſulte finalement de ce tripotage ſi admiré.

Puiſqu'on ſait déjà quelle raiſon frappe ſur les claſſes taxées, & de combien elle les enchérit immédiatement, il me ſemble que pour connoître exactement le montant de la différence dont je viens de parler, il ne s'agit plus que de trouver de combien toutes les claſſes de produits,

taxées ou non taxées, doivent enchérir, ainſi que la raiſon de cette néceſſité,—& tirer la conſéquence de ces deux obſervations.

On a vu (p.13 & 133) que la taxe, pour faire le moins de mal poſſible, néceſſitoit une augmentation de ſalaires qui

monte à - - -	277,777,777
& qu'il falloit aux capitaliſtes pour intérêt d'avance, &c. - - - -	55,555,557
Total - - - -	333,333,334

Cette dépenſe extraordinaire *des producteurs*, partagée & répandue indiſtinctement ſur tous les produits *taxés ou non taxés*, enchérit ſeule de $13\frac{1}{3}$ pour cent chaque partie des uns & des autres ;—

Donc les 20 claſſes taxées dans l'hypothèſe, éprouvent cet enchériſſement comme les 80 qui ne le ſont pas.

Mais la taxe de 500 millions, outre le fardeau général dont je viens de parler, forme elle ſeule un fardeau particulier de 40 pour cent ſur les 20 claſſes taxées qu'on évaluoit avant la taxe à la moitié du revenu, c'eſt-à-dire à un milliard 250 millions (on verra ci-après pourquoi) :

Donc la différence cherchée eſt que les 20 claſſes taxées ſont enchéries de $53\frac{1}{3}$ pour cent de leur valeur antérieure à la taxe, & que les claſſes non taxées le ſont ſeulement de $13\frac{1}{3}$ pour cent.

Avant de s'applaudir de l'avantage qui ſemble réſulter de cette différence, en faveur de la diviſion en claſſes taxées & claſſes non taxées, je demande qu'on me permette d'en réduire encore le nombre, afin d'en faire mieux ſentir, non pas les avantages, mais les inconvéniens & l'abſurdité.

SECTION SECONDE.

Effet de la réduction des 20 *claſſes taxées, à* 2.

POUR mettre dans un plus grand jour l'abſurdité de cette diviſion de produits en claſſes taxées & claſſes non taxées (*toujours ſous le prétexte que les claſſes taxées ne comprennent que les objets de luxe, conſommés excluſivement par les riches*), — je ſuppoſerai un adminiſtrateur qui partageroit ou feindroit de partager, dans toute ſon énergie, le zèle aveugle ou feint des déclamateurs, des enthouſiaſtes & des hypocrites de tous les ſiècles, — & qui, au lieu de 20 claſſes ſur 100,

ſe détermineroit à n'en taxer que deux ;—il eſt inutile d'obſerver qu'il les choiſira parmi celles dont les hommes les plus riches, les plus ſenſuels, les plus faſtueux, peuvent ſeuls ſe permettre la jouiſſance. Ainſi l'on doit ſuppoſer que ces deux claſſes valent ſeule la moitié du prix aſſigné avant la taxe, aux 20 dont le ſort après la taxe vient d'être analyſé.

Elles valent donc avant la taxe	625,000,000
Ajoutez la taxe qui ne porte que ſur ces deux claſſes - -	500,000,000
Voilà donc ces deux claſſes déjà enchéries de 80 pour cent de leur valeur primitive, c'eſt-à-dire portées à - - -	1,125,000,000
Ajoutez l'effet général des deux ſommes dont nous avons parlé (p. 158) qui enchérit les claſſes taxées comme les claſſes non taxées, de $13\frac{1}{3}$ pour cent, ce ſera pour les deux claſſes taxées - - - -	83,333,333
Ces deux claſſes taxées ſeront donc enchéries de $93\frac{1}{3}$ pour cent de leur valeur antérieure à la taxe, & ſeront ainſi portées de 625 millions à - - -	1,208,333,333

De l'autre part,	1,208,333,333
Maintenant obſervez que les 98 claſſes favoriſées n'en ſont pas moins enchéries de $13\frac{1}{3}$ pour cent,—ce qui les porte d'un milliard 875 millions à & élève, comme les autres modes de taxation, le revenu de deux milliards 500 millions, antérieur à la taxe, à la ſomme de - - - - - -	2,125,000,000
	3,333,333,333

Voilà du moins, diront les financiers, 18 *nouvelles claſſes favoriſées comme les* 80 *de la première ſuppoſition, & qui, au lieu d'éprouver en entier l'enchériſſement* de $33\frac{1}{3}$ pour cent, n'en éprouvent, graces à la réduction à 2 claſſes, qu'un de $13\frac{1}{3}$, comme les 80 auxquelles elles viennent d'être aſſociées ; c'eſt donc un bénéfice palpable de 20 pour cent en faveur des 98 claſſes épargnées, contre les deux qui n'intéreſſent que des gens en état de les payer à leurs nouveaux prix.

On verra bientôt que ce bénéfice n'eſt palpable qu'à ceux qui ne ſont pas en garde contre tous les bénéfices annoncés par les financiers ; mais quand celui-ci ſeroit réel, — qu'ils n'oublient

pas que la ſeule raiſon que les engage à ne taxer que deux claſſes ſur 100, eſt l'idée qu'ils propagent que cete eſpèce de taxe n'influe point ſur le prix des objets non taxés,—*& qu'elle diſpenſe les capitaliſtes d'augmenter les ſalaires de leurs travailleurs.* C'eſt donc ſous ce point de vue qu'il faut & que je vais détailler plus particulièrement les funeſtes effets de ce miſerable ſyſtême.

SECTION TROISIÈME.

Développemens ultérieurs, néceſſaires pour apprécier au juſte le ſyſtême de la taxation du luxe, relativement à ſes deux grands prétextes,—GARANTIR DE L'ENCHÉRISSEMENT TOUS LES OBJETS NON TAXÉS, ET DISPENSER LES CAPITALISTES—DE LA NÉCESSITÉ D'AUGMENTER LES SALAIRES DE LEURS TRAVAILLEURS.

POURQUOI les 2 claſſes taxées dont on a parlé dans la ſection précédente, valoient-elles ſeules avant la taxe 625 millions, pendant que les 98 claſſes non taxées ne valoient enſemble que trois fois cette ſomme?—C'eſt uniquement parce que, *dans un temps moyen*, il n'y a de conſtamment attachés au travail qui doit donner les 98 claſſes non taxées, que trois fois autant de

travailleurs que dans les deux claſſes ſoumiſes à la taxe :—d'où il ſuit que le produit du travail annuel d'un nombre quelconque de travailleurs, étant une fois evalué, il ſuffit également ou de ſavoir quelle partie de la population eſt attachée à une eſpèce de travail, pour connoître la valeur de ſon produit, ou de connoître la valeur de ſon produit, pour ſavoir quelle partie de la population s'en eſt occupée : or 625 millions ſont le quart des deux milliards 500 millions, valeur ſuppoſée de la totalité des produits de l'induſtrie ; — donc ils repréſentent néceſſairement, *dans un temps moyen*, le quart de la population, comme la valeur préciſe—la juſte valeur du travail dont ce quart s'eſt occupé.—

Or ce quart de la population conſacrée au travail de l'induſtrie, n'eſt pas moins de deux millions d'ames qui ne ſubſiſtent *que par la conſommation des deux claſſes taxées* :—

Il faut donc, pour apprécier plus exactement le miſérable ſyſtême de la taxation du luxe, c'eſt-à-dire de la conſommation des riches, le conſidérer, comme je l'ai dit, dans la ſuppoſition réputée la plus avantageuſe—1°, dans l'eſprit des ignorans, c'eſt-à-dire ne produiſant aucun effet ſur le prix du travail, afin de conſerver le pré-

cieux avantage de la balance commerciale ;— & 2°, dans le ſens des hypocrites, c'eſt-à-dire, conſervant toujours intact le prix des objets de néceſſité, conſommés par le pauvre, *comme ſi le pauvre devoit être condamné à ne conſommer jamais que les objets de première néceſſité !*—

Obſervez maintenant que l'adminiſtrateur a beſoin des 500 millions de la taxe :—

Suppoſez-vous que la taxe ſera payée, comme vous devez le ſuppoſer, puiſqu'elle eſt néceſſaire ? —Donc après le paiement de la taxe, c'eſt-à-dire, après que les gens riches auront conſommé les objets taxés, ils auront 500 millions de moins qu'ils n'avoient avant la taxe, lorſqu'ils avoient payé la partie de leur conſommation qui ſupporte la taxe entière ;—& dans ce cas je vois bien que le quart de la population qu'on occupoit à reproduire ces objets ſcandaleux de luxe, ſi réprouvés par les hypocrites, vit exactement comme ſi rien n'étoit taxé ;—

Mais il eſt temps de ſe rappeler que la population entière ſuppoſée de 24 millions, ſe trouve naturellement diviſée en trois parties aſſez égales, dont l'une eſt conſacrée aux travaux de l'agriculture, l'autre à ceux de l'induſtrie ;—& quoique

la troiſième ſoit compoſée de 8 millions d'ames comme chacune des deux autres, il faut encore obſerver que la plus grande partie de ces 8 millions eſt deſtinée à des travaux d'une autre eſpèce, à des travaux d'une néceſſité ſecondaire ſans doute, mais auſſi indiſpenſables dans l'ordre actuel des ſociétés, que ceux des deux autres tiers occupés à produire & à modifier les productions :—

Cependant vos capitaliſtes, après qu'ils ont payé leur conſommation des objets taxés, ont 500 millions de moins à répandre ſur cette partie ſi précieuſe du troiſième tiers de la population ; il faudra donc diminuer d'autant ſon ancienne récompenſe :—

Mais à quel uſage la totalité de cette récompenſe étoit-elle conſacrée ? n'étoit-ce pas à payer, ſoit directement, ſoit indirectement, & par caſcades, quelque autre eſpèce de travail de première néceſſité ?—& ſi les divers capitaliſtes qui faiſoient l'avance de tous les frais néceſſaires pour continuer ce travail de première néceſſité, reçoivent dorénavant 500 millions de moins, feront-ils tentés de renouveller cette avance, & de la continuer juſqu'à leur ruine ?

Mais, direz-vous, *la taxe de* 500 *millions n'eſt pas demandée pour être enfouie ; elle ſera répandue*

en d'autres mains, qui feront en plus, la même dépenſe que va faire en moins, cette partie du troiſième tiers de la population dont on a diminué la récompenſe :—

Soit ; mais indépendamment de l'injuſtice de cette diminution, j'obſerve une altération choquante dans les rapports néceſſaires qui exiſtoient avant la taxe, entre la récompenſe des travailleurs de première néceſſité, & celle des malheureux deſtinés à ces autres travaux de néceſſité ſecondaire,—travaux, je le répète, auſſi indiſpenſables dans l'état actuel de la ſociété, que les travaux de première néceſſité l'étoient même dans l'état de nature.—Eh ! s'il exiſte un moyen de conſerver toujours l'équilibre ſur tout, pourquoi s'obſtiner à ne pas le chercher ? pourquoi le repouſſer lorſqu'on vous le préſente ?

Je viens de ſuppoſer le paiement de la taxe ;—je vais maintenant, pour faire ma cour aux hypocrites, ſuppoſer que les $93\frac{1}{3}$ pour cent d'augmentation ſur le prix des deux claſſes taxées, révolteront tous les conſommateurs, & qu'ils s'abſtiendront de tous les objets taxés : dans ce cas, 1°, il faudra bien que l'adminiſtrateur change de ſyſtême,—& tant mieux, c'eſt ſur quoi j'inſiſte ;—mais 2°, il faudra auſſi que les deux

millions d'ames qui ne vivoient que de la production, conſommation, & reproduction annuelle des deux claſſes d'objets excluſivement ſoumis à la taxe, déſertent de votre pays,—ou qu'ils volent ſur vos grands chemins,—ou bien que vous les nourriſſiez ſans rien faire ; à moins que vous ne préfériez, comme la Convention en France, d'en envoyer une partie chez l'étranger pour égorger tout ce qui voudra ſe ſouſtraire à leur brigandage, & de laiſſer habilement chez vous l'autre partie occupée à s'entregorger, pour qu'elle ne ſonge pas à vous égorger vous-mêmes, francs hypocrites.

Direz-vous que le défaut d'emploi pour les objets de luxe qui ſe ſont attirés votre animadverſion, obligera bientôt ceux qui *s'en occupoient, de ſe porter à ces travaux de première néceſſité qui donnent à vivre à tout le monde ?*

Vous vous trompez encore ; car il n'y a rien de plus certain que cette grande vérité ſi peu connue, ou du moins ſi peu méditée, qui donneroit la ſolution de tant de difficultés, qui détruiroit tant de faux raiſonnemens, & préviendroit tant de fauſſes meſures,—*jamais, jamais il n'y aura*, DANS UN TEMPS MOYEN, en objets de première néceſſité, que la *quantité qui en ſera toujours conſommée* DANS CE TEMPS MOYEN

qu'il faut toujours SUPPOSER.—Or pour fournir abondamment à cette conſommation, il ne faut peut-être pas un ſixième de la population des travailleurs, lorſque l'agriculture & l'induſtrie ſont libres & bien entendues ;—que ferez-vous des cinq autres ſixièmes, vous qui devriez d'avance être ſi embarraſſés des deux millions de malheureux dont votre ridicule ſyſtême de taxation alloit vous ſurcharger ?—Ce n'eſt pas tout ;—vous avez beſoin de 600 millions ;—taxerez-vous enfin les objets de néceſſité, ou bien les prendrez-vous en nature pour les donner, de la même manière, à vos agens & à vos créanciers ?—Il faudra bien auſſi dire un mot de cette chimère ; mais il eſt plus inſtant de pourſuivre l'analyſe que j'ai commencée.

SECTION QUATRIÈME.

Continuation du même Sujet.

PEINTRES & poëtes peuvent extravaguer ſans inconvénient pour qui ce ſoit, ſi ce n'eſt pour eux-mêmes :—il n'en eſt pas ainſi d'un grand financier ;—hors lui & ſes prôneurs, tout l'Etat ſouffre de ſes extravagances :—tâchons du

moins d'en garantir le travailleur, juſqu'ici toujours victime de l'ignorance ou de l'hypocriſie.

Les 98 claſſes de produits que la ſagacité prétendue de l'adminiſtrateur, l'empêche de taxer, ſont donc, ſelon vous, préſervée de ce fléau de l'augmentation de leurs prix, qui eût été l'effet néceſſaire de leur taxation ;—& conſéquemment, ſelon vous auſſi, les 16 millions de travailleurs (famille compriſe) dont la conſommation doit être bornée, ſelon vous encore, aux objets compris dans ces 98 claſſes non taxées, ne peuvent juſtement prétendre à aucune augmentation de ſalaires, *puiſque les objets de luxe ſont les ſeuls qui ſoient taxés* :—

Je veux prouver que le travailleur eſt le ſeul dans la ſociété, que ce miſerable ſyſtême opprime, quand il ne fait que vexer inutilement tous les autres états.

Nous avons ſuppoſé la conſommation générale, diviſée en 100 claſſes pour la commodité du taxateur, & de celui qui diſsèque ſes opérations. Certainement on ne peut nier que le travailleur tant de l'induſtrie que de l'agriculture avoit bien juſtement, *avant la taxe*, ſur

toutes les 100 claſſes, comme ſur chacune d'elles, un droit proportionné à l'étendue de ſes facultés,—c'eſt-à-dire au montant du mliliard 666 millions 666 mille 666 livres de ſalaires qu'il recevoit,—& qu'on ne veut point augmenter depuis la taxe, par la raiſon ſi ſouvent alléguée. —Mais depuis que la taxe a porté la bouteille de vin de 2 ſols à 4, le ſel d'un ſol à 13, le tabac de 8 ſols à 4 livres, &c.—a-t-on prouvé au travailleur qu'il lui étoit auſſi avantageux de renoncer en tout ou en partie au vin, au ſel, & au tabac,—& de ſe dédommager de ces privations, par une plus grande conſommation des objets non-taxés, *dont il avoit déjà tout ce qu'il deſiroit en avoir*—que de recevoir une augmentation de ſalaires qui le mettroit en état de continuer ſon ancienne conſommation des objets taxés, ſans diminuer en rien celle des autres? Répondez ....

Les différens objets qui compoſent les deux claſſes taxées, donnent certainement de la force ou du plaiſir; quelques-uns même donnent l'un & l'autre: or, le travailleur a beſoin de force quand il travaille, & de plaiſir les jours de fête;—eſt-il juſte, eſt-il prudent, eſt-il digne d'un adminiſtrateur, de fixer la qualité, & de

régler la doſe que le travailleur doit prendre de l'un & de l'autre ? Répondez .....

Si la différence énorme, que la taxe d'un article met entre ſon ancien prix & le nouveau, engage le vendeur à falſifier l'article, pour le donner à un prix moins éloigné des facultés du conſommateur,—& qu'il réſulte de la falſification, les inconvéniens les plus graves relativement aux forces, à la ſanté, à la vie du travailleur,—oſerez-vous les calculer, & tranſigerez-vous ſur cet objet avec autant d'héroïſme que les conventionnels l'ont fait ſur le nombre des millions d'hommes que l'établiſſement de leur domination doit coûter à toute l'Europe ?—Répondez .....

Maintenant ſi le travailleur eſt le ſeul, oui, le ſeul dans la ſociété, qui n'ait pour lui & ſa famille que cette portion indiſpenſable dans les objets de néceſſité & de luxe, que l'état actuel de la ſociété lui permet, comme le même état exige qu'on le lui donne,—conviendrez-vous, indépendamment des réponſes que vous ſeriez forcé de faire aux trois queſtions précédentes, conviendrez-vous, dis-je, que le travailleur eſt le ſeul dans la ſociété que votre miſérable ſyſtême opprime ?—je vais le prouver.—

Lorſque je parle généralement du travailleur, on doit entendre l'homme qui n'a d'autre reſſource que ſon travail pour vivre pendant tout le cours de l'année ; car il eſt évident que le travailleur qui ſeroit en même temps propriétaire & de la quantité de terre, & de celle des capitaux de toute eſpèce reconnus néceſſaires pour l'occuper continuellement ſur cette terre pendant toute l'année, *avec le plus de fruit pour la ſociété comme pour lui-même*,—il eſt, dis-je, évident que ce travailleur doublement propriétaire, produiroit, dans cet eſpace de temps, trois fois la valeur de la ſomme qu'on donne au ſimple travailleur dans le même eſpace de temps ;—dans ce cas, le premier tiers de cette valeur lui appartiendroit comme travailleur, le ſecond comme copropriétaire du grand capital de la terre nationale, & le troiſième comme propriétaire indivis des autres capitaux de tout eſpèce qui concourent avec ſa terre & ſon travail, à former la totalité de ſon revenu. Il a donc, graces à ſes deux propriétés comme à ſon travail, deux tiers de leurs produits, de plus que le ſimple travailleur ; or ces deux tiers n'étant, relativement aux objets de luxe qu'on a taxés, diminués chacun que d'une portion égale à celle qu'il perd ſur le troiſième tiers qui lui appartient à titre de travailleur, on ne peut

nier qu'il lui reſte encore une portion conſidérable de luxe dont le ſimple travailleur eſt privé. ——Les détails ſuivans développeront mieux cette idée, & ne ſeront pas inutiles à d'autres égards.

Je ne vois aucun moyen de s'empêcher d'extravaguer dans la définition *du luxe & du néceſſaire*, & dans la répartition de l'impôt, toujours décidée d'après les extravagances de cette définition, que de réduire *le néceſſaire* à ſon dernier terme, c'eſt-à-dire au ſeul objet ſans lequel il ne ſeroit pas poſſible d'exiſter.—Dire, comme Mr. Adam Smith, dans ſon ouvrage très-eſtimable & très-eſtimé ſur *la richeſſe des nations*, que les ſouliers ne ſont pas un luxe pour le travailleur en Angleterre, parce qu'il n'y eſt pas accoutumé à marcher ſans cette eſpèce de chauſſure,—mais qu'ils peuvent être conſidérés comme un luxe pour le travailleur en France, parce qu'un grand nombre de travailleurs y ſont accoutumés à porter des ſabots,—c'eſt décider, ſans y faire attention, que les dentelles, les dorures, les caroſſes, &c. ne ſont pas un luxe pour quiconque s'eſt fait par l'habitude un beſoin de ces ſuperfluités,—leſquelles, dans le fait, ne ſont qu'une eſpèce de luxe *qui nourrit tant de familles de travail-*

leurs, comme les ſouliers en ſont une autre eſpèce *qui nourrit tant d'autres familles* :—or, pour ſe décider en homme de bon ſens en faveur de l'une ou de l'autre de ces deux eſpèces de luxe, il faudroit ſavoir celle qui nourrit le plus de familles ;—& il eſt probable qu'après l'information, l'homme de bon ſens ſe décideroit à les conſerver toutes les deux.—Il faut être plus ſtrict, plus ſévère dans ſes définitions, lorſqu'on doit en tirer des conſéquences qui intéreſſent eſſentiellement l'exiſtence du travailleur, les jouiſſances de tous les hommes, & la richeſſe de toutes les nations. Je dirai donc rigoureuſement,—

Chez un ſauvage, *le néceſſaire* c'eſt l'animal qu'il eſt *obligé* de tuer pour éviter que la faim ne le tue lui-même ;—en Europe aujourd'hui, *le néceſſaire* c'eſt aſſez généralement le pain qu'il faut gagner par un *travail actuel*, un travail de tous les jours, lorſqu'on ne l'a pas aſſuré par *une accumulation de travaux antérieurs*, qui permet à celui qui la poſsède, de ſe repoſer—de ſe repoſer, en payant journellement le droit de ſon repos à ceux qui n'ont d'autre reſſource pour vivre que leur travail de tous les jours & de toute l'année :—*le luxe ſera donc tout ce qui n'eſt pas cet objet ſi évidemment néceſſaire.*—

J'ai dit ailleurs,* & il faut bien le répéter, que le travailleur en Angleterre avoit deux fois & demi autant de luxe que le travailleur en France ;—& je l'ai *démontré* par le montant des ſalaires qu'on leur donne dans les deux pays. En effet le travailleur en Angleterre, *avant la guerre d'Amérique*, avoit par jour, pour chacune des quatre têtes dont ſa famille eſt en général compoſée, environ ſix *pence*, que les François traduiſent par ſix ſols.

Le travailleur avoit également ſix ſols en France ;—mais les ſix ſols qu'on donnoit aux travailleurs François, n'étoient que ſix ſols monnoie Françoiſe ; au lieu que les ſix *pence* Anglois, quoique traduits en François par ſix ſols, valoient douze ſols monnoie *réelle* de France :—je dois donc, quand il s'agit de comparer les ſalaires Anglois avec ceux de France, calculer ſur les douze ſols François qu'on donnoit aux travailleurs en Angleterre *avant la guerre d'Amérique*, & ſur les ſix ſols François qu'on donnoit aux travailleurs en France ;—c'eſt ce que je vais faire, pour avoir aſſez juſte, la ſomme de jouiſſances des uns & des autres.

---

* Seconde Suite des Conſidérations ſur le Méchaniſme des Sociétés.

La ration journalière de cette eſpèce de pain ſubſtantiel, néceſſaire à tout un peuple qui y ſeroit réduit pour toute nourriture, valoit en France, *prix moyen*, environ trois ſols François ; elle ne valoit quelque choſe de plus en Angleterre, que dans des circonſtances accidentelles qui la portoient également au-deſſus de ce prix en France :—

Or, chaque tête de la famille du travailleur François n'avoit que ſix ſols par jour ; —donc chaque tête de la famille du travailleur François n'avoit & ne pouvoit avoir qu'un de luxe & un de néceſſité.—

Chacune de ces têtes en Angleterre avoit douze ſols par jour ; & la ration de pain qui lui eſt néceſſaire, excédoit rarement la valeur du quart de ſa portion de ſalaire, diſons cependant qu'elle en abſorboit deux ſeptièmes ;—donc elle avoit un de néceſſité, & deux & demi de luxe.

Ces deux concluſions me paroiſſent, à quelques fractions très-inſignifiantes près, d'une évidence irréſiſtible ; & voici ce qui en réſulte.

On

On a vu dans la ſection précédente, que *dans le cas où l'on réuſſiroit à n'augmenter le prix ni du travail ni de ſes produits*, une conſéquence inévitable du ſyſtême de la taxation du luxe, ſeroit *d'occaſionner un vide dans la reproduction* ; —or, ſi l'on admet pour éviter le plus grand mal, que ce vide dans la reproduction générale ne ſera pas dans la partie qui renferme l'objet déclaré de première & abſolue néceſſité, parce qu'on eſt obligé de le fournir au travailleur, afin qu'il continue d'exiſter pour reproduire,—il faudra bien qu'on accorde que ce vide ſe trouvera dans les articles que ma définition, auſſi juſte que rigoureuſe, préſente ſous le nom de luxe, comme vin, cidre, biere, ſouliers, &c.

Suppoſons maintenant que ce vide ſoit d'un quart (autant vaut cette fraction qu'une autre), & revenons au ſimple travailleur ;—nous ſavons qu'il a par jour pour chacune des têtes qui compoſent ſa famille, ſix ſols, dont trois ſont conſacrés au ſtrict néceſſaire qu'il faut avoir pour exiſter,—& trois ſont deſtinés à ce petit degré de luxe, dans lequel beaucoup d'idées fauſſes, accompagnées de beaucoup d'injuſtices, l'ont circonſcrit en France depuis bien des années,—tandis-qu'un peu moins d'idées fauſſes, & beaucoup moins d'injuſtices, ont élevé le

ſimple travailleur Anglois juſqu'aux deux & demi de luxe, dont il jouiſſoit déjà en Angleterre en 1774.

Cependant lorſque le travailleur François eſt déjà réduit à un de luxe,—ſi le vide occaſionné dans la reproduction par le déplorable ſyſtême que je m'obſtine à diſſéquer, lui en enlève reéllement une quatrième partie, en lui faiſant payer les $\frac{3}{4}$ qui lui reſtent, auſſi cher qu'il payoit l'entier....

Obſervez maintenant que cela eſt inévitable, & que long-temps avant qu'on en ſoupçonnât la cauſe, l'expérience avoit prouvé que ſi la production de 100 objets d'un uſage ordinaire, eſt évaluée à 100 livres, & que cette reproduction diminue d'un quart, & réduiſe le nombre des 100 objets à 75, par quelque raiſon que ce ſoit,—les 75 ſeront portés par la concurrence *au moins* à la ſomme des 100 livres qu'on donnoit pour les 100 objets; ce ſera donc bien véritablement du quart de ſes jouiſſances réelles en luxe,—que le vide de la reproduction dépouillera cet infortuné *ſimple travailleur*:—mais certainement ce même vide n'enlevera au *travailleur doublement propriétaire* dont j'ai parlé au commencement de cette ſection, que le quart

de chacune des trois portions de luxe, qu'il avoit dans ſa triple capacité de *ſimple travailleur & de double propriétaire* ;—

Donc, au lieu de $\frac{3}{4}$ de luxe qui reſteront ſeulement au *ſimple travailleur*, il en reſtera neuf quarts au *travailleur doublement propriétaire* ;—

Celui-ci ne ſera donc qu'injuſtement volé, & l'autre ſera indignement opprimé, comme j'avois promis d'en donner la preuve.

Une analyſe exacte devient à la longue un arrêt de deſtruction, contre tous les mauvais raiſonnemens de la finance, comme elle l'eſt bientôt en matière de chymie, contre tous les remèdes des charlatans ;—il faut donc braver la certitude de déplaire aux financiers, & ne pas ſe laſſer d'analyſer leurs bévues.

SECTION CINQUIÈME.

Continuation du même Sujet.

Effets des reductions de l'intérêt de la Dette Nationale.

ON vient dans la dernière ſection de ſe convaincre qu'il étoit impoſſible d'épargner au malheureux travailleur le contre-coup de cette opiniâtreté à ne pas augmenter ſon ſalaire, lorſqu'on taxoit uniquement les objets anathématiſés par les hypocrites :—

On avoit au contraire obſervé, dans pluſieurs des ſections précédentes, qu'avec la précaution d'augmenter toujours les ſalaires du travailleur, en raiſon des nouveaux prix que la taxe & ſes réactions néceſſitoient ſur tout,—le taxateur pouvoit à ſon gré taxer la conſommation de quiconque auroit le malheur de déplaire aux déclamateurs.

On n'aura pas manqué d'obſerver auſſi, qu'il réſulteroit cependant un très-grand avantage pour les conſommateurs *oiſifs* de l'exacte con-

ſervation des anciens prix, qu'on a ſuppoſée dans les deux ſections précédentes ; & cette obſervation eſt auſſi juſte, que celles par leſquelles j'ai commencé la préſente ſection ; je conviendrai même que dans ce cas il n'y auroit dans la ſociété que les travailleurs & tous ceux qui contribuent, par le ſage emploi de leurs capitaux, à tripler la reproduction,—qui pourroient raiſonnablement s'en plaindre.—Mais abſtraction faite des intérêts particuliers des conſommateurs oiſifs, des travailleurs, & des capitaliſtes de toute eſpèce, tâchons de trouver, *à-peu-près*, la ſomme que ce miſérable ſyſtême du maintien des anciens prix, & l'opération de finance la plus propre à l'aſſurer, ont fait perdre à la France, depuis la fin du dernier ſiècle. Je n'ai pas beſoin de répéter qu'on ne doit pas s'attendre à une préciſion mathématique ; mais j'oſe croire que les penſeurs trouveront dans les faits & les réflexions que je vais leur ſoumettre, une eſpèce de démonſtration de l'*à-peu-près* que je viens d'annoncer.

L'opération de finance la plus propre à maintenir les prix de tout, & même à les diminuer pour quelques années, c'eſt ſans contredit cette méthode ſuivie aſſez conſtamment en France, de réduire tantôt d'un quart, tantôt d'une moitié,

tantôt des $\frac{5}{6}$, le revenu de quiconque avoit osé placer son capital dans les fonds publics de ce royaume.—

Si l'on demande quel effet a dû nécessairement produire cette méthode si commode pour les administrateurs *saisis de l'omnipotence* ;—je commencerai par répondre *généralement* qu'il a dû nécessairement en résulter, & qu'il en est démonstrativement résulté, *un vide dans la consommation parfaitement égal à ce quart, à cette moitié, à ces* $\frac{5}{6}$ *des facultés de consommer, qu'on avoit ainsi réduites*.—Or, combien de fois cette opération a-t-elle été repétée ?—Au défaut de documens positifs, fort difficiles à trouver depuis le bouleversement de toute propriéte en France, il faut bien encore répondre *généralement*, qu'on étoit trop heureux lorsque les prétendus besoins de l'Etat étoient seuls mis en avant pour autoriser cette étrange mesure ; car on ne rougissoit pas quelquefois d'en célébrer la justice :—n'a-t-on pas même porté le délire jusqu'à vouloir établir en principe—que le Roi, à son avénement au trône, avoit le droit de supprimer la dette publique, & qu'en ayant le droit, son devoir étoit de le faire pour le plus grand bien du peuple qui en auroit d'autant moins à payer !—Mais vous

tous qui parlez, ou de réduire ou de ſupprimer, ſoit en France, ſoit en Angleterre, ou par-tout, répondez,—quelle différence faites-vous, de vous-mêmes à la Convention ? Elle égorge tous ceux dont elle veut envahir les propriétés ;—ne condamnez-vous pas à une mort plus cruelle, puiſqu'elle eſt plus lente, tous ceux qui ne ſubſiſtent, ſoit directement ſoit indirectement, qu'aux dépens de ce revenu que vous ne parlez de réduire qu'en attendant le prétendu beſoin de le ſupprimer ?

Graces aux modifications apportées à cet étrange principe du droit royal, de ſupprimer la dette entière,—& peut-être auſſi graces aux inconvéniens qui auroient ſuivi de bien près l'exécution complette & rapide de cette grande meſure, la France doit encore environ 150 millions tournois, de rentes tant perpétuelles que viagères, & qu'on pourroit évaluer enſemble à 120 millions, s'il s'agiſſoit de réduire les viagères en perpétuelles,—c'eſt ce que je ſuppoſerai.—

Maintenant, voyons à-peu-près combien la France devroit aujourd'hui de ces rentes perpétuelles, ſi l'on avoit fait en France tout le

bien, & qu'on n'y eût fait que le mal qu'on a fait en Angleterre,—c'eſt-à-dire ſi, après des emprunts bien ou mal employés, au lieu de *réductions* qui diminuoient les valeurs, & conſéquemment les prix, ou eût établi des impôts qui les euſſent augmentés—ſi au lieu de baiſſer progreſſivement la dette juſqu'au triſte niveau des taxes deſtinées à en payer l'intéret, on eût élevé les taxes juſqu'à la hauteur des intérêts de la dette,—voyons, dis-je, combien la France devroit aujourd'hui de ces rentes perpétuelles ;— c'eſt par-là qu'il faut commencer, pour trouver la ſomme que ces réductions ſi vantées, ont fait perdre à la France depuis la fin du dernier ſiècle. On ſent encore ici, qu'on ne peut arriver au but que par une voie oblique ; on voudra bien me la pardonner.

Les impôts conſacrés en Angleterre aux intérêts de la dette nationale, en y joignant le million ſterling inutilement prodigué pour l'abſurde rembourſement qu'on a malheureuſement déclaré néceſſaire,—montent à dix millions ſterling (quelques milliers de livres plus ou moins ne font abſolument rien aux conſéquences eſſentielles que je veux en déduire) ;—or 10 millions ſterling valent environ 240 millions tournois, & repréſentent, au denier vingt ſeulement,

un capital de 4 milliards 800 millions de livres tournois.

Maintenant il faut obſerver que la France fut obligée de ſoudoyer des alliés comme l'Angleterre,—de payer des ambaſſadeurs comme elle—& comme elle, d'entretenir beaucoup de ces eſpèces d'intelligences que l'argent ſeul peut procurer ;—comme elle auſſi, la France fut obligée de ſoutenir des guerres de mer, & il fallut de plus qu'elle, que la France créât une marine pour ſoutenir ces guerres, recréât cette marine toutes les fois que l'Angleterre l'avoit détruite, & dépenſât pour ces créations & recréations bien plus que l'Angleterre ne dépenſoit pour conſerver & entretenir :—n'héſitez donc pas à reconnoître que la France devroit, pour les articles ſeuls des dépenſes qu'elle a faites comme l'Angleterre, avoir aujourd'hui, comme l'Angleterre, un intérêt annuel à payer, de 240 millions tournois, pour les 4 milliards 800 millions de capitaux qu'elle a certainement empruntés & dépenſés pour les articles dont je viens de parler :—

Ajoutez à ces 4 milliards 800 millions, les autres milliards empruntés auſſi & dépenſés pour ſoutenir tantôt ſur terre, & tantôt ſur mer, tantôt contre l'Europe entière, & tantôt contre la moitié de l'Europe, des guerres qui exigeoient des armées continentales de 3 à 400 mille hommes,—des

quantités de fortereſſes à bâtir ou à reconſtruire ſur des plans nouveaux & les plus diſpendieux,—des arſenaux immenſes,—des établiſſemens de toute eſpèce répandus & dans l'intérieur & ſur toutes les frontières, &c. &c. n'oubliez pas pluſieurs centaines de millions empruntés & dépenſés en maiſons royales—*en maiſons royales*, direz-vous, *mais c'eſt mal-à-propos*---je n'en ſais rien, mais ils ont été empruntés, & ils ont été dépenſés en maiſons royales, en ameublemens de la plus grande richeſſe, en tableaux du plus grand prix, en bijoux les plus rares, qu'il a été bien plus facile de dilapider, qu'il ne le ſeroit de les évaluer ;---additionnez enfin tous ces objets, & il faudra bien convenir que la France doit avoir emprunté pour ces nombreux articles de dépenſes à elles particulières, & auxquelles la ſituation & le génie de l'Angleterre ne l'ont pas expoſée---une ſeconde maſſe de capitaux, au moins de 4 milliards 800 millions comme la première, & qui devroient aujourd'hui être repréſentés par 240 autres millions d'interêt annuel, auſſi légitimement dus pour les articles de dépenſe particulière à la France,---que les 240 millions dont j'ai parlé plus haut, le ſeroient encore légitimement, pour les capitaux très-réellement empruntés & abſorbés par les dépenſes égale à celles que l'Angleterre a viſible-

ment faites,---dépenſes qu'il n'eſt pas poſſible de nier, puiſqu'elles lui coûtent encore un intérêt de 10 millions ſterling par année.--On dira ſans doute que *je devrois du moins faire la ſouſtraction du million conſacré à l'inutile rembourſement* ;— non, parce qu'il eſt bien loin d'équivaloir aux réductions d'intérêt que l'Angleterre s'eſt permiſes comme la France, mais qu'on ne peut pas reprocher auſſi amèrement à l'Angleterre, parce qu'elles n'y ont jamais été forcées comme en France.—Mais revenons à la queſtion :—

240 millions tournois d'une part, & 240 millions tournois d'une autre, font bien 480 millions de rentes perpétuelles que la France devroit en toute juſtice, pour l'intérêt des 9 milliards 600 millions des capitaux qu'elle a viſiblement empruntés.....

Ici l'on m'arrête, & l'on s'écrie :—

Comment ! la France devroit aujourd'hui 480 millions de rentes perpétuelles !

La France devroit en rentes perpétuelles 360 millions de plus que les 150 millions tant de perpétuelles que de viagères, qu'elle ne peut réduire qu'à 120 millions de perpétuelles !

Il faudroit lever de plus ſur les peuples 360 *millions d'impôts annuels, pendant que la demande ſeule de* 115 *ou* 117 *millions qu'on pouvoit réduire à* 60, *l'a précipitée dans ce déplorable état, dont ſes plus aveugles ennemis commencent à redouter les conſéquences pour eux-mêmes !*

J'eſpère qu'on ne trouvera pas que j'affoibliſſe l'objection ; je vais cependant tâcher d'y répondre ; & ſi l'on trouve que ma réponſe conduit à une eſpèce de nouveau monde bien préférable à l'ancien, je pourrai dire que ce n'eſt pas ma faute ſi la découverte n'en a pas été faite plus tôt ; les indices que j'en ai donnés annuellement depuis dix années, ſont peut-être plus forts que ceux qui determinèrent Chriſtophe Colomb à chercher l'Amérique.

Je commencerai ma réponſe par une queſtion :—

Pourquoi l'Angleterre, avec une population moindre des deux tiers, porte-t-elle ſi leſtement, au-deſſus de ſes autres fardeaux, la maſſe énorme d'impôts conſacrés à l'intérêt de ſa dette,—laquelle maſſe d'impôts eſt de 240 millions tournois *toujours très-bien payés?*

C'eſt, direz-vous, parce qu'elle a une maſſe énorme de capitaux, & que les capitaux s'y préſentent ſans ceſſe pour tout produire comme pour tout payer :—

Cela eſt inconteſtable ;—mais ſi vous avez ſucceſſivement, en conſéquence de vos miſérables idées ſoutenues de votre omnipotence, réduit de 5 à 4, puis de 4 à 3, de 3 à 2, puis à 1, ſans compter les occaſions brillantes où vous avez pris tout ce qui étoit dans la poche de vos bachas concuſſionnaires,—ſi vous avez, dis-je, réduit un capital bien réel de 9 milliards 600 millions, que vous aviez emprunté, aux 2 milliards 400 millions repréſentés par 120 millions de rentes perpétuelles, vous avez donc anéanti—bien poſitivement---7 milliards 200 millions de capitaux que vous aviez,—que vous pouviez conſerver,—& que vous auriez encore ſi vous aviez fait à leur égard comme l'Angleterre,—qui, en reſpectant les intérêts de ſa dette, a conſervé cette maſſe énorme de capitaux qu'on ne peut évaluer à moins de 4 milliards 800 millions, dont l'intérêt toujours payé à jour fixe, *atteſte l'exiſtence*,—pendant que vous ne pouvez exhiber qu'un capital trop eſtimé deux milliards 400 millions, puiſqu'en exhibant même les 120 millions de rentes perpétuelles qui devroient en aſſurer l'in-

térêt, vous ne pouvez vous diſſimuler, ni à qui que ce ſoit, que ces rentes n'ont pas toujours été payées avec exactitude.

Suppoſez maintenant que vous euſſiez conſervé ce capital de 7 milliards 200 millions que vous avez anéantis,—& que vous puſſiez adminiſtrer la preuve de ſon exiſtence, en exhibant les 360 millions d'intérêt perpétuel que vous payeriez avec autant de facilité que l'Angleterre paie ſes 240 millions, ſi vous aviez comme elle taxé à meſure que vous empruntiez,—pouvez-vous nier que ces 360 millions bien exactement payés, préſenteroient *dans la conſommation générale*, un article égal à cette ſomme ? Pouvez-vous nier qu'en dépouillant vos créanciers de ce revenu de 360 millions, vous avez diminué d'autant la dépenſe qu'ils auroient faite, & qu'ils feroient encore ſi vous ne les aviez pas dépouillés ? —Pouvez-vous nier que ce déficit dans leur dépenſe annuelle, en a néceſſité un pareil *dans la production* ? car enfin, lorſque le nombre des acheteurs diminue, il faut bien produire moins, ou plus mal, pour s'en dédommager.—Vous avez fait l'un & l'autre en France, pendant qu'en Angleterre, avec une conduite oppoſée, on a fait plus & mieux dans l'agriculture comme dans l'induſtrie.

Je ne vous propoſerai certainement pas de vous charger aujourd'hui de ces 7 milliards 200 millions, ni de rétablir par une addition à la taxe ſuppoſée néceſſaire de 500 millions,—les 360 millions d'intérêt annuel qu'il faudroit pour atteſter la réſurrection du capital que vous avez étouffé ;—mais vous plaindrez-vous encore de ce qu'il n'exiſte pas en France autant de capitaux pour emprunter, produire, & payer, qu'il en exiſte en Angleterre,—lorſqu'il eſt évident que vous en auriez dans vos fonds publics ſeuls, pour 7 milliards 200 millions de plus, ſi vous ne les aviez pas anéantis ?.....

.....Permettez que je vous préſente un ſommaire de ce ce qui ſeroit réſulté de l'exiſtence de ces capitaux, ſi vous les euſſiez reſpectés.

Il eſt bien démontré que 360 millions de la conſommation annuelle que vos créanciers auroient faite ſi vous ne les aviez pas dépouillés, auroient été néceſſairement ſuivis *d'une reproduction annuelle de la même valeur* ;—mais combien ces 360 millions de produits additionnels auroient-ils ajouté à la valeur des anciens, après les réactions ordinaires de la taxe néceſſaire pour aſſurer la recette annuelle de ces 360 millions dans l'échiquier ?—Vous verrez bientôt qu'on ne

peut pas ſuppoſer moins de 22½ pour cent ;— il faudra donc ajouter auſſi 22½ pour cent aux ſalaires des travailleurs,—& vous verrez également que dans ce nouveau cas, ces deux opérations ſuffiſent comme dans ceux dont j'ai parlé, pour concilier & conſerver auſſi intacts qu'il eſt poſſible de le déſirer, les intérêts des travailleurs & ceux des capitaliſtes. Je n'ai pas beſoin de répéter qu'en voyant le compte, ſoit de la terre, ſoit de l'induſtrie, on voit toujours celui, je ne dis pas de ſa rivale, mais de ſa ſœur trop peu chérie.

22½ pour cent d'augmentation ſur le prix des anciens produits territoriaux, toujours ſuppoſés de 2 milliards 500 millions, les élèvent à la ſomme de - - - - 3,062,500,000

Mais il faut en déduire les ſalaires des travailleurs, augmentés auſſi de 22½ pour cent, & conſéquemment portés de 833 millions 333 mille 333 livres à - - - - 1,020,833,333
(l'addition eſt 187,500,000)

Il ſeroit donc reſté aux capitaliſtes - - - - - 2,041,666,667

D'autre part	2,041,666,667
Otez de cette ſomme la taxe de 360 millions, qui eût été néceſſaire pour payer l'intérêt des 7 milliards 200 millions de capitaux qu'on n'a pas voulu conſerver - - - -	360,000,000
Il ſeroit donc reſté aux capitaliſtes après l'acquit de la taxe - - - - -	1,681,666,667
Mais avant la taxe, il ne leur reſtoit, comme on l'a vu tant de fois dans les autres comptes, que - - -	1,666,666,666
Donc ils auroient eu de plus qu'avant la taxe - - -	15,000,001

diſons quinze millions, c'eſt-à-dire l'intérêt à 8 pour cent des 187 millions 500 mille livres de ſalaires additionnels que la taxe de 360 millions exigeoit qu'on donnât aux travailleurs, afin qu'ils ne perdiſſent rien de leurs anciennes & très-juſtes jouiſſances.....

Si vous mettez à part le défaut inſéparable des modes de taxation dont j'ai parlé juſqu'ici, je demande qui auroit ſouffert ?—perſonne—& vous auriez annuellement la valeur intrinsèque & réelle de 360 millions de produits additionnels

que vous n'avez pas, & qui ſeroient augmentés comme les anciens d'une valeur nominale de 22½ pour cent ;—vous auriez auſſi les 7 milliards 200 millions de capitaux que vous n'avez plus, & leur exiſtence ſeroit évidemment démontrée par les 360 millions d'intérêt que vous payeriez annuellement & facilement, comme en Angleterre, aux poſſeſſeurs du titre de cette propriété.—

Je ſais bien qu'on peut m'objecter cette taxe de 500 millions qui ſert de baſe à tout ce que j'ai dit juſqu'ici, & me demander, s'il ſeroit praticable, s'il ne ſeroit pas abſurde, d'augmenter encore de 33⅓ pour cent le prix du travail qui ſeroit déjà augmenté de 22½ pour cent, ſi l'on n'avoit pas réduit comme on a fait & rentes & capitaux ; mais je ſais auſſi que je puis répondre très-affirmativement ſans craindre la réplique,—qu'il ſeroit encore plus abſurde, de ſuppoſer que cet état de choſes qui exige aujourd'hui en France l'établiſſement d'une taxe de 500 millions, eût jamais exiſté, ſi l'on y eût ſcrupuleuſement ſuivi, comme on l'a fait en Angleterre, la loi très-juſte de reſpecter les propriétés des rentiers, tout autant que celles de la Couronne ;—& je puis ajouter avec la même confiance, que dans ce cas, l'expérience d'un ſiècle eſt bien ſuffiſante pour affirmer auſſi, qu'à quelques clabauderies près,

comme en Angleterre, tout ſeroit aujourd'hui en France aſſez tranquille, & que tout y ſeroit très-bien payé,—très-bien payé comme en Angleterre, parce qu'en Angleterre on taxe à meſure du beſoin,—parce que le prix de tout y augmente inſenſiblement à meſure que les taxes en font ſentir la néceſſité,—parce que auſſi les plus vives oppoſitions ne peuvent y avoir d'autre effet eſſentiel que *l'indiſpenſable & inappréciable effet de bien éclaircir les matières*,—& parce qu'enfin, dans les cas où la queſtion reſte douteuſe après la diſcuſſion, la prépondérance qui décide y eſt toujours dans la main du plus froid, du plus éclairé, & du plus intéreſſé à conſerver tout,---au lieu d'être, comme aujourd'hui en France, abſolument livrée au plus féroce & au plus aveugle, dirigé par le plus fourbe, le plus atroce, & le plus intéreſſé à tout bouleverſer.

La cupidité augmente avec les richeſſes ;—au lieu donc du réſultat meſquin de 7 milliards 200 millions de capitaux que nous a donné la ſuppoſition d'un peu plus de juſtice & d'un intérêt général & particulier mieux entendu,—cherchons plus minutieuſement ce qui ſeroit arrivé en France, ſi depuis un ſiècle on y eût ſuivi l'exemple donné par l'Angleterre, de taxer au beſoin,—& *de laiſſer tous les differens intérêts s'arranger entre eux pour leurs prix, comme ils jugeroient à propos de le faire.*

SECTION SIXIÈME.

Continuation du même Sujet.—Perte en revenus & en capitaux, évaluée.

Ma brochure tombera peut-être dans les mains de quelques-uns de ces lecteurs impatiens d'arriver à la fin d'un ouvrage, & qui ne cherchent dans la lecture rapide qu'ils en font, que les demi-idées dont ils ont beſoin pour en parler, & en faire la critique:—je ne redoute point l'opinion d'un penſeur; mais je tremble comme un écolier devant les gens qui n'ont beſoin que de demi-idées, & je me hâte de leur déclarer ingénument que je ne ſongeois pas à eux quand j'ai entrepris ma brochure. Quant aux penſeurs,—qu'ils critiquent, qu'ils cenſurent, qu'ils frappent même s'ils le veulent, mais enſuite qu'ils examinent s'il eſt poſſible, & de s'inſtruire à fond des effets de l'impôt qu'il eſt ſi eſſentiel de connoître,—& de négliger des détails qui mettront ſous les yeux, & ce qu'on auroit évidemment gagné par des idées plus juſtes ſur cetre matière, & ce qu'on a perdu pour n'avoir eu que des idées toujours étroites & incomplettes, quand elles n'ont pas été abſolument fauſſes.

Je commencerai par rapporter quelques faits dont on ne peut douter,—& je finirai par des obſervations & quelques rapprochemens dont les conſéquences ſeront faciles à déduire.

A la fin du dernier ſiècle, depuis 1688 juſqu'en 1697, le revenu territorial brute de toute l'Angleterre, n'étoit, ſuivant l'exact Mr. King, que d'environ 30 millions ſterling :—

Les ſalaires du travailleur étoient alors de 8 *pence*, environ 16 ſols de France ;—il faut y ajouter un peu moins de la moitié, pour les ſalaires que gagne la femme, & l'on verra que les deux ſalaires réunis donnoient alors, par jour, au mari, à la femme, & à leurs deux enfans hors d'état de travailler, environ 3 *pence*, ou ſix ſols de France, à dépenſer par chaque tête.—

Le néceſſaire, c'eſt le blé depuis qu'on laboure ; ou pour mieux dire, c'eſt le pain qu'on fait avec du blé, depuis que le luxe eſt monté juſqu'au point de le moudre, d'en extraire la farine, de ſéparer de la farine ſa partie la plus ligneuſe, de pétrir ce qui en reſte, & de le cuire.

Dans le temps dont je parle (depuis 1688 juſqu'en 1697), le blé valoit en Angleterre, ſur un médium, 50 ſhellings & quelques ſols le quar-

tier, meſure de Windſor (v. les tables de chaque année rapportées dans les *Recherches ſur la Richeſſe des Nations*) :—

Environ 80 ou 90 ans après, le blé ne valoit en Angleterre que 40 ſhellings (v. l'Arithmétique politique de Mr. Arthur Young, & ſes Annales d'Agriculture) : ainſi l'on doit admettre que le pain, depuis 1688 juſqu'en 1697, valoit néceſſairement un cinquième de plus qu'il ne valoit depuis 1744 juſqu'en 1780,—époque à laquelle j'ai trouvé qu'au prix de 40 ſhellings le quartier de blé, le travailleur en Angleterre avoit un de néceſſité & $2\frac{1}{2}$ de luxe, pendant que le travailleur François n'avoit encore qu'un de luxe & un de néceſſité.

Mais au prix de 50 ſhellings que le quartier de blé valoit depuis 1688 juſqu'en 1697, la quantité de pain néceſſaire par jour à chaque tête de la famille du travailleur en Angleterre, valoit néceſſairement un peu plus de 3 ſols & demi de France ; & nous venons de voir qu'à cette époque la portion de ſalaires qui revenoit à chaque tête n'étoit que d'environ ſix ſols de France ;—il paroit donc inconteſtable que, depuis 1688 juſqu'en 1697, chaque tête de la famille du travailleur en Angleterre, n'avoit

aſſez exactement qu'un de néceſſité, & fort peu au-delà d'un demi de luxe :—

J'ai perdu, avec beaucoup d'autres choſes, les recueils que je m'étois procurés en France, de détails relatifs aux prix du travail & des productions de ce royaume à la même époque; mais on doit ſentir qu'on ne peut pas ſe tromper beaucoup en ſuppoſant qu'en France, vers la fin du dernier ſiècle, le travailleur étoit (comme alors le travailleur Anglois) réduit à 1 de néceſſité & $\frac{1}{2}$ de luxe..

Tâchons d'extraire de ces faits, tout minutieux qu'ils ſont, & de ces détails qu'on doit trouver ſi fatiguans, quelques obſervations qui puiſſent à la longue paroître aſſez ſubſtantielles pour faire alors pardonner l'ennui & la fatigue qu'elles auront donnés.

La première obſervation eſt, que dans le ſiècle qui s'eſt écoulé depuis 1688 juſqu'environ 1780, le travailleur en France n'a gagné qu'une demi-portion de luxe,—& qu'en Angleterre, dans le même eſpace de temps, le travailleur en a gagné quatre demi-portions :—*qu'eſt-ce donc que votre travailleur en France a gagné par cette attention, prétendue ſi eſſentielle pour*

lui, d'y tenir toujours ſon pain au plus bas prix poſſible ?

Or il eſt bien reconnu, que lorſque la maſſe des travailleurs gagne un, *dans un temps moyen*, la maſſe des capitaliſtes, dans le même temps, ne peut gagner que deux, & qu'il faut qu'ils les gagnent pour ne pas ſe ruiner, & être toujours en état de continuer leurs avances ;— donc

La ſeconde obſervation ſera que pendant le ſiècle dont je viens de parler, les capitaliſtes François n'ont gagné que deux demi-portions de luxe, & que, dans le même eſpace de temps, les capitaliſtes Anglois en ont gagné huit demi-portions :—*qu'eſt-ce donc que vos capitaliſtes en France ont gagné par cette opiniâtreté ſordide à tenir toujours au taux le plus bas, les ſalaires du malheureux travailleur,—au lieu de batailler un peu comme en Angleterre, crainte d'abus, mais de finir toujours, comme en Angleterre, par augmenter un peu leurs ſalaires ?*—

Or la nation ne gagne jamais en luxe comme en richeſſe, ni moins ni plus que ſes capitaliſtes.

La troiſième obſervation ſera donc que la nation Françoiſe n'a gagné depuis un ſiècle que deux demi-portions de luxe & de richeſſe comme ſes capitaliſtes, & que la nation Angloiſe en a, comme ſes capitaliſtes, gagné huit demi-portions :—*qu'eſt-ce donc que la nation Françoiſe a gagné par ſes réductions miniſtérielles de* 5 *à* 4, *de* 4 *à* 3, *&c.—qu'auroit-elle même gagné, ſi l'on avoit ſupprimé au lieu de réduire ?—que gagneroit-elle aujourd'hui, ſi ſes Miniſtres en ſpéculation comptoient, comme je l'ai ouï dire, ces miſérables moyens au nombre de leurs futures reſſources ?*

Quatrième obſervation.—Le blé ne valoit en France qu'environ 12 à 13 livres le ſeptier, il y a 35 ans ;—j'ai payé moi-même alors, le pain d'une qualité très-récherchée, 10 à 11 denier la livre ;—c'eſt beaucoup de ſuppoſer qu'à la fin du dernier ſiècle le ſeptier de blé valoit, *prix moyen*, le même prix de 12 à 13 livres ; conſéquemment la ration de cette eſpèce de pain néceſſaire au travailleur, ne lui coûtoit alors que 15 à 16 deniers ; & cependant le travailleur avoit probablement dans le même temps en France, comme il avoit alors en Angleterre, un de néceſſité & $\frac{1}{2}$ de luxe :—mais nous ſavons que depuis 20 ans la ration néceſſaire de cette eſpèce de

20 ans la ration néceſſaire de cette eſpèce de pain que mange le travailleur, lui coûte environ trois ſols, *prix moyen*; & cependant le travailleur en France avant le bouleverſement avoit un de néceſſité & un de luxe (v. p. 176): *qu'eſt-ce donc que le travailleur en France avoit perdu, en payant plus du double ſa portion néceſſaire de pain, lorſqu'il eſt prouvé que ſes ſalaires, avant le bouleverſemement, ſuffiſoient pour la payer à ce prix, & qu'il lui reſtoit encore la même ſomme pour payer le double du luxe qu'il avoit à la fin du dernier ſiècle?*

Cinquième obſervation bien, importante.—En Angleterre, depuis 1688 juſqu'en 1697, le quartier de blé, meſure de Windſor, valoit, ſuivant les tables rapportées par Mr. Adam Smith, 50 ſhellings,—& le revenu territorial brute de cette nation n'étoit que de 30 millions ſterling, ſuivant l'exact Mr. King:—environ un ſiècle après, le ſeptier de blé ne valoit en Angleterre que 40 ſhellings, & ſon revenu territorial brute valoit 72 millions ſterling (voyez l'Arithmétique politique de Mr. Arthur Young, l'homme de l'Angleterre qui s'eſt dévoué le plus entièrement au progrès de l'agriculture, le plus circonſtancié dans les détails qui peuvent favoriſer ce progrès, le plus conſtant dans ſes recherches ſur cet objet, & le plus infatigable dans ſes incurſions à l'eſt,

à l'oueſt, au nord, & au ſud de l'Angleterre, pour les multiplier, les comparer, & en propager les avantages dans toute l'Europe).—*Le prix du blé peut donc diminuer d'un cinquième dans un pays, & dans le même temps ſon revenu territorial augmenter très réellement de* 30 *à* 72, *puiſqu'en Angleterre, ſous la circonſtance indéniable de cette même diminution du prix du blé,—les jouiſſances réunies du travailleur & des capitaliſtes y ſont augmentées dans cette proportion* :—expliquez ce phénomène ſans bénir la luxe ; & puis oſez le taxer.—

Sixième obſervation.—En France, le blé ne pouvoit à la fin du dernier ſiècle valoir tout au plus, *prix moyen*, que 12 à 13 livres le ſeptier ;—or il y valoit, il y a fort peu d'années, depuis aſſez long-temps de 23 à 26 livres le ſeptier, & cependant le revenu territorial depuis un ſiècle n'eſt augmenté en France (réellement & nominalement) que juſqu'au point où il le falloit pour conſolider en réalité dans la main du travailleur, le ſecond $\frac{1}{2}$ de luxe dont il jouiſſoit déjà ainſi que du premier, il y a environ 30 années :—donc, le prix du blé peut doubler dans un pays, ſans en augmenter le revenu territorial au-delà de ce qu'il faut, pour y porter les jouiſſances réelles d'un & demi à deux,—quoiqu'il ſoit auſſi conſtant, comme on l'a vu

plus haut, que dans un autre pays, le prix du blé peut diminuer réellement d'un cinquième, & toutes les jouiſſances réelles y augmenter de 30 à 72,—& rien de plus facile à expliquer que ce petit miracle.*

Septième obſervation.—En France les miniſtres ont toujours pu, ſans la moindre inquiétude, viſer à la gloire très-enivrante de tout régler, de tout diſpoſer, & de tout faire ſans conſulter perſonne, ſi ce n'eſt leurs ſous-ordres, quelques projetteurs auſſi adroits qu'avides, & ſur-tout la petite cohorte des favoris du jour,---leſquels favoris n'avoient de leur côté rien à faire que de bien circonſcrire le prince, & de l'enivrer lui auſſi de l'étendue ſans bornes d'un pouvoir dont ils lui faiſoient ſi merveilleuſement confier l'exercice ;—mais en Angleterre, le Roi, qui ne peut rien ſans une aſſemblée qui ne peut rien ſans lui,—mais qui peut tout lorſqu'il eſt d'accord avec cette aſſemblée,---ce Roi d'Angleterre, qu'en France on appelloit (en conſéquence de cette limitation) une portioncule de Roi---ce Roi cependant, qui ne deſcendra du

---

* J'en ai donné l'explication dans la Quatrième Suite des Conſidérations ſur le Méchaniſme des Sociétés ; mais je n'ai beſoin ici que des deux faits bien conſtatés, dont je viens de faire mention.

trône que lorſque la ſociété entière ſera diſſoute, ---ou bien dans le cas où il prétendroit s'y affermir en réuniſſant dans ſa main les pouvoirs dont la diviſion peut ſeule en former l'inébranlable appui,---ou bien encore dans cet autre cas auſſi funeſte pour lui & pour ſon peuple—celui où il ſouffriroit qu'on portât la plus légère atteinte au droit qu'il a ſeul de ſanctionner *librement* les loix, & de nommer tous ceux qui dans ſon nom les font exécuter quand il les a ſanctionnées,—en Angleterre, dis-je, le Roi eſt aſſez heureux pour que ſes miniſtres ſoient en même temps & dans l'impoſſibilité de lui cacher rien de ce qu'il eſt intéreſſé à connoître, & dans la néceſſité d'être aſſez courageux pour faire tout ce qu'ils doivent faire,—aſſez circonſpects pour ne rien faire au-delà, *ſi ce n'eſt dans ces circonſtances impérieuſes qui garantiſſent l'indemnité*,---aſſez ſages, quant il s'agit d'impôts, pour ne demander que la ſomme dont on reconnoît d'avance la néceſſité,—& aſſez prudens enfin, quand les impôts ſont établis, pour attendre que la ſageſſe des intérêts particuliers, quoique tous agités en ſens contraires, les ramène au ſeul expédient néceſſaire, pour que chacun d'eux ne ſouffre que le petit mal qu'il doit ſouffrir de l'impôt le mieux diſcuté & le plus ſagement établi.---Mais produiſons enfin le réſultat de ces faits & de ces obſervations.

Grâces au bien qu'on a fait en Angleterre, & malgré le mal qu'on a pu y faire, ſon revenu territorial brute montoit, il y a 12 à 15 ans, à 72 millions ſterling (v. l'Arithmétique politique de Mr. Young) :---

Or, la population de l'Angleterre n'étoit alors, ſuivant les plus fortes eſtimations, que le tiers de la population Françoiſe ; & les François ne ſont ni moins actifs, ni moins adroits, ni moins cupides, ni moins ambitieux de jouir, ni moins capables d'en diſcerner les vrais moyens, *lorſque rien ne s'y oppoſe* :—

Donc, la triple population de la France auroit préſenté, il y a douze à 15 *ans, un revenu triple de l'Angleterre, c'eſt-à-dire un revenu territorial brute de* 216 *millions ſterling, ſi l'on eût fait en France tout le bien, & qu'on n'y eût fait que le mal qu'on a fait en Angleterre.*---

Ne parlons pas encore du mal, mais arrêtons-nous à la cauſe du bien qu'il n'a pas été poſſible d'empêcher en Angleterre, & nous verrons que tout l'argument ſe réduit à dire que, ſi le même eſprit qui a gouverné l'Angleterre, eût gouverné la France,---c'eſt-à-dire ſi vos miniſtres François, toujours actifs pour emprunter comme les miniſtres Anglois, euſſent été auſſi, comme les miniſtres Anglois, obligés de démontrer la néceſ-

ſité de l'emprunt, & d'en aſſurer l'intérêt par un impôt ou par un autre dont ils n'auroient pu empêcher qu'on ne diſcutât les inconvéniens comme les avantages,—s'ils euſſent été paſſifs, comme les miniſtres Anglois, relativement aux efforts que chaque intérêt particulier doit faire, pour en en ſouffrir le moins & le moins long-temps poſſible ;—il ſeroit néceſſairement réſulté de ces cauſes ou conditions indiſpenſables,---

1°, Que votre triple population Françoiſe auroit produit ſur la terre ſeule, il y a douze à quinze ans, un revenu de 216 millions ſterling, qu'on pourroit évaluer aujourd'hui à 5 milliards 184 millions tournois, au lieu des deux milliards 500 millions de revenu territorial qu'elle pourra préſenter, *lorſque tout ſera rentré dans l'ordre*,—& que cette différence prouve que vous devez à ces réductions d'intérêt ſi vantées, un déficit dans les capitaux ſeuls de la terre, de 50 & quelques milliards, au lieu de celui de 7 milliards 200 millions dont j'avois convaincu ces mêmes réductions, p. 189 & 190 :—

2°, Que vos travailleurs en France auroient aujourd'hui comme ceux de l'Angleterre, 1 de néceſſité & $2\frac{1}{2}$ de luxe :—

3°, Que vos capitaliſtes auroient, comme les capitaliſtes Anglois, 1 de néceſſité & 5 de luxe,

qu'ils partageroient avec leurs dépendans de toutes les eſpèces :—

4°, Que votre induſtrie jouiroit du même revenu & des mêmes avantages que votre agriculture ;—

5°, Que votre gouvernement auroit la même facilité que le gouvernement Anglois, à ſe procurer au beſoin toutes les ſommes démontrées néceſſaires ;—

6°, Que s'il s'agiſſoit même d'établir aujourd'hui une taxe additionnelle de 500 millions pour des projets trop abſurdes pour les concevoir, mais que je veux bien ſuppoſer,---au lieu d'enchérir tout de $33\frac{1}{3}$ pour cent, comme il le faut aujourd'hui avec votre meſquin revenu de deux milliards cinq cents millions, elle ne l'enchériroit que de 15 à 16 pour cent . . .

. . . . . .

. . . Encore ! ſi les miſérables ſuites de votre ancien ſyſtême de tout régler, de tout diſpoſer, & de tout faire ſans crainte de contrôle, ſe bornoient à la perte de vos capitaux,—à la meſquinerie de votre revenu !— Mais vous auriez aujourd'hui ſur le trône de France, l'homme le plus juſte, le meilleur, le plus humain, le plus digne de commander à des hommes . . . . ils auroient été humains, bons & juſtes comme lui, s'il n'avoit eu que des miniſtres que la crainte du contrôle eût forcés

de lui reſſembler.....il n'exiſte plus que dans le cœur & dans la mémoire des gens de bien..... défendez votre ancien ſyſtême.....célébrez vos grandes maximes.....critiquez, cenſurez la ſévérité des réflexions, l'aſpérité des expreſſions qu'arrache le ſpectacle toujours préſent des dernières années de votre malheureux prince, & la perſpective auſſi affreuſe du ſort dont l'Europe entière eſt de jour en jour plus viſiblement menacée.....défendez votre ancien ſyſtême.

CHAPITRE SIXIÈME.

Septième & dernière mode de taxation à examiner.

J'AI dit, dans les Notions Préliminaires, qu'il ſeroit avantageux de trouver une taxe qui frappât viſiblement, inévitablement, également, & dans le même temps, ſur toutes les parties de la reproduction, c'eſt-à-dire du travail annuel,—pour opérer, dans le même temps, le même effet ſur chacune de ſes parties ;—ajoutons ici,—*ſans étonner ni indiſpoſer aucun des intéreſſés*.---On n'avoit pas encore conſidéré l'avantage d'une pareille taxe, ſous les points de vue qui me

paroiſſent les plus eſſentiels ; mais elle ſe trouvoit établie dans quelques endroits par le beſoin urgent qui l'avoit commandée, & juſtifiée par le ſuccès dans tous ceux où on l'avoit établie,---par exemple, à Marſeille, à Avignon, à Touloufe, avant que les philoſophes économiſtes euſſent tout bouleverſé dans cette partie de l'adminiſtration Françoiſe, comme dans toutes les autres ;---en Hollande, elle forme encore une partie conſidérable du produit général des impôts ;---dans le Brabant, on la compte parmi les plus productives & les moins onéreuſes :---on ne l'a, juſqu'à ce jour, adoptée comme taxe unique dans aucun pays que je connoiſſe, ſoit à raiſon de l'influence qu'on lui ſuppoſe ſur le commerce très-précieux avec l'étranger,---ſoit à raiſon du reſpect profeſſé pour les objets de la conſommation *du pauvre*....nous verrons ci-après combien la première raiſon eſt abſurde ;---mais il eſt inſtant d'examiner, très-minutieuſement, ce qu'on doit penſer de la ſeconde, & s'il n'y a pas un moyen très-ſimple de remédier aux inconvéniens qu'on feint de redouter.

Je commencerai par une obſervation générale ſur ce prétendu reſpect qu'on profeſſe pour les objets de la conſommation du *pauvre travailleur*, —c'eſt qu'en Angleterre, où l'on s'appitoye

d'une manière auſſi bruyante qu'en aucun autre endroit du monde, ſur le ſort de ce *pauvre* homme, on a taxé la drèche, puis la bière, puis toutes les eſpèces de liqueurs fortes, la chandelle, le charbon, &c. comme ſi le pauvre travailleur n'uſoit pas beaucoup de ces ſuperfluités. A la vérité on commença par dire, à l'égard de la bière & des liqueurs fortes, que la taxe n'étoit impoſée que pour empêcher l'excès de ces boiſſons, cet excès étant contraire aux bonnes mœurs & préjudiciable à la ſanté :—mais comment pouvoit-on s'aveugler ſur l'hypocriſie de ce raiſonnement, lorſqu'on voyoit conſtamment le Miniſtère s'applaudir de la progreſſion très-réelle du produit de ces taxes, comme de la progreſſion auſſi réelle du produit de toutes les autres ?—Comment s'abuſer ſur le vrai motif de l'établiſſement comme de la continuation de ces taxes, lorſqu'on s'apperçut que toutes celles qui portoient, comme elles, ſur le pauvre comme ſur le riche, étoient & les plus productives, & celles dont la perception étoit la plus immédiate & la plus aſſurée ?—Il fallut bien alors recourir & ſe borner à la réponſe péremptoire,—*les ſalaires du travailleur ont augmenté dans la même proportion; voyez les ſalaires d'aujourd'hui, & comparez-les à ceux des temps qui précédèrent toutes ces taxes* :—raiſon excellente, ſans réplique, & dont

je demanderai, quand il le faudra, la permiſſion d'uſer.

J'uſerai auſſi de la circonſpection de l'Angleterre; car obſervez que ce n'eſt pas l'orge, ce n'eſt pas le blé, ni aucune autre eſpèce de grain qu'on y taxe; cela ſeroit affreux, dit-on ;—on n'y taxe que la drèche, qu'on ne peut faire qu'avec une quantité prodigieuſe d'orge,—la bière, qu'on ne peut faire qu'avec beaucoup de drèche,—les liqueurs fortes, qu'on ne peut faire qu'avec du blé & d'autres grains qu'on y conſacre abondamment chaque année, &c.—*Et quel ſeroit l'embarras du gouvernement, ſi ce* PAUVRE *travailleur renonçoit à ces immoralités ſi précieuſes & ſi productives !*—

Je dois dire auſſi qu'on avoit en France les mêmes égards pour ce *pauvre* travailleur; car ce n'étoit pas l'orge, les pommes, ni le raiſin, qu'on y taxoit ;—c'étoit la bière qu'on ne peut faire ſans orge, le cidre qu'on ne peut faire ſans pommes, & le vin ainſi que l'eau-de-vie qu'on ne peut faire ſans raiſins.

Ce ſera donc pour m'aſſervir, comme je le dois, à la circonſpection commune aux deux pays, que je me garderai bien de propoſer qu'on taxe le froment, ni aucune autre eſpèce de grain,—mais je propoſerai courageuſement qu'on en taxe la

mouture ou l'entrée dans tous les moulins du royaume,—APRÈS CEPENDANT qu'on aura ſacé, reſſacé, tourné & retourné cette eſpèce de taxe de tant de manières qu'il ne ſoit plus poſſible à un homme raiſonnable, juſte & économe, d'héſiter quand il prononcera, *ſi elle eſt ou n'eſt pas la plus économique, la plus juſte, & la plus raiſonnable de toutes les taxes qu'il ſoit poſſible d'établir*,—

Dans un pays où toutes les anciennes taxes étoient foncièrement arbitraires, arbitrairement établies, arbitrairement perçues, & viſiblement au-deſſous de la plus palpable néceſſité;—

Dans un pays où il ne pourroit y avoir aujourd'hui que des energumènes qui fuſſent capables d'imaginer la poſſibilité de les rétablir, malgré leurs vices reconnus, leur inégalité auſſi notoire, leurs inconvéniens auſſi long-temps éprouvés, & leur inſuffiſance à laquelle on ne pourroit ſuppléer que par quelques autres auſſi vexatoires & auſſi mal calculées;—

Dans un pays où les taxes que les économiſtes avoient ſubſtituées aux anciennes, pendant le peu de temps que leur règne a duré, ſont, les unes auſſi abſurdes, & les autres encore plus nuiſibles à la reproduction;—

Dans un pays enfin où il faudra cependant une contribution annuelle de 500 *millions qu'on ſoit ſûr de percevoir graduellement, ſans contradiction, & ſans murmures,—parce que ces trois conditions ſont néceſſaires pour y reſſuſciter* ET Y CONSERVER ENSUITE *la paix, l'ordre, & la propriété.*

A l'égard des moyens d'exécution,—je crois qu'on peut ſuppoſer que toutes les perſonnes capables de juger à quel point ma propoſition s'approche ou s'éloigne de la vérité, ne ſeroient pas embarraſſées (ſi mon opinion leur paroiſſoit fondée) de trouver les moyens d'exécuter ce qu'ils auroient reconnu *le plus juſte, le plus raiſonnable & le plus économique* ; je ne dois donc m'occuper ici que des détails qui pourront leur faciliter les moyens de prononcer ſur mon opinion.

Pour nourrir une population de 24 millions d'ames, il eſt reconnu qu'il faut 48 millions de ſeptiers de blé ;—ce blé ſeroit du pur froment, ou pourroit l'être dans un pays où l'on n'auroit pas détruit pour plus de ſept milliards de capitaux, comme nous avons vu (p. 194) que les miniſtres de finance François l'avoient fait par leurs abſurdes réductions. Mais nous ſavons qu'aujourd'hui, par une ſuite malheureuſe & néceſſaire de cette deſtruction financière de propriétés, ou capitaux—les 16 millions de travailleurs ſur la terre & dans

l'induſtrie, ne peuvent ſe nourrir qu'avec une moitié de froment & une moitié de ſeigle ou d'autres grains : diſons donc—

La mouture des 16 millions de ſeptiers de froment, deſtinés aux travailleurs,—à raiſon de 11 livres 10 ſhellings le ſeptier, — donnera au miniſtre des finances - - 184,000,000

La mouture des 16 millions de ſeptiers de toute autre eſpèce de grains pour les mêmes travailleurs, à raiſon de 8 livres 5 ſols le ſeptier,—donnera au miniſtre des finances - - 132,000,000

Total de la mouture qui ſera payée par les travailleurs - 316,000,000

La mouture des 16 autres millions de ſeptiers de froment, qui ſeront conſommés par l'autre tiers de la population, tiers auſſi néceſſairement mangeant, que les deux qui ne ſont compoſés que de travailleurs,— donnera au miniſtre des finances, 184,000,000

Total de la mouture des différentes eſpèces de grains néceſſaires à la conſommation des 24 millions d'ames en France - 500,000,000

Voilà donc une taxe de 500 millions, d ont l recette eſt bien aſſurée.

Ce vieux fou radotte, a dit un plaiſant ; *on vivra de patates, & ſa taxe n'eſt admirable que pour encourager la culture de cette plante.*

Pardonnez-moi, Monſieur, l'on ne vit de patates dans les pays qui produiſent le blé, que lorſqu'on n'eſt pas en état d'acheter du pain ; mais quand on eſt, comme vous & moi, aſſez riche pour manger du pain, on ne compte, comme vous & moi, les patates que dans la liſte nombreuſe des articles employés par la gourmandiſe pour tromper la ſatiété ;—il ne s'agira donc que de mettre nos travailleurs en état de manger du pain quand ils en auront beſoin, & des patates, ſeulement quand ils en auront l'innocente fantaiſie. Mais je ne ſuis pas encore à leur compte ; je ne ſuis qu'à celui du Miniſtre des finances ; & pour achever tout ce que j'ai à dire à cet égard, je lui obſerverai qu'indépendamment de la certitude de recevoir dans le courant de l'année, tout le montant de la taxe, il aura celle d'en recevoir journellement la 365me partie ;—je laiſſe à ſes ſous ordres le ſoin de calculer les avantages d'une pareille recette, pour m'occuper des travailleurs.

Quelle eſt l'augmentation de ſalaires qu'il faut donner aux travailleurs, pour qu'ils ſoient en état non-ſeulement de payer leur taxe, mais encore de conſerver les mêmes jouiſſances qu'ils avoient avant que la mouture fut taxée ? C'eſt ce que nous allons voir par le compte de l'agriculture que je produirai ſéparément.

Je commencerai par ſuppoſer qu'un mois avant l'établiſſement de la taxe, tous les travailleurs & tous les capitaliſtes de la terre *repréſentés par le fermier*, auront été parfaitement inſtruits & pleinement convaincus du droit & de la juſtice, les uns de demander,—les autres de donner le préalable néceſſaire au travailleur pour la payer,—c'eſt-à-dire en d'autres mots, qu'un mois avant l'établiſſement de la taxe le prix des journées du travailleur aura été augmenté dans la proportion néceſſaire,—que nous allons chercher :—

Enſuite nous obſerverons que cette partie de la taxe qui ſera certainement payée, *moyennant le préalable*, par les 16 millions de travailleurs tant ſur la terre que dans l'induſtrie, monte à 316 millions (v. p. 215), mais qu'il n'y en aura que la moitié de payée par les 8 millions de travail-

leurs ſur la terre, qui ſont les ſeuls dont nous allons nous occuper: cette moitié eſt 158,000,000

Maintenant, s'il n'eſt plus poſſible de ſe diſſimuler qu'il faut bien ajouter cette ſomme aux anciens ſalaires des travailleurs, on ſait également qu'il faut y joindre *celle de l'enchériſſement des objets de leur conſommation*; enchériſſement que cette eſpèce de taxe néceſſite comme toutes les autres;—mais au lieu de ſuppoſer un enchériſſement de $33\frac{1}{3}$ ou de $16\frac{2}{3}$ pour cent, comme dans les taxes que nous avons examinées juſqu'ici,—nous le ſuppoſerons ſeulement de 11 pour cent: ainſi la maſſe des objets conſommés par les travailleurs, payée ci-devant par leurs ſalaires de 833 millions 333 mille 333 liv. ſera enchérie de — 91,666,666

Ces deux ſommes réunies (*taxe & enchériſſement* des objets de leur conſommation) forment celle de - - - - 249,666,666

D'autre part	249,666,666
Or leurs anciens ſalaires étoient de - - - - -	833,333,333
Les nouveaux ſalaires qu'il faudra leur donner ſeront donc de - - - - -	1,082,999,999

& il eſt bien évident à quiconque s'intéreſſe véritablement aux travailleurs, que ſi les objets de leur conſommation ne ſont réellement enchéris que de 11 pour cent, ces nouveaux ſalaires leur ſuffiront pour ſubvenir à tout, ſans perdre la moindre des jouiſſances qu'ils avoient avant que leur mouture fut taxée.—Mais pour être bien aſſuré que ces 11 pour cent, joints au montant de leur taxe, ſuffiront aux travailleurs pour mettre leurs intérêts à couvert, il faut n'avoir aucun doute que ces mêmes 11 pour cent d'enchériſſement ſur toute la maſſe des produits territoriaux ſuffiront aux fermiers pour mettre également à couvert leur propre intérêt, *toujours lié à celui des travailleurs, comme à celui de la reproduction qui intéreſſe tout le monde.*—C'eſt ce que nous allons examiner.

La totalité des produits territoriaux, enchérie de 11 pour cent, ſera donc montée de 2 milliards 500 millions à - - 2,775,000,000

D'autre part	2,775,000,000
Mais il faut déduire de cette ſomme, les nouveaux ſalaires, augmentés, comme nous avons vu à la page 218, de 249,666,666 liv. & portés, en conſéquence de la taxe & de l'enchériſſement, de 833 millions 333 mille 333 liv. à	1,082,999,999
Reſte donc aux fermiers -	1,692,000,001
mais il faut en retrancher pour autant qu'ils avoient en toute juſtice avant la taxe - - -	1,666,666,666
La différence en leur faveur ſera donc de - - - - -	25,333,335

C'eſt-à-dire quelque choſe de plus que les 10 pour cent dont ils ſont obligés de donner la moitié à ceux qui leur ont prêté les 249,666,666 liv. (v. p. 218) qu'ils ont donnés à leurs travailleurs en augmentation de ſalaires; augmentation qu'ils ne pouvoient leur refuſer, tant à raiſon de leur taxe, que pour ſubvenir à l'enchériſſement de leur conſommation, *parce que leur conſommation ne peut diminuer ſans que la reproduction en ſouffre, au détriment de tout le monde.*

Il eſt inutile de répéter qu'en voyant le compte général des fermiers *repréſentans de tous les capitaliſtes* de la terre, on a vu également le compte général de l'induſtrie, *dans lequel il eſt aiſé de trouver le compte particulier de chacun de ſes capitaliſtes : mais j'invite à obſerver*—

1°, Que ce ſeptième mode de taxation *frappe néceſſairement & avec la même force & la même impartialité ſur chacun des produits du travail, ſans en diminuer la quantité*, puiſque tous les travailleurs ſont également payés & maintenus au même ouvrage,—condition indiſpenſable pour avoir *le plus tôt, aux moindres fraix, & ſans faire le moindre tort à qui que ce ſoit*, tout l'argent néceſſaire à un bon gouvernement, dans quelque circonſtance qu'il puiſſe ſe trouver.—

2°, Que ce ſeptième mode de taxation, au lieu d'enlever aux propriétaires du grand capital de la terre, 60 pour cent de leur argent, comme le premier mode de taxation, en laiſſant à tous les autres membres de la ſociété (fainéans compris) l'uſage entier de tout celui qu'ils poſsèdent,—ne fait éprouver aux propriétaires de ce grand capital, *& en raiſon de leur conſommation*, que la même perte à laquelle il ſoumet, & de la même manière tous les autres conſommateurs.—

3°, Que ce ſeptième mode de taxation ajoutera bientôt au grand capital de la terre, une valeur proportionnée au prix additionnel que les propriétaires de ce capital obtiendront de leurs fermiers, lorſqu'il renouvelleront les baux de leurs fermes,—au lieu d'éprouver une perte de 15 milliards ſur le grand capital, néceſſitée par le premier mode (v. p. 108).—

4°, Que ce ſeptième mode de taxation, au lieu d'enlever aux fermiers, comme le ſecond mode, 40 pour cent des moyens qu'ils avoient tant pour reproduire que pour conſommer, laiſſe à ces hommes ſi précieux, tous les moyens qui leur ſont néceſſaires pour continuer la reproduction *qui doit fournir à la conſommation de tout le monde.*

5°, Que ce ſeptième mode de taxation ne fait payer à tous les conſommateurs que 11 pour cent plus cher tous les objets de leur conſommation, au lieu de 33⅓ que le troiſième mode obligeroit de les payer.

6°, Qu'à l'égard des mêmes conſommateurs, il a le même avantage ſur le quatrième & le cinquième mode de taxation ;—& qu'il a ſur ces deux derniers modes, un avantage auſſi ſenſible

à l'égard de l'équilibre ſi néceſſaire à maintenir entre l'agriculture & l'induſtrie, puiſque cet équilibre eſt exactement maintenu dans ce ſeptième mode, pendant que le quatrième laiſſe injuſtement à l'induſtrie, un bénéfice de 500 millions que le cinquième mode tranſporte auſſi injuſtement à l'agriculture :—

7°, Que le ſixième mode ne réduiroit la perte des conſommateurs que de $33\frac{1}{3}$ pour cent à $16\frac{1}{2}$,— au lieu que le ſeptième la réduit à 11 pour cent, en donnant à l'agriculture & à l'induſtrie 10 pour cent d'intérêt ſur la ſomme qu'elles ſont obligées d'emprunter, pour rétablir entre elles cet équilibre ſi néceſſaire qui ne peut ſe retrouver que dans ce ſeptième mode.

SECTION PREMIÈRE.

Application du ſeptième mode de taxation au trop fameux déficit.

IL n'eſt pas néceſſaire de réfléchir bien profondément, pour être pleinement convaincu de la facilité avec laquelle l'eſpèce de taxe dont je viens de parler, ſe prêteroit par-tout, à toutes les

circonſtances, & fourniroit à tous les beſoins. On doit même ſentir qu'en ſuivant bien exactement la ſage méthode d'augmenter la taxe, à meſure que des beſoins nouveaux exigeroient qu'on fît de nouveaux emprunts,—l'augmentation qui ſeroit néceſſaire pour en aſſurer l'intérêt *à perpétuité*, ſeroit abſolument inſenſible,—& laiſſeroit le gouvernment maître de ſes opérations, *auſſi long-temps qu'on les reconnoîtroit déterminées par la perſpective d'un grand avantage*, OU COMMANDÉES PAR LA NÉCESSITÉ DE PRÉVENIR DE GRANDS INCONVÉNIENS.—Je ſupplie cependant qu'on me permette d'appliquer le ſyſtême que je propoſe, à une circonſtance particulière ſur les ſuites de laquelle il n'eſt plus poſſible de s'abuſer.

En 1787 il fut aſſez évident qu'il y avoit dans la recette générale du tréſor royal en France, un déficit annuel d'environ 56 millions tournois. Suppoſons que le Miniſtre d'alors eût été ébranlé par les raiſons qui pouvoient déjà lui faire ſoupçonner que le méchaniſme des finances, & leur adminiſtration, n'étoient pas une choſe auſſi merveilleuſe qu'on l'avoit cru juſqu'alors,—que cette admiſtration ne demandoit point de génie, encore moins de fineſſe; mais qu'elle exigeoit beaucoup d'ordre, de juſtice, de ſimplicité,—& qu'il ſe fût dit à lui-même :— " Il

" Il eſt trop vrai que les taxes enchériſſent
" finalement les denrées comme les autres
" marchandiſes, *malgré tous les préambules des*
" *miniſtres* ; on ne peut plus en douter ; & il eſt
" probable qu'il ſeroit utile de ſavoir de com-
" bien tout doit enchérir dans tous les cas.....

" Au lieu d'examiner de combien tout devroit
" enchérir en conſéquence du déficit, ſi l'on
" cherchoit à le remplir par l'augmentation de
" toutes ou de quelques-unes des taxes an-
" ciennes, dont les plus vantées portent ſur les
" objets de luxe,—voyons quel ſeroit l'enché-
" riſſement auquel il faudroit ſe réſigner ſi l'on
" établiſſoit une taxe ſur la mouture des dif-
" férens grains de première néceſſité, conſacrés
" à la nourriture de tous les habitans de la
" France :—

" La conſommation du froment, faite par ce
" tiers de la nation qui a beaucoup plus qu'il
" ne lui faut pour vivre, puiſqu'il ſe partage
" d'une manière ou d'une autre les deux tiers
" du revenu général, eſt de 16 millions de
" ſeptiers ; la mouture (ou l'entrée au moulin) de
" ces 16 millions de ſeptiers de froment, taxée à
" 30 ſols le ſeptier, donneroit liv. T. 24,000,000

D'autre part,	24,000,000
" La conſommation du même	
" grain, faite par ces deux	
" autres tiers de la nation, qui	
" n'ont que très-peu au-delà	
" du ſtrict néceſſaire, eſt égale-	
" ment de 16 millions de ſep-	
" tiers, dont la mouture, taxée	
" au même taux, donneroit	
" auſſi - - - -	24,000,000
" Mais comme 16 millions	
" d'hommes ne peuvent vivre	
" avec la même quantité de	
" froment qui ſuffit à 8 mil-	
" lions, & que les 16 millions	
" dont il s'agit ici ne ſont pas	
" aſſez pécunieux pour com-	
" pletter leur nourriture avec du	
" froment,—ils la complettent	
" avec 16 millions de ſeptiers	
" d'autres grains inférieurs,	
" dont la mouture, taxée à 25	
" ſols le ſeptier, donneroit	20,000,000
" Le total de la mouture à	
" payer, tant par les pécunieux	
" que par les non pécunieux,	
" ſeroit donc de liv. - -	68,000,000

" C'eſt bien plus qu'il ne faut pour combler
" le déficit : mais avant que les Parlemens aient
" examiné & diſcuté ; avant que les Etats des
" provinces aient examiné & diſcuté ; avant que
" les Aſſemblées provinciales aient examiné &
" diſcuté ; enfin, avant qu'on ait obtenu le ré-
" ſultat qu'on doit attendre de la diſcuſſion de
" tant d'hommes *éclairés les uns par les autres*,
" ſur une matière qui les intéreſſe tous ſi eſſen-
" tiellement,—il s'écoulera beaucoup de temps
" ſans doute : combien ? je n'en ſais rien : mais
" ſi la taxe eſt reconnue bonne, les 10 à 12 mil-
" lions qu'elle donnera au-delà du beſoin, ſeront
" bien plus que ſuffiſans pour payer l'intérêt des
" ſommes qu'on ſera obligé d'emprunter, juſqu'à
" ce qu'elle ſoit établie, & ſes avantages bien
" généralement connus ;—& ſi je n'ai pas moi-
" même, après mon examen particulier, de
" très-fortes raiſons pour la juger préférable à
" toutes les autres, je me garderai bien de la
" propoſer ;—je chercherai, ſuivant l'uſage, par-
" mi les moins abſurdes des anciennes taxes,
" celles qu'il ſera le moins dangereux d'augmen-
" ter ; & quand je les aurai trouvées, il ne reſtera
" plus qu'un beau préambule à faire, & quel-
" ques membres des Parlemens & des Etats, à
" ſéduire ou à tromper—c'eſt également l'uſage.
" Mais dans la ſuppoſition que la nouvelle taxe

" ſoit évidemment bonne, & finalement accueil-
" lie,—cherchons de combien tout devroit en-
" chérir pour que chacun eût le moins poſſible
" à ſe plaindre ;—&, dans ce cas, ce n'eſt pas
" l'intérêt du ſimple conſommateur qu'il eſt
" urgent d'examiner,—c'eſt celui de cet homme
" précieux, ſans le travail conſtant duquel il n'y
" auroit rien à conſommer ;—or, cet homme ſi
" précieux n'a bien exactement que la petite
" portion de ſalaires qu'on n'a pu lui refuſer ;—
" il ne peut donc payer ſa portion de la taxe,
" à moins qu'on ne commence par lui en donner
" le montant ; cela eſt auſſi évident que juſte :—
" il faudra donc ajouter à ſes ſalaires actuels les
" 44 millions de la taxe, qui ſeront impoſés ſur
" la mouture des 32 millions de ſeptiers de tous
" grains qu'il conſomme (v. p. 226) ;—& cela
" ne ſuffira pas, car il ſera obligé de payer plus
" cher, les autres objets de ſa conſommation,
" puiſque tout enchérit avec les taxes, *malgré*
" *les préambules des miniſtres de tous les pays.*—
" Suppoſons qu'au lieu des 44 millions ſeule-
" ment, dont je viens de parler, on ajoute aux
" anciens ſalaires des travailleurs, 69 millions,
" tant pour payer leur taxe, que pour com-
" pletter le taux d'enchériſſement néceſſaire pour
" mettre à couvert l'intérêt des deux capitaliſtes,
" terre & induſtrie, *qu'il ne faut pas négliger*,—

" parce que c'eſt de la conſervation de cet intérêt
" que dépend la continuité de la reproduction,
" *dont les frais vont être augmentés*, & qu'il n'eſt
" poſſible de conſerver intact cet intérêt des
" capitaliſtes, qu'en augmentant, en conſéquence
" de cette augmentation de leurs frais, le prix du
" total des produits qu'ils auront à vendre.

" Or les anciens ſalaires des 16 millions de
" travailleurs, tant ſur la terre que dans l'in-
" duſtrie, dont j'examine ici le compte commun,
" ce qui ne peut ſouffrir aucune difficulté,
" dans cette eſpèce de taxe, ces anciens ſalaires,
" dis-je, étoient avant la taxe, de 1,666,666,666

" Ajoutez-y les 69 millions
" dont je viens de parler - 69,000,000

" Les nouvaux ſalaires payés
" par la maſſe des capitaliſtes,
" terre & induſtrie, à leurs
" 16 millions de travailleurs,
" ſeront donc de - - 1,735,666,666

" Mais j'obſerve que les tra-
" vailleurs ſeront obligés d'en
" retirer le montant de la taxe
" établie ſur leur portion de
" mouture, ſavoir, - - 44,000,000

" Il ne leur reſtera donc,
" après qu'ils auront payé leur
" taxe, que - - 1,691,666,666

" Il s'agit maintenant de voir s'ils pourront " acheter, avec ce reſte de leurs nouveaux " ſalaires, la même quantité & qualité de " marchandiſes & de denrées, qu'ils achetoient " avec les anciens, *parce qu'il eſt auſſi eſſentiel* " *pour eux de pouvoir les acheter à leurs nouveaux* " *prix, qu'il eſt néceſſaire à la maſſe des capita-* " *liſtes de les vendre à ce taux.*

" Or les anciens ſalaires des travailleurs " étoient - - -	1,666,666,666
" Suppoſons les marchandiſes & denrées qu'ils achetoient avant la taxe,—enchéries par la taxe & les réactions, d'un & demi pour cent,—elles vaudront donc de plus qu'elles ne valoient	25,000,000
" C'eſt-à-dire, qu'elles vaudront exactement la ſomme qui leur reſte de leurs nouveaux ſalaires, après que leur portion de taxe eſt payée,	———
" ſavoir, - - -	1,691,666,666

" Le compte des travailleurs ſera donc ſoldé; "—pas une jouiſſance acquiſe, à la vérité, mais " pas une ſeule de perdue par la taxe :—tout " ſera donc très-bien, ſi les capitaliſtes ne ſont

" pas léſés par la modicité de cet enchériſſement,
" & c'eſt ce qu'il faut examiner avec le même
" ſcrupule.

" Avant les nouveaux frais, ou ſalaires, les
" capitaliſtes vendoient la totalité de leurs pro-
" duits territoriaux & induſtriels, la ſomme de
" cinq milliards, ci - - 5,000,000,000
" & il leur reſtoit 3,333,333,333
" liv. après avoir payé les an-
" ciens ſalaires de leurs travail-
" leurs : mais la totalité de leurs
" produits eſt enchérie d'un &
" demi pour cent, c'eſt-à-dire
" de - - - - 75,000,000

" Ils ſeront donc vendus - 5,075,000,000
" Mais on a vu (p. 229)
" que les nouveaux frais ajoutés
" aux anciens, portent les ſa-
" laires actuels de leurs tra-
" vailleurs à - - - 1,735,666,666
" Il reſtera donc aux capi-
" taliſtes, - - - 3,339,333,334
" Mais, avant la taxe, ils
" n'avoient (travailleurs payés)
" que - - - - 3,333,333,333
" Donc, ils auront de plus
" qu'avant la taxe - - 6,000,000

" laquelle ſomme de ſix millions ne doit pas
" être conſidérée comme un bénéfice, mais
" comme l'*intérêt* légitime des 69 millions,
" qu'ils ſeront obligés de donner annuellement
" aux travailleurs, en augmentation de ſalaires,
" afin qu'ils ſoient toujours en état de payer, &
" leur portion de taxe, & l'enchériſſement des
" denrées & des marchandiſes, qui étoit égale-
" ment néceſſaire pour conſerver intact l'intérêt
" des capitaliſtes,—*auquel eſt attachée la conti-*
" *nuité de la reproduction.*

" J'obſerve bien qu'un intérêt de ſix millions,
" pour une avance de 69 millions, n'eſt pas tout-
" à-fait de 9 pour cent; mais il peut ſuffire quand
" on ſe paie par ſes propres mains.

" J'obſerve auſſi qu'on ne peut allouer un
" intérêt moins conſidérable aux capitaliſtes,
" ou propriétaires des produits, puiſqu'ils ſont
" obligés de le partager avec les prêteurs, dont
" il eſt ſi eſſentiel de juſtifier la confiance,—
" & que d'ailleurs les prêteurs ſeront bien obli-
" gés de payer leur portion de cet intérêt,
" comme tout autre conſommateur, ſur leur
" propre conſommation :—je ſuppoſerai même
" que les prêteurs ne conſommeront pas un ſol
" de ces ſix millions, & qu'ils les épargneront en

" entier ;—ne ſera-ce pas pour les prêter, ſoit à
" des producteurs qui, par ce moyen additionnel,
" augmenteront *directement* la quantité de leurs
" produits, ſoit à des conſommateurs qui, en
" augmentant ou payant leur conſommation
" antérieure, engageront indirectement les pro-
" ducteurs à augmenter ou maintenir la repro-
" duction ?—Eh ! n'eſt-ce pas ainſi que la plu-
" part de nos erreurs miniſtérielles de toute
" eſpèce, ont été réparées depuis un ſiècle, à
" notre grande ſurpriſe, &, qui plus eſt, ſans
" qu'on ait cru qu'il valût la peine d'en chercher
" la raiſon.

" J'obſerve encore qu'il eſt inutile de donner
" aux travailleurs au-delà du ſupplément re-
" connu néceſſaire, & qu'on ne pourroit leur
" donner davantage, ſans nuire à la reproduction,
" ſi l'on prenoit l'excédent aux deux maſſes des
" capitaliſtes,—ou ſans faire une injuſtice aux
" conſommateurs, ſi les capitaliſtes, pour ſe
" dédommager de cet excédent, enchériſſoient
" davantage leurs produits.

" J'obſerve ſur-tout que cet enchériſſement
" qui, graces à cette eſpèce de taxe, frappe *né-*
" *ceſſairement, également, & en même temps*, ſur
" tous les produits—n'étant que d'un & demi
" pour cent,—il ne peut être que d'environ 5 ſols

" ſur chaque ſeptier de toute eſpèce de grains,—
" *& que cela ſuffit, non-ſeulement pour combler*
" *le déficit,—mais pour aſſurer à perpétuité l'in-*
" *térêt de* 240 *millions, qu'il faudra peut être*
" *emprunter avant qu'on ait bien examiné, bien*
" *diſcuté, bien tourné & retourné cette eſpèce de*
" *taxe.*"

Ainſi peut-être auroit raiſonné un miniſtre François, qui n'auroit pas commencé par mépriſer, ou par craindre toute diſcuſſion d'une matière ſur laquelle on croyoit eſſentiel de laiſſer toujours le public dans l'obſcurité ;—mais ce mépris ou cette crainte ne m'empêche pas de voir, dans toute l'amertume de mon ame, qu'à cette époque, avec cette eſpèce de taxe, un enchériſſement d'un & demi pour cent ſur tous les produits, tant de la terre que de l'induſtrie,—*enchériſſement qui n'eût rien coûté aux capitaliſtes producteurs, rien aux travailleurs, & qui n'eût coûté que* 1500 *liv. à un conſommateur de cent mille livres de revenu,* 300 *liv. à celui de vingt mille,* 15 *francs à celui de cent piſtoles,*—oui, cet enchériſſement, avec cette taxe, à cette époque, auroit ſuffi pour épargner à toute l'Europe, le ſcandale... les extravagances & les horreurs qui l'ont précédé,—les atrocités qui l'ont ſuivi,—le danger toujours croiſſant.... O vous qui n'êtes

pas miniſtres ! & que votre inviolabilité (qu'exige impérieuſement le repos, comme le ſalut de l'Etat) *condamne* irrévocablement, dans tous les pays éclairés, à n'agir que par des miniſtres,— vous que le devoir (& non pas le privilége) de l'exécution dont vous êtes néanmoins chargés, oblige de choiſir ces miniſtres vous-mêmes,— vous que l'intérêt de votre peuple, inſéparable du vôtre, oblige de changer ces miniſtres quand ils s'égarent, ou que vous penſez qu'ils veulent vous égarer,—au nom de votre intérêt, au nom de celui de tous les peuples, obligez vos miniſtres d'examiner les idées que je ſoumets au jugement des Sages, que j'abandonne à la critique de tous ;— mais obligez-les enſuite, quel que ſoit leur avis, de les faire diſcuter comme elles doivent être diſcutées, pour qu'il ne vous reſte aucun doute ſur le réſultat de la diſcuſſion.

SECTION SECONDE.

Objections contre la Taxe propoſée.

PREMIÈRE OBJECTION.

L'avantage reconnu d'impoſer la taxe le plus près poſſible de la conſommation.

IL ne s'agit plus de ce qui étoit facile dans un temps qui paroît être à dix ſiècles du nôtre; il faut aujourd'hui ſe borner à chercher ce qui ſera néceſſaire & praticable en France, lorſque ce royaume ſera réintégré dans la liſte des Etats civiliſés. J'ai propoſé une taxe de 500 millions ſur la mouture (ou ſur l'entrée de toute eſpèce de grains dans tous les moulins du royaume); elle eſt ſuſceptible de pluſieurs objections: la première qui ſe préſente eſt celle qui intéreſſe les conſommateurs, parce qu'il n'y a perſonne qui ne le ſoit dans un pays, ou dans un autre.

Cette taxe, dira-t-on, *n'enchérit, à la vérité, que de* 11 *pour cent les produits territoriaux & induſtriels, pris dans la main du fermier & du manufacturier; mais combien vaudront-ils dans la main du détailleur, où le malheureux conſommateur eſt obligé de venir les prendre?*

J'accorde tout ce que l'objection ſuppoſe, ſauf à revenir bientôt contre cette conceſſion; & je me borne, pour ce moment-ci, à la réponſe ſuivante.

S'il eſt bien vrai que les taxes enchériſſent tout, & que dans le cas dont il s'agit, d'une taxe de 500 millions à établir en France, la meilleure des taxes ordinaires, après les réactions inévitables, enchériroit de $33\frac{1}{3}$ pour cent la totalité des produits territoriaux & induſtriels, dans la main du fermier & du manufacturier, comme vous le prétendez,—le conſommateur, dans ce cas, n'auroit-il pas à payer de plus au détailleur, tout ce que le détailleur doit gagner ſur une vente additionnelle de $33\frac{1}{3}$ pour cent.—Et ſi, dans la taxe que je propoſe, la vente additionnelle n'eſt que de 11 pour cent, ce ne ſera donc que ſur une vente additionnelle de 11 pour cent que le conſommateur devra lui payer ce qu'il doit gagner pour ſa peine, ſon induſtrie, & ſon argent.—Cherchez une réplique; j'avoue que je n'ai pu en trouver une ſatisfaiſante, non pas même celle dont je vais parler, parce que les moyens d'exécution ſouffriroient de grandes difficultés, même en Turquie: cependant le principe eſt inconteſtable.

On ne ſauroit impoſer la taxe trop près de la conſommation ; donc ſi vous l'impoſez chez le détailleur, vous l'impoſez où les meilleurs eſprits reconnoiſſent l'avantage de la placer.

Je le répète, rien de plus vrai ; mais avez-vous calculé la quantité de rats de cave, pour me ſervir des anciennes expreſſions, la quantité de rats de greniers, la quantité de rats de boutiques & de magaſins, qu'il faudroit avoir pour ſurveiller journellement les ventes,—la quantité de contrôleurs ambulans, pour comparer les livres de ces furets avec ceux des détailleurs,—la quantité d'autres ſubalternes pour puiſer chez le manufacturier & le marchand en gros, les connoiſſances néceſſaires pour vérifier les livres des détailleurs ? Avez-vous réfléchi ſur la quantité, & ſur-tout ſur l'eſpèce de loix qu'il faudroit établir pour diminuer un peu le nombre des fraudes, & pour punir les fraudes qui ſeroient encore innombrables, & les unes particulières, les autres communes aux détailleurs, aux contrôleurs, aux rats de caves, de greniers, & de boutiques ? Croyez-vous, qu'après la contre-révolution il ſeroit poſſible d'établir de pareilles loix en France, quoiqu'il ſoit bien vrai que les 19 vingtièmes de ceux qui habitent aujourd'hui ce malheureux pays, déſirent une contre-révolution auſſi ſincèrement que vous la déſirez vous-même,

& auſſi vivement que leurs tyrans actuels déſirent la perpétuité de leur tyrannie ? Mais croyez-vous que les malheureux que vous prétendriez avoir délivrés, ſeroient bien ſatisfaits, & long-temps dociles, s'ils ne voyoient d'autre changement, dans leur ſituation, que le mépris au lieu des injures, l'aviliſſement au lieu du ſupplice ?— *Inſtruits par le malheur, ſoyez prudens & juſtes, & ne comptez pour long-temps ſur la force, que lorſqu'elle ſera elle même commandée par la raiſon.* (Voyez la première page des *Notions Préliminaires.*)

J'ai dit que je reviendrois contre la conceſſion que j'avois faite :—je ſupplierai donc qu'on ſe rappelle que j'ai toujours mis dans la même balance, la terre & l'induſtrie,—que j'ai toujours repréſenté la population, les procédés, les profits, les pertes, le revenu de l'une, comme décidés méchaniquement par ceux de l'autre ;—c'eſt ainſi que le tiers de la valeur des produits de l'induſtrie eſt dépenſé, comme ſur la terre, en ſalaires donnés à ſes travailleurs : mais la terre n'a qu'une eſpèce de travailleurs, & ceux de l'induſtrie ſont de pluſieurs eſpèces comme ſes capitaliſtes ; les travailleurs de l'induſtrie ſont non-ſeulement les ouvriers employés dans les manufactures, mais les agens ſubalternes employés

par ſes divers capitaliſtes, à tout ce qui concerne les autres opérations de l'induſtrie ; d'où l'on voit que ce n'eſt point chez le manufacturier que peut être completté le prix des produits de l'induſtrie ;—ce n'eſt pas même chez le manufacturier qu'on trouvera, au prix du lieu de la production, les produits territoriaux à manufacturer ;—ce n'eſt que dans l'enfance de la ſociété qu'un pareil ordre de choſes eſt poſſible.—Aujourd'hui ceux des produits territoriaux, brutes, qui ſont ſuſceptibles d'être manufacturés, & capables de recevoir, de la main-d'œuvre, une valeur double, triple, ne parviennent à la manufacture que par la main des agens & des travailleurs d'un premier capitaliſte, ou marchand en gros, qui en a débarraſſé les producteurs ;—& ils n'y parviennent que déjà chargés, non-ſeulement de leur valeur première, mais du ſalaire des conducteurs,—de l'intérêt du capital dépenſé pour l'achat,—& du bénéfice attaché aux peines, aux riſques, & à l'induſtrie de ce premier capitaliſte. —Arrivés à la manufacture, ces produits n'en ſortent que chargés de tous les frais dont je viens de parler, *& de plus*, des ſalaires des ouvriers de la manufacture, & de l'intérêt comme du bénéfice attaché, tant aux capitaux, qu'à l'induſtrie du manufacturier ;—& c'eſt, graces au capital, peines & induſtrie d'un troiſième capitaliſte, ou

autre

autre marchand en gros, qui s'en charge à la manufacture, qu'ils parviennent enfin dans la boutique du détailleur, chargés auſſi des nouveaux frais, des nouveaux intérêts, & du nouveau bénéfice de ce troiſième capitaliſte,—auxquels frais, intérêts & bnéfice, le détailleur ajoutera les ſiens & ceux de ſon attente, pour les livrer au conſommateur à ſa plus grande commodité:—lse exceptions aux règles que je viens d'établir ne font que tranſporter le bénéfice d'un capitaliſte à l'autre, & ne font pas arriver à meilleur marché les marchandiſes chez le détailleur,—*qui ſe trouve ainſi le repréſentant de tous les capitaliſtes de l'induſtrie, comme le fermier eſt le repréſentant de tous les capitaliſtes de la terre.* C'eſt donc chez le détailleur, & là ſeulement, que tous ces frais accumulés, & joints au prix de la matière brute, rendent le revenu, ou, ſi l'on veut, la valeur des produits annuels de l'induſtrie, néceſſairement égale à celle des produits de la terre, lorſqu'ils ſortent des mains du fermier;—& pourquoi néceſſairement égale? *Ce n'eſt pas parce qu'il eſt évidemment juſte d'en conſacrer une moitié ſeulement, à payer cette moitié du revenu territorial qui n'eſt pas conſommée par les travailleurs & les capitaliſtes de la terre, qui ne ſont que la moitié de la population;—ce n'eſt pas non plus parce qu'il eſt évidemment juſte de conſa-*

crer l'autre moitié de ce revenu induſtriel, à la conſommation des travailleurs & des capitaliſtes de l'induſtrie, qui font l'autre moitié de la population :—c'eſt uniquement parce que ce grand acte de juſtice s'opère toujours méchaniquement, un peu plus tôt ou plus tard,—ſoit que l'adminiſtrateur laiſſe tous les intéreſſés maîtres de porter chaque revenu au plus haut point poſſible, ſoit que les manœuvres de l'adminiſtrateur produiſent la diminution des deux revenus, en voulant favoriſer ou diriger l'un ou l'autre, & peut-être tous les deux.—Mais le revenu territorial une fois ſuppoſé de deux milliards 500 millions, je demande ſi l'on conçoit un autre moyen que celui de cette juſte accumulation de ſalaires de travailleurs, & d'intérêts de capitaliſtes, qui puiſſe porter, même chez le détailleur, une valeur de cinq à ſix cents millions tout au plus, en produits territoriaux, brutes, ſuſceptibles d'être manufacturés ou travaillés par l'induſtrie, juſqu'à la valeur de 2 milliards 500 millions, comme elle y eſt réellement portée, comme il eſt néceſſaire qu'elle y ſoit portée dans la boutique du détailleur, *pour que perſonne ne ſoit léſé, ni ſur la terre, ni dans l'induſtrie.*

Ceux qui voudroient s'amuſer à pourſuivre cette idée, trouveroient dans un plus grand développement de cette partie du méchaniſme ſo-

cial, une nouvelle preuve de l'avantage immenſe qu'il y auroit pour le général comme pour le particulier, pour une nation comme pour toutes, à laiſſer par-tout, *lorſque les circonſtances le permettent*, chaque intérêt s'occuper vivement de lui ſeul, ſans autre obſtacle ni incitatif, que le même égoïſme & la même ardeur qu'il eſt ſûr de trouver dans tous les autres,—& ſans eſpérer ni craindre du gouvernement, que la protection du même droit bien aſſurée à tous, c'eſt-à-dire, *garantie par une force capable de l'effectuer*. L'eſquiſſe que je viens de donner de ce développement, ſuffit pour mon ſujet actuel; mais je ne puis me refuſer quelques réflexions qui s'y rapportent, & qui m'ont été ſuggérées par une loi très-ancienne de beaucoup de pays,—cette loi qui proſcrivoit tous achats de blé faits en gros chez le fermier, par la raiſon que ces prétendus accaparemens obligeoient le conſommateur de payer chez l'accapareur prétendu, le blé plus cher qu'il ne l'auroit acheté du fermier,—*qui, ſans cet intermédiaire*, (diſoient les ſolliciteurs de la loi) en auroit accommodé le conſommateur, au prix que le prétendu accapareur en avoit donné.—On ſait que la Convention Françoiſe a perfectionné le principe à ſa manière, c'eſt-à-dire qu'elle a décrété par le fait, que non-ſeulement tout amas de blé, ſoit chez le marchand, ſoit

chez le fermier,—mais tout amas de quelque choſe que ce puiſſe être, & chez qui que ce ſoit, pouvoit être conſidéré comme accaparement, lorſque le détenteur refuſeroit de le détailler au prix que cette eſpèce de conſommateurs *qui n'eſt utile qu'à la Convention*, croiroit devoir en donner.

Cependant, ſans un capitaliſte, ou, ſi l'on veut, un accapareur, qui débarraſſe le fermier quand il a beſoin de l'être,—le fermier ſurchargé de blé dans une année abondante, ſera t-il tenté d'en reproduire la même quantité l'année d'après, avec la crainte d'augmenter ſa ſurcharge ſi la ſaiſon eſt auſſi favorable à la production ?—Mais ſuppoſez que l'eſpérance d'une mauvaiſe récolte chez les autres, l'année ſuivante, & néanmoins d'une bonne ſur ſes terres, lui en faſſe haſarder les frais, & qu'elle ſe trouve, malheureuſement pour lui, auſſi brillante par-tout, que la première,—ne ſeroit-il pas un fou, ſi, au lieu de haſarder les frais d'une troiſième récolte, il ne ſe bornoit pas à donner à ſes travailleurs affidés, quelque peu de blé, comme aumône, ou avance, en attendant qu'il pût les employer avec plus d'avantage pour eux-mêmes, comme pour lui ?—Et qu'arriveroit-il enfin de ce trait de prudence raiſonnée ? Ce qu'on a vu très-fréquemment dans

les temps d'ignorance, qui produiſirent la loi dont j'ai parlé, c'eſt-à-dire le blé de 15, je ſuppoſe, tomber à 10 dès la première année d'abondance, à 5 la ſeconde,—mais la troiſième, caractériſée par quelque apparence ou crainte de diſette, porter bientôt le blé de 5 à 20, puis à 30 & 40, & ne baiſſer que pour éprouver ſucceſſivement les mêmes viciſſitudes.—Pour vous en convaincre, liſez encore les Tables de Windſor, dans ces années d'ignorance.

Suppoſez au contraire que ce capitaliſte intermédiaire, appellé aujourd'hui *accapareur* & *ſangsue* en France, débarraſſe le fermier de ſa récolte la plus abondante,—le fermier alors n'épargnera rien pour avoir la ſuivante auſſi belle, parce qu'il ſera ſûr d'en être débarraſſé, & qu'il ne manquera pas de capitaliſtes pour la tranſporter dans les lieux où elle ſera néceſſaire, & qui payeront à ces capitaliſtes l'intérêt de leur capital, les frais du tranſport, & le bénéfice dû à leurs peines & riſques, comme à leur induſtrie.—Mais vous, conſommateur aveugle, ou capitaliſte ſans idées, qui voudriez acheter votre blé chez le fermier, & votre drap à la manufacture,—eh! perfectionnez le principe, comme la Convention ſe propoſe de vous y forcer, ſemez vous-même votre blé, manufacturez votre laine, taillez &

couſez votre habit, tanez le cuir de vos beſtiaux, & faites vos ſouliers ; mais vous ne ferez pas votre métier, ſoit de conſommateur, ſoit de capitaliſte ; vous ſerez l'homme de tous les métiers, vous les ferez tous comme on les fait quand on en fait plus d'un ſeul ; & ce qu'ils vous produiront ſera mauvais, mal fait, & vous reviendra dix & vingt fois plus cher, que ſi vous l'euſſiez acheté chez le détailleur,—chez ce détailleur dont l'exiſtence vous afflige, puiſque vous lui reprochez le bénéfice qui ſeul le fait ſubſiſter,—*& que vous ne pouvez lui enlever qu'à votre propre déſavantage.*

SECONDE OBJECTION.

IL eſt reconnu, dit-on, *que l'avantage du commerce avec l'étranger dépend principalement du bas prix de la main d'œuvre:—or la taxe propoſée l'enchérit de* 11 *pour cent ; le commerce étranger va donc être perdu ſans reſſource.*

Voici une premiere réponſe :—eſt-ce bien après une mure réflexion que vous prétendez exténuer & vêtir le plus meſquinement poſſible, vos propres travailleurs, pour nourrir & vêtir les nations étrangères le plus ſubſtantielle-

ment, le plus agréablement, le plus voluptueuſement, & au meilleur marché ?—Car enfin c'eſt à quoi ſe réduit cet argument prétendu ſans réplique. J'y ferai cependant une autre réponſe, en admettant tout ce que l'objection ſuppoſe, ſauf à revenir contre cette conceſſion comme j'ai fait à l'égard de la première objection ; & je n'ai ici que fort peu de mots à répéter.

Les taxes enchériſſent tout, malgré les préambules des miniſtres ; donc elles doivent enchérir la main-d'œuvre : or *(dans le cas ſuppoſé, d'une taxe de* 500 *millions)* la meilleure des taxes reconnues, doit enchérir la main-d'œuvre de $33\frac{1}{3}$ pour cent, & la taxe que je propoſe ne doit l'enchérir que de 11 ;—donc, ſi la taxe que je propoſe ne laiſſe aucun bénéfice au marchand dans ſon commerce avec l'étranger,—la meilleure des autres taxes lui enleveroit tout ſon capital dès le commencement de la quatrième année, s'il s'obſtinoit à continuer ce commerce.....

Je reviens maintenant contre ma conceſſion, parce qu'il n'eſt pas vrai que le prix de la main-d'œuvre dans une nation, influe comme on le dit dans ſon commerce avec l'étranger : en voici

deux preuves de fait, bien convaincantes ; l'une tiée de la France, & l'autre de l'Angleterre.

Après que la liberté du commerce des grains en France eut donné au blé qui commande à tout dans ce pays comme ailleurs, ce prix juſte, naturel, & moyen ; qu'il ne peut recevoir que de cette liberté,---la valeur des autres articles du revenu territorial, & de tous ceux du revenu induſtriel, tierça comme celle du blé ;---la main-d'œuvre tierça de même.—Le commerce de la France avec l'étranger, ſouffrit-il de cet enchériſſement de la main-d'œuvre ?---*non*, concluez, & paſſons à l'Angleterre.

Avant la dernière guerre, le prix de la main-d'œuvre en Angleterre étoit double de celui de la France ; depuis la dernière paix, les taxes que cette guerre avoit néceſſitées obligèrent les Anglois d'augmenter de 12 à 15 pour cent, le prix de leur main-d'œuvre déjà plus chère du double que la vôtre (v. Annales d'Agriculture de M. Young) : l'Angleterre a-t-elle perdu de ſon commerce avec l'étranger ?---Voyez les relevés préſentés à ſon parlement ; ils vous apprendront que les exportations comme les importations qui n'étoient avant la guerre que de quinze &

ſeize millions ſterling, ſont montées à 19 & 20 depuis ce ſecond enchériſſement de leur main-d'œuvre ; & cependant cherchez en Angleterre, cherchez-y la moindre apparence d'une diminution quelconque, ſoit dans la production, ſoit dans la conſommation, ſoit dans l'agriculture, ſoit dans l'induſtrie, ſoit à l'égard des objets de néceſſité, ſoit à l'égard de quelque article de luxe ;----au contraire, tout y eſt augmenté comme ſon commerce avec l'étranger, malgré l'augmentation reconnue du prix de ſa main-d'œuvre :---concluez encore, vous qui prétendez raiſonner,---& vous ſur-tout qui prétendez adminiſtrer.

Eſquiſſons un développement de cette autre partie de méchaniſme ſocial, & voyons comment le commerce étranger eſt indépendant de ces prix intérieurs que les circonſtances d'une nation l'obligent de mettre à ſa main-d'œuvre, lorſqu'elle ne veut pas s'expoſer à être finalement réduite à l'état où ſe trouve aujourd'hui la France :—les détails ſeront faſtidieux, mais ils ſont indiſpenſables pour bien apprécier le raiſonnement dont beaucoup de gens *(ſans compter ceux qui gouvernent)* ſont encore journellement les dupes, après en avoir été tant de fois & ſi miſérablement les victimes.

Je ſuppoſerai un marchand François qui portoit en Angleterre, avant l'enchériſſement ſuppoſé de 11 pour cent,---telle quantité & qualité d'objets François qui ne lui coûtoient alors que 100 livres tournois, & qui obtenoit en Angleterre, pour ces objets François, telle quantité & qualité d'articles Anglois qu'il rapportoit dans ſon pays :—(car on a beau dire, le commerce de nation à nation, ſe réduit finalement à l'échange d'une marchandiſe qu'on ne peut vendre avec avantage dans ſon pays, pour une autre eſpèce de marchandiſe, qu'on y apportera, parce qu'on eſt moralement ſûr de l'y vendre avec bénéfice) :—il n'eſt pas douteux que ſi le marchand François diſoit à celui d'Angleterre— " Monſieur, cette quantité & " qualité de marchandiſes Françoiſes que je " vous apporte, me coûte aujourd'hui 111 " livres, au lieu de 100 livres qu'elle me " coûtoit lorſque je vous l'apportois avant l'en- " chériſſement de notre main-d'œuvre ; il faut " donc que vous me donniez 11 pour cent " de plus que vous ne me donniez, de vos mar- " chandiſes Angloiſes, pour me dédommager de " l'enchériſſement des miennes "—il n'eſt pas douteux, dis-je, que le marchand Anglois lui répondroit en ſoupirant (car il faut toujours ſoupirer dans le commerce)—" Hélas ! Mon-

" ſieur, les dernières taxes ont tout enchéri en " Angleterre comme en France, & en conſci- " ence je ne puis vous donner plus, comme en " bonne juſtice je ne puis vous donner moins, " pour la quantité & qualité des marchandiſes " Françoiſes que vous m'apportez, que la " même quantité & qualité de marchandiſes " Angloiſes que je vous donnois avant ce mal- " heureux enchériſſement dont nous avons tant " à gémir l'un & l'autre!—Que répondroit le marchand François au marchand d'Angleterre?

Voulez-vous maintenant ſuppoſer qu'aucune circonſtance n'eût engagé l'Angleterre à augmenter le prix de ſa main-d'œuvre? Voici la réponſe que le marchand Anglois ne manqueroit pas de faire à celui de France dans le cas ſuppoſé:—" Monſieur, j'ai coutume de vendre ici " 111, la même quantité de marchandiſes Fran- " çoiſes que vous m'apportez;—ſi, par l'échange " que vous me propoſez, elles me reviennent " à 111, au lieu de 100 que je les payois, il " faudroit bien que je les revendiſſe ici 122 " livres; mais perſonne ne voudroit les acheter " à ce prix, car je ne ſuis pas le ſeul qui en " vende,—& graces au ciel vous n'êtes pas le " ſeul qui en apportiez:—votre propos, Mon-

" ſieur le marchand François, eſt bon à tenir
" à ceux qui n'entendent rien au commerce, &
" nous le tenons auſſi quelquefois à des gens
" qui n'y entendent pas davantage; nous ſou-
" pirons alors tout auſſi haut qu'eux, mais nous
" n'abuſons pas de leur ignorance; nous ne
" leur vendons nos marchandiſes qu'au prix
" qui doit nous donner le juſte bénéfice uſité
" dans le commerce, & ſans lequel nous ne
" pourrions pas le continuer; mais entre nous,
" vrais marchands de tous les pays, nous cal-
" culons trop bien, & faiſons trop de cas de
" notre crédit, pour chercher à nous tromper ſur
" aucun article :—donnez-moi vos marchandiſes
" en échange des miennes, *en conſervant les*
" *anciens rapports de quantité & de qualité entre*
" *les unes & les autres*; quand vous ſerez en
" France,—comme tout, ſelon vous, s'y trouve
" enchéri de 11 pour cent, & que cela doit
" être en effet pour que tout puiſſe ſe balancer,
" —aucun conſommateur un peu raiſonnable
" ne fera difficulté de vous payer 11 pour
" cent plus cher les marchandiſes étrangères,
" quand toutes les marchandiſes nationales ſont
" enchéries de 11 pour cent.—Que répondroit
le marchand François au marchand d'Angleterre?

Voulez-vous que ce ſoit des louis-d'or, ou des écus, ou de l'or en barre que le marchand François ait porté en Angleterre ?—Mais tel poids d'or ou d'argent de tel titre ne valant que tant de livres ſterling en Angleterre, le marchand François ſera-t-il fondé à lui dire que cet or ou cet argent lui ayant coûté au-deſſus de leur valeur intrinsèque 20, 30, ou 50 pour cent en aſſignats devenus monnoie forcée de France, l'Anglois doit lui donner 20, 30, ou 50 pour cent de plus en marchandiſes Angloiſes ?—Et le marchand Anglois ne lui dira-t-il pas,—" Monſieur, nous reſpectons le malheur " qui réduit la France à des aſſignats pour " toute monnoie courante ; mais on les contre-" fait ſi parfaitement dans beaucoup d'endroits, " que votre raiſonnement bien ſuivi dans la " pratique, nous feroit bientôt payer, à nous " Anglois, toutes les fautes échappées à ceux " qui pouvoient ſi aiſément vous mieux con-" duire pour votre avantage comme pour le " nôtre. Les circonſtances actuelles de la France " changeront ſans doute ; mais en attendant, " prenez les marchandiſes que vous demandez, " à notre prix ſage de marchands, & de mar-" chands qui doivent payer tout en argent, " lorſqu'on l'exige ; quand vous aurez intro-" duit ces marchandiſes en France, ſi vous les

" vendez en or ou en argent, vous ferez là, ſur " votre vente, le bénéfice qui doit ſe faire ſur " ce commerce;—ſi vous les vendez en aſſignats, " vous ferez là, ſur votre vente, le bénéfice " additionnel de 20, 30, ou 50 pour cent, que " vous voudriez faire ici ſur moi, *indépendam-* " *ment du même bénéfice que vous ferez encore* " *dans votre pays ſur ceux à qui vous vendrez* " *les marchandiſes que vous demandez.*" Que répondroit le marchand François au marchand d'Angleterre ?

Voulez-vous que ce ſoit en lettres de change ſur Hollande, Vienne, ou Conſtantinople, que le marchand François vende les marchandiſes Françoiſes qu'il a portées en Angleterre ?—Mais étant maître en Angleterre d'en recevoir le prix en argent réel, le marchand François n'aura pris que les lettres de change, qui par les tours & détours qu'il fera faire à ſon capital, ne manqueront pas de lui donner le bénéfice qu'on doit faire, tout compenſé, dans le commerce de lettres de change tirées ſur des pays où l'on eſt obligé de les payer en argent.

Voulez-vous que ce ſoit en lettres de change ſur Paris qu'il recoive le paiement de ſes marchandiſes Françoiſes ?—Mais il n'aura fait cette

négociation que parce qu'il y aura trouvé le bénéfice de retour qu'il deſiroit ſur ſes marchandiſes, puiſqu'il pouvoit en Angleterre les réaliſer en argent, & que ſi les lettres de change qu'on lui a données ſur Paris n'y ſont payables qu'en aſſignats, ſes marchandiſes Françoiſes n'y avoient été achetées que de la même manière.

Tranſportez en Eſpagne & les mêmes ſcènes, & le marchand Françcis que je viens de ſuppoſer en Angleterre ;---ce ne ſera pas de l'argent qu'il aura tranſporté en Eſpagne pour en retirer de l'argent ;—ce ſera ou bien des marchandiſes, pour les convertir, ſoit en argent, ſoit en quelque autre eſpèce de marchandiſes, ou bien des lettres de changes pour en retirer ſoit marchandiſes ſoit argent ; dans l'un & l'autre cas, le même colloque, les mêmes réponſes, les mêmes raiſonnemens ſuppoſés à Londres entre le marchand François & celui de l'Angleterre, ne ſe répéteront-ils pas en Eſpagne entre le marchand Eſpagnol & celui de France ? Et ne ſera-ce pas toujours en France, que le marchand étranger renvoyera le Francois pour y trouver le bénéfice qu'il doit faire, & qui lui eſt aſſuré par l'enchériſſement général des mar-

chandiſes étrangères en France, néceſſité & facilité par celui des marchandiſes nationales dans le même pays.

TROISIÈMÈ OBJECTION.

Sur la Balance de Commerce.

LE raiſonnement qui termine le dernier article, paroît aſſez juſte, dira-t-on ;—cependant, ſi le commerce avec l'étranger ne donne pas aux marchands qui le font, une balance en argent réel & effectif,—que devient cette balance en faveur de la France, dont l'idée eſt ſi précieuſe aux gens d'affaires, l'immenſité ſi bien prouvée par de grands calculateurs, & la néceſſité ſi bien démontrée par ceux qui ont pour garant de leur opinion, l'opinion de tous les peuples qui ſavent calculer.

RÉPONSE.

Rien de plus impoſant ſans doute, & de plus capable de déterminer à ſuivre ſans examen une opinion adoptée en France, que de la voir établie en Angleterre, & reſpectée dans tout le reſte de l'Europe, malgré l'intérêt viſible de tout le reſte de l'Europe à prendre les meſures

meſures les plus vigoureuſes pour échapper à ſes funeſtes effets, ſi elle eſt juſte,—ou bien à la détruire ſi elle n'eſt pas fondée ſur une ſuite non interrompue de faits que perſonne n'a juſqu'ici conteſtés:—on a vu par le titre de cette ſection, qu'il ne s'agit ici que de la balance du commerce.—Je ne répéterai point ce que j'ai dit à cet égard, & qu'on peut lire dans le *Méchaniſme des Sociétés* depuis la page 88 juſqu'à 185, & depuis la page 279 juſqu'à 295, pour démontrer non-ſeulement la fauſſeté de l'opinion univerſelle à cet égard, mais l'impoſſibilité de la ſoutenir ſi l'on prend la peine de l'analyſer, même en admettant les faits inconteſtés ſur leſquels elle ſe trouve fondée; je me bornerai ici à réſumer & à rapprocher quelques réflexions ſur ces faits *inconteſtés*, faits que je crois auſſi approchans de la vérité qu'il eſt poſſible d'en approcher ſur cette matière,—& dont il me ſemble qu'on doit tirer une conſéquence diamétralement oppoſée à cette opinion ſi généralement établie.—

L'Angleterre jouit, dit-on, d'une balance annuelle en ſa faveur de 4 millions ſterling;—il en faut à la France une de 70 millions tournois, c'eſt environ 3 millions ſterling;—conſé-

quemment il faut annuellement une balance favorable de 7 millions ſterling pour ſubvenir à la voracité de ces deux monſtres.

Obſervez maintenant qu'on diſoit en France que la décadence de ce royaume commenceroit lorſque ſa balance de 70 millions tournois commenceroit à decliner ; & qu'on prétendoit en Angleterre que ſi la balance favorable y tomboit au-deſſous de 2 à 3 millions ſterling, l'Angleterre ſeroit obligée de faire banqueroute :—

Obſervez enſuite qu'il ne vient annuellement de l'Amérique (ſource preſqu'unique des métaux précieux) qu'environ 6 millions ſterling, tant en or qu'en argent ; permettons à l'Eſpagne & au Portugal, qui tirent cet or & cet argent de leurs mines Américaines, d'en retenir un ſixième pour leurs propres beſoins, —le reſte de l'Europe doit donc s'arranger pour trouver les deux millions ſterling, qui, ſans cette cottiſation, manqueroient viſiblement à la voracité de l'Angleterre & de la France :— où l'Europe prend-elle ces deux millions ? où les a-t-elle pris depuis 20 ans ſeulement, en nous bornant même à ce période ?—Je n'en ſais rien ; mais vous trouverez les prétentions

& les beſoins de la France, établis & conſignés dans l'ouvrage très-juſtement eſtimé de M. Necker, ſur les finances de ce royaume ;— & vous trouverez dans les relevés très-exacts qu'a faits Sir Charles Whitworth de toutes les balances de l'Angleterre avec tout le reſte de l'Europe, & notamment depuis 1752 juſqu'en 1773, une balance annuelle de 4 millions 180 mille livres ſterling en faveur de l'Angleterre ;—

Obſervez encore, que dans ce relevé des balances de l'Angleterre avec tous les pays de l'Europe où il lui eſt poſſible de commercer, ſa balance avec la Ruſſie eſt la ſeule qui ne lui ſoit pas annuellement favorable :

Obſervez auſſi qu'il n'eſt pas un ſeul de ces pays, où l'Angleterre n'importe aujourd'hui environ trois fois plus de ſes marchandiſes qu'elle ne faiſoit au commencement du ſiècle :—

Obſervez qu'elle exporte chez elle de tous ces pays (excepté de la France qui eſt à ſa porte) trois fois plus de leurs marchandiſes qu'elle n'en exportoit au commencement du ſiècle : —

Obſervez que s'il réſulte de la pénultième obſervation, que l'Angleterre a triplé ſon commerce depuis un ſiècle, il réſulte de la dernière, que tous les pays où l'Angleterre à triplé les moyens qui alimentent ſon commerce avec eux, ont véritablement triplé les moyens qui alimentent leur commerce avec elle :—

Obſervez que ce point n'étant pas douteux, il eſt également inconteſtable que tous ces pays ont néceſſairement gagné comme l'Angleterre, en faiſant ce commerce, puiſqu'ils l'ont continué, & continuellement augmenté :—

Obſervez que tous les raiſonnemens que je viens de faire à l'égard de l'Angleterre, ſont auſſi coucluans à l'égard de la France :—

Obſervez que la valeur du revenu de toute l'Europe a plus que doublé depuis un ſiècle, tant réellement que nominalement,—& qu'il ne peut avoir doublé ſans que les moyens de circulation n'aient par-tout augmenté en conſéquence, puiſque ce revenu circule par-tout, & qu'en effet il ne peut y avoir qu'un gouvernement monſtrueux, qui puiſſe, *dans un temps ordinaire*, empêcher l'argent néceſſaire à la circulation, de ſe rendre par-tout où il y a des

marchandiſes & des denrées à vendre :—donc ſi l'Angleterre & la France ont reçu annuellement pendant un ſiècle, tout l'argent dont elles avoient beſoin pour la circulation d'un revenu qui augmentoit chaque année,—tous les autres pays ont également reçu tout l'argent néceſſaire pour la circulation de leur propre revenu, dans la proportion où il etoit augmenté :—

Obſervez, maintenant, que l'Angleterre avoit, il y a trente ans, au moins 25 millions ſterling dans ſa circulation,—& qu'en ajoutant à ces 25 millions, les 120 millions qu'elle prétend avoir reçu de ſa prétendue balance favorable, pendant le même temps, elle devroit donc avoir près de 150 millions ſterling dans ſa circulation actuelle :—or elle n'en a tout au plus que 30, & tout y circule avec la plus grande facilité :—

Obſervez auſſi que la France devoit, il y a trente ans, avoir dans ſa circulation, au moins 1500 millions tournois,---& qu'en ajoutant à ces 1500 millions, les 2 milliards 100 millions qu'elle auroit reçus de ſa prétendue balance annuelle de 70 millions tournois depuis ces 30 ans,---elle auroit dû avoir dans ſa circulation 3 milliards

600 millions,---or perſonne n'a jamais ſuppoſé au-delà de deux milliards tournois dans la circulation de la France :—

Donc, ſi l'Angleterre & la France ont réellement reçu tous les ans de l'Eſpagne, du Portugal, & d'ailleurs, les 7 millions ſterling en argent, dont ces deux nations prétendent avoir dépouillé annuellement le reſte de l'Europe,—*comme le reſte de l'Europe prétend en avoir été dépouillé ou fruſtré*,—il eſt évident que cet argent n'a fait que paſſer & repaſſer dans les mains de ces deux nations pour ſe porter alternativement où il étoit néceſſaire, & laiſſant partout aux agens de ce commerce, le bénéfice auſſi juſte que néceſſaire, qu'ils devoient y trouver :—

Il ne reſte qu'à expliquer de quelle manière ce petit prodige s'opère conſtamment, au milieu de tant d'opinions erronées, de tant d'entraves, d'intérêts divers, & de cupidité ; c'eſt ce que je vais faire le mieux qu'il me ſera poſſible.—

Il en eſt de la balance du commerce comme de tout ce qui intéreſſe la ſociété ;—pour que le bien général ſe faſſe, il ſuffit que chaque intérêt particulier conſtamment occupé de lui

ſeul, comme cela eſt & doit être, faſſe *ouvertement*, quand les adminiſtrateurs ſont éclairés, & *ſecrètement* quand les adminiſtrateurs manquent de lumières, tout ce qu'il croira capable de lui procurer *à lui-méme*, (ſans s'inquiéter de ſa nation) la plus grande portion poſſible de cette prétendue balance :—en voici la preuve dans le réſultat du commerce général, comme dans celui du commerce particulier.

La généralité des marchands de quoi que ce ſoit, intéreſſés dans le commerce qui ſe fait avec l'étranger, gagne annuellement & évidemment dans tous les pays connus, une balance de commerce en ſa faveur,—*puiſque ce commerce continue & augmente par-tout :* la démonſtration de ce point exiſte dans le détail des exportations & importations annuelles d'Angleterre commerçante avec tous les peuples,—détails expoſés dans l'ouvrage de Sir Charles Whitworth, dont j'ai déjà parlé :—

L'or & l'argent ſont des marchandiſes & des objets d'exportation pour l'Eſpagne & le Portugal, comme le vin, le bois, & tout ce qui peut ſe vendre, ſont des marchandiſes pour toutes les nations qui n'ont point ou qui n'ont pas aſſez de cette eſpèce de mines d'où l'on tire l'or & l'argent.

Toutes les nations produiſent ou manufacturent quelque choſe de plus qu'elles ne peuvent vendre & conſommer chez elles, & déſirent d'acheter & de conſommer le ſuperflu de quelques autres marchandiſes encore poſſédées par d'autres nations, qui ſe trouvent très-heureuſes de s'en débarraſſer afin d'en continuer la reproduction, & de recevoir toujours en échange quelque eſpèce de marchanchiſes qu'elles n'ont point, & qu'elles déſirent, n'importe pourquoi.

Maintenant je le demande au nom de l'expérience, quelle eſt la nation civiliſée à laquelle il manque, ſoit pour ſa circulation, ſoit pour le degré de luxe que celui de ſa civiliſation, je ne dis pas permet, mais exige,—quelle eſt, dis-je, la nation civiliſée, qui ne ſoit ſure qu'il exiſte chez elle beaucoup de gens qui veillent ce beſoin, qui en ſont inſtruits à la minute, qui ſont intéreſſés à le ſatisfaire, & toujours prêts à n'épargner ni peines, ni marchandiſes, ni crédit pour obtenir cet argent, ſoit directement, ſoit par échelles, & le plus promptement poſſible,—& pour l'obtenir à des conditions qui leur procurent à eux-mêmes un bénéfice auſſi légitime qu'aſſuré,—& qui en aſſure un égal au marchand étranger qu'ils en auront débarraſſé,—*débarraſſé*—car il ſe ſeroit bien gardé de s'en deſſaiſir, s'il n'y eût

trouvé ſon bénéfice ?—Les deux marchands, *dans les deux pays*, auront donc gagné, l'un comme l'autre, ce qu'on appelle une balance en leur faveur :—mais les deux nations n'auront-elles pas gagné également le bénéfice attaché à ce commerce comme à tout autre—*le bénéfice du travail—& d'un travail aſſez conſidérable pour payer un autre travail, avec les frais qui y ſont attachés ?*—& ce bénéfice, cette balance, qu'il ne faut pas appeller favorable, mais néceſſaire, n'eſt-elle pas aſſurée dans tous les pays, où chaque intérêt particulier, occupé de lui ſeul, ſera ſûr de n'être contrarié dans ſes opérations que ſur les points qui bleſſeroient quelque autre intérêt qui doit être auſſi reſpecté ?

Avant d'objecter à ce dernier paragraphe, l'embarras & le diſcrédit où ſe trouva la France en 1787,—& ſon état actuel qui en eſt évidemment la ſuite,—examinez ſi cet embarras, ce diſcrédit abſolu, ne provenoit point & de l'ignorance la plus profonde & la plus générale ſur tous les objets que nous avons diſcutés, & du temps ou du déſir qui manquoit à ſes miniſtres pour ſe prêter à l'inſtruction.—Le point capital aujourd'hui, le plus inſtant ſans doute, c'eſt de rétablir l'ordre en France ;—mais on doit ajouter qu'il ne peut pas être indifférent,—qu'il ne doit

pas être indifférent aux nations étrangères, *ſans le ſecours deſquelles l'ordre ne peut s'y rétablir*, que ceux qui oſent aſpirer au miniſtère futur de cette malheureuſe nation, conſacrent leur loiſir actuel à chercher, qu'ils ſe réſignent à reconnoître, & qu'ils ſe ſoumettent à adopter les vrais moyens d'y maintenir cet ordre quand il ſera rétabli,—& les ſeuls moyens capables d'empêcher le diſcrédit & l'embarras de s'y reproduire par degrés, *& de répandre finalement une ſeconde fois, dans tout le reſte de l'Europe, leur influence auſſi inévitable que peſtilentielle.*

Il faut ſur-tout que ces aſpirans au miniſtère futur de France, *& les nations étrangères elles-mêmes*, réfléchiſſent profondément ſur cette queſtion:—*Si la force* AUJOURD'HUI *peut gouverner conſtamment les Françcis ſans le ſecours de la raiſon,—quel homme raiſonnable peut eſpérer* AUJOURD'HUI *le rétabliſſement de cette Monarchie ſi néceſſaire à la balance de l'Europe,—ſi néceſſaire à la balance de ſes Républiques, comme à celle de ſes Monarchies?*..... (Voyez les pages 8 & 9 de l'Avant-propos.) *Princes, Rois, & Républiques, ſongez-y.*

CHAPITRE SEPTIÈME.

Réflexions qui ne permettent pas de ſuppoſer qu'une taxe payable EN NATURE,—*en produits mêmes tels qu'ils ſont fabriqués ou récoltés,— & une autre, connue ſous le nom de* CAPITATION, *fuſſent propoſables en France, après que l'ordre & la raiſon y ſeront réintégrés, avec l'eſpoir & les moyens de s'y maintenir.*

JE n'ai pas mis la taxe payable en nature même de produits, au nombre de celles qu'il fût poſſible d'établir aujourd'hui en France, parce que je n'ai pas conçu comment on pourroit en avoir l'idée, ſi l'on faiſoit la plus légère attention aux raiſons ſuivantes.

1°, Si l'on veut ſuppoſer la perception proportionnée, comme elle doit l'être, aux beſoins de l'Etat dans le temps où elle ſera établie,—elle ſera néceſſairement au-deſſus des beſoins l'année ſuivante, ou l'année d'après,—*car il eſt phyſiquement impoſſible, qu'à l'exception des temps de guerre où preſque tout eſt en ſtagnation, la richeſſe natio-*

nale, qui n'eſt autre choſe que l'accumulation & le produit des épargnes, n'augmente pas annuellement,— & qu'il eſt faux que les beſoins d'un bon gouvernement augmentent chaque année :—pourquoi donc le gouvernement leveroit-il une portion inutile de contribution ? *Seroit-ce pour la mieux employer que celui qui a ſu épargner ce qu'il falloit pour la produire ?* Seroit-ce pour la garder ſans rien produire, lui qui a tant d'intérêt à trouver la reproduction augmentée, lorſqu'il aura beſoin d'augmenter la contribution ?

2°, Le contribuable qui conſomme tout ce qu'il produit, moins la portion de taxe qu'il eſt obligé de payer, ne doit, dans tous les temps, au gouvernement, que ſa portion de la taxe néceſſaire ;—lorſqu'il faudra augmenter la taxe, la portion due par chaque contribuable devra ſans doute augmenter;---mais juſques-là, *tout ce qu'il faut* SEULEMENT, *eſt le plus & le moins qu'il doive donner,---comme auſſi c'eſt le plus & le moins que le gouvernement doive demander.*

3°, Cette eſpèce de taxe eſt abſurde, relativement à ſa deſtination ;---car s'il eſt quelques beſoins particuliers de villages, auxquels on peut ſatisfaire avec des produits,---il eſt des beſoins généraux qui regardent les provinces,---il en eſt

de plus généraux encore qui intéreſſent la totalité du royaume, & dont le gouvernement eſt plus ſpécialement chargé ;---or ces beſoins ſont de pluſieurs eſpèces, & le gouvernement peut en avoir, à chaque inſtant, dans tous les lieux intérieurs & extérieurs où il eſt obligé de correſpondre :-- or l'argent eſt non-ſeulement le ſeul repréſentant irrécuſable de tous les beſoins & de tous les ſervices, dans tous les temps *& dans tous les pays où la ſociété eſt ſortie de ſon enfance*,— mais il eſt encore le repréſentant le plus facile & le moins coûteux à tranſporter :---le gouvernement attendra-t-il que cent mille collecteurs de ſa contribution en nature de produits, aient recueilli, charroyé, logé, puis remis à des receveurs chargés d'examiner, vendre enfin, réaliſer & lui remettre en argent le montant d'une contribution *qu'il peut demander & obtenir en argent dès la première inſtance ?*

4°, Il eſt conſtant que l'intérêt bien raiſonné de pluſieurs eſpèces de créanciers des plus légitimes, autant que celui de leurs débiteurs, obligera, dans le régime futur, les premiers, à ſe contenter, & les autres, à ne donner qu'une redevance fixe en argent, pour toute autre redevance en nature de produits ;---d'ailleurs, il eſt bien reconnu que toute redevance en nature de

produits eſt auſſi contraire au progrès de l'agriculture qu'à la juſtice, *dans l'état actuel de la ſociété*,—& qu'il ſemble qu'on ne ſe dédommage *un peu* de l'injuſtice de cette redevance, *dans l'état actuel de la ſociété*, qu'en faiſant perdre *beaucoup* à l'agriculture :---le gouvernement obligé de tout réparer, de concilier tous les intérêts, de les engager tous à tranſiger ſur les anciennes idées,---adoptera-t-il pour lui ſeul, comme meſure générale, une redevance deſtructive & vexatoire, que les particuliers auront trouvé convenable, juſte & néceſſaire d'abolir entre eux ?

5°, Il ſeroit trop ridicule d'imaginer qu'il fût poſſible de lever en nature, ſur une maſſe de produits territoriaux évaluée 2 milliards 500 millions,—une valeur non-ſeulement des 500 millions néceſſaires pour la taxe, mais celle qu'il faudroit y ajouter pour les dépenſes extraordinaires, & les déprédations auſſi énormes qu'inévitables dans cette eſpèce de perception, *conſidérée dans la main du gouvernement d'un pays tel que la France*,---il faudroit donc rejetter la moitié du fardeau ſur l'induſtrie ;—mais conçoit-on la poſſibilité de recevoir en nature, des mains de l'induſtrie, ſa juſte portion de produits induſtriels, *tant de milliers de fois plus variés que ceux*

de l'agriculture?---Où vous conduiroit donc, & dans bien peu de temps, cette eſpèce de taxe, qui cependant a trouvé, depuis peu, des panégyriſtes ?---Elle vous conduiroit à vous repoſer ſur des fermiers généraux, du ſoin d'inventer, d'établir, & de corroborer toutes les eſpèces de vexations & d'inquiſitions néceſſaires pour la rendre productive ;---vous aurez un bien meilleur uſage à faire des propriétés, des talens & du crédit de vos fermiers-généraux & de tous les autres capitaliſtes.---Juſques-là, quel ſeroit donc votre dernier refuge ?---*la capitation ?*---Mais ſi la Juſtice Divine elle-même n'eſt pas là, pour préſider à la confection des rôles, pour dicter la ſomme qu'il faudra exiger de chaque individu,---comment aurez-vous la préſomption de croire que vous ſerez moins injuſte que vos prédéceſſeurs l'ont été même avec le ſecours des délations qu'ils provoquoient dans toutes les parties du royaume---du royaume le mieux organiſé alors pour cette partie eſſentielle de ſon adminiſtration ?

CHAPITRE HUITIÈME ET DERNIER.

Des effets de la Guerre actuelle ſur l'état futur de l'Angleterre & des autres Puiſſances coaliſées, SI ELLES ADOPTENT LES MAXIMES FISCALES DES ANGLOIS—ET SE HATENT D'AJOURNER, CONJOINTEMENT AVEC L'ANGLETERRE, TOUT AUTRE PROJET QUE CELUI DE TERMINER LE PLUS PROMPTEMENT, LE PLUS HONORABLEMENT, ET LE PLUS AVANTAGEUSEMENT, CETTE GUERRE QU'ELLES AVOIENT SI MAL JUGÉE!

IL eſt peut-être pardonnable de vouloir encore jouer le prophète, lorſqu'on a parlé ſi poſitivement, & qu'on n'a dit que la vérité en annonçant, il y a dix ans, à toute l'Europe, (v. *Méchaniſme des Sociétés*, page 142), & nominativement aux Anglois (qui gémiſſoient alors preſque indécemment ſous le poids idéal de leur dette),—*qu'après fort peu d'années, tous les millions ſterling que la guerre d'Amérique avoit coûté à leur nation, n'y laiſſeroient d'autre trace que de porter ſon blé, de 40 ſhillings le quartier (prix moyen) qu'il valoit alors, à 44 ſhillings,—*

& d'augmenter le prix de ſes terres, denrées, marchandiſes & ſalaires du travail,—dans la même proportion.—Je rappellerai quelques autres lignes de ce petit ouvrage, ſur leſquelles j'eſpère qu'il eſt encore temps de faire d'utiles réflexions; d'ailleurs elles nous conduiront au point ſur lequel je prétends encore prophétiſer—*ſous les clauſes contenues dans le titre.*

" Qu'arrive-t-il enfin de tous ces projets
" contre nature?—Les prétentions de l'état
" eccléſiaſtique ſoulevèrent toute l'Europe,—
" & le ſiège pontifical fut mis à ſa place.—La
" France ſouleva toute l'Europe contre l'ambi-
" tion de la Maiſon d'Autriche bien plus re-
" doutable par ſa puiſſance réelle,—le trône
" Impérial fut mis à ſa place,—& la France
" fut conſidérée comme la fondatrice & la pro-
" tectrice des libertés Européennes.—Bientôt la
" protectrice s'érigea en deſpote,—l'Angleterre
" ſouleva toute l'Europe contre elle, *& la France*
" *fut mal-adroitement jettée au-deſſous de ſa place.*
" —L'Angleterre, inſtrument principal de cette
" révolution, abuſa de ſon importance, comme
" avoient fait la puiſſance eccléſiaſtique, la Mai-
" ſon d'Autriche & la France,—la neutralité
" armée parut, & préſenta un code inoui,—
" il étoit juſte. (*Méchaniſme des Sociétés, p.* 240).

Nous verrons bientôt quelle étoit la Nation qui devoit, dans une circonſtance bien plus critique, préſenter un autre code de toute utilité auſſi, comme de toute juſtice & de toute néceſſité : mais nous commencerons par obſerver que dans la lutte dont nous venons de parler, lutte qui dura dix ſiècles,—les athlètes ne combattoient que pour l'honneur & l'avantage de régner ſur des hommes laborieux, braves, & riches,—& qu'aujourd'hui c'eſt une Convention monſtrueuſe, qui a promis, & promet journellement à toute l'Europe, de l'envahir & de n'y laiſſer que des ſcélérats, des lâches, & des ruines... Sa conduite, par-tout où elle a pu s'établir, ou ſeulement pénétrer pour quelques inſtans, a même prouvé qu'elle prétendoit n'y laiſſer que les ruines néceſſaires pour atteſter à la poſtérité— *qu'à la fin du* 18e *ſiècle, l'Europe étoit habitée par dix Nations policées, induſtrieuſes, riches & puiſſantes,—mais qui ne le furent pas aſſez pour s'y maintenir au-delà d'un petit nombre d'années, après qu'une monſtrueuſe Convention leur eût notifié l'ordre de diſparoître, & de rentrer dans le cahos, où elle étoit décidée à replonger la ſociété...*

Il ſemble enfin que l'Europe commence à ſoupçonner la poſſibilité de cette affreuſe cataſtrophe ;—& ſi elle n'eſt pas encore, dans ſa totalité, aſſez châtiée pour adopter courageuſement *tous* les moyens capables, non-ſeulement

de l'éviter aujourd'hui, mais de s'en garantir pour toujours,—il ſemble du moins que, dans le ſud de cette partie du monde, on commence à ſentir la néceſſité de ſuſpendre, & d'ajourner ſincèrement tout projet particulier de conquerir & de dominer, *lorſqu'on eſt viſiblement réduit à combattre pour la ſimple exiſtence*,—lorſqu'il s'agit viſiblement de ceſſer d'exiſter, ou de détruire inſtamment cette monſtrueuſe Convention, qui promit de détruire tout ce qu'elle ne pourroit bouleverſer, *& qui ne renonceroit aujourd'hui à ce projet atroce, que pour mieux en préparer, pour mieux en aſſurer le ſuccès*;—& c'eſt peut-être encore l'Angleterre qui, la première, ouvrit les yeux ſur la néceſſité de cette étrange alternative.—Elle pouvoit, dira-t-on, la prévenir, en ſe portant pour médiatrice *auſſitôt* que les dominateurs d'alors, qui ne vouloient la guerre que pour détruire la royauté en France, & ſe ſervir enſuite de la France pour détruire juſqu'au nom de Roi dans tout le reſte de l'Europe,—eurent forcé l'infortuné Louis XVI à la déclarer:—alors ſans doute les mouvemens intérieurs du royaume, décidés par ſes véritables ſentimens, que des armées révolutionnaires, qui n'exiſtoient pas encore, ne pouvoient encore étouffer,—euſſent prouvé à cette poignée d'hommes de ſang qui arracha cette funeſte déclaration,—l'importance d'une

médiation auſſi impoſante que celle de l'Angleterre,—poſſédant ſeule tous les moyens d'agir & de mouvoir le reſte de l'Europe,—& ne préſentant néanmoins à la France, comme à l'Autriche & à la Pruſſe, que des explications qui devoient les ſatisfaire, & des propoſitions capables de tout concilier.—Mais ſi l'Angleterre a commis cette faute,—ſi elle a perdu cette occaſion de s'immortaliſer dans le vrai genre,—ſi les maximes de la haute politique ont trop influé ſur cette neutralité abſolue dont elle s'étoit impoſé la loi,—ſi elle a même trop écouté un reſſentiment—naturel ſans doute, mais dont les ſuites ſont encore loin d'être déterminées,---dont les effets deviennent de jour en jour plus difficiles à prévoir, comme à calculer,---quelle eſt la Puiſſance en Europe, dont les vues aient été aſſez juſtes, les intentions aſſez pures, la conduite aſſez franche, les meſures aſſez vigoureuſes & en même temps aſſez ſages, pour oſer reprocher à l'Angletetre ce défaut de grandeur, de délicateſſe, de précaution, & de prévoyance ? ---Parmi tous les François, émigrés & autres, qui gémiſſent & qui ſouffrent ſi cruellement de l'état actuel de leur malheureux pays,---en eſt-il un ſeul qui oſera dire qu'il n'a rien deſiré, qu'il n'a rien fait de ce qui devoit y conduire, de ce qui pouvoit y provoquer---& qu'il a voulu ſincèrement, *& dans le temps*, faire tout ce qui

pouvoit l'empêcher ?---Et parmi les Anglois qui pouvoient ſe faire entendre en Angleterre, parmi ces Anglois dont la voix eſt *toujours* entendue avec intérêt, & *rarement* ſans quelque fruit---même lorſqu'il eſt eſſentiel d'en ſuivre un autre,---en eſt-il un ſeul qui oſera dire, qu'à tous ces égards il n'eût rien à ſe reprocher ? en eſt-il un ſeul qui, dans les débats parlementaires où il s'eſt le plus diſtingué, ait voulu dire un mot ſur ce point de la queſtion, que j'ai touché..... N'accuſons ni les hommes, ni les choſes, ni les temps, du produit, ſans doute néceſſaire, de la combinaiſon de ces trois circonſtances, telles qu'elles étoient dans le fatal inſtant qui a tout décidé :---l'importance de la guerre actuelle,---la néceſſité de la pourſuivre avec une autre vigueur que celle qui n'a évidemment ſervi juſqu'à ce jour qu'à en accroître les dangers,—l'impoſſibilité de réuſſir ſans manifeſter une autre eſpèce d'ambition que celle qui n'a évidemment ſervi juſqu'à ce jour, qu'à glacer ou aliéner tous ceux *dont le concours eſt évidemment indiſpenſable*,—ſans élever enfin le ſeul étendard auprès duquel les 19 vingtièmes des François puiſſent loyalement & ſans réſerve s'unir à des étrangers,—même contre les brigands qui dévaſtent la France,---qui la dévaſtent, *mais qui ne veulent pas la laiſſer démembrer* :---voilà le point central qui doit aujourd'hui abſorber

toutes les idées, mouvoir tous les reſſorts, exercer toutes les facultés, diriger, employer toutes les reſſources de quiconque ne mérite pas d'être impitoyablement dépouillé de tout ce qu'il poſsède, *ſoit couronne, ſoit chaumière*;—que tout le reſte ſoit oublié.

Cependant combien doit coûter à l'Angleterre cette guerre devenue évidemment (indépendamment des conſidérations dont nous venons de nous occuper d'une néceſſité abſolue, auſſitôt après qu'on la lui eût déclarée ?---Veut-on qu'il lui en coûte 30 millions ſterling pour la voir terminée de manière que tous les confédérés puiſſent licentier leurs armées ſans folie, c'eſt-à-dire, *ſans inquiétude ſur le ſort de leurs couronnes, comme ſur le maintien de toute eſpèce de propriété ?*---ſoit, 30 millions ſterling.---

Si le préjugé du *rembourſement national* n'exiſtoit plus ; ſi l'on eût diſcuté cette queſtion, comme elle pouvoit l'être en Angleterre, j'oſe le répéter, toute idée de rembourſement national eût été déclarée abſurde, & le million ſterling qu'on ſacrifie tous les ans à cette idole, ou à quelques autres projets auſſi peu raiſonnables,---ſuffiroit aujourd'hui pour donner aux Miniſtres plus de 20 millions ſterling, & en aſſurer l'intérêt à perpétuité, ſans impoſer pour cet objet aucune taxe nouvelle. Mais ſi ce préjugé n'exiſte plus

dans l'eſprit de quiconque a pris la peine d'y réfléchir, perſonne n'oſe le dire en Angleterre, parce que tout le monde en Angleterre a ſoutenu la néceſſité de rembourſer. Je ſuppoſerai donc un million 500 mille livres ſterling de taxes additionnelles, pour aſſurer, à perpétuité, l'intérêt de 30 & quelques millions ſterling, qu'il faudra trouver pour terminer, honorablement & ſurement, cette horrible guerre.

Quel effet produiront ces taxes additionnelles ſur les jouiſſances de quiconque eſt intéreſſé dans le revenu général *(territorial & induſtriel)* de l'Angleterre,---*en prenant pour baſe du raiſonnement, l'expérience irrécuſable d'un ſiècle, & l'expérience encore plus frappante de l'effet des taxes impoſées pour ſubvenir, tant à la guerre d'Amérique, qu'à l'inutile rembourſement, ou rachat, d'un million ſterling chaque année ?*

Quel effet produiront, dans les États des autres Puiſſances coaliſées, les taxes néceſſaires pour aſſurer, à perpétuité, l'intérêt des emprunts qu'elles ont déjà faits, & de ceux qu'elles ſeront encore obligées de faire ?---

En répondant explicitement à la queſtion, relativement à l'Angleterre, je répondrai implicitement à celle qui regarde les Puiſſances

coaliſées, *ſi elles veulent bien, comme les Anglois, après que leurs taxes ſeront établies, laiſſer tous les intérêts s'éclairer & ſe balancer, comme ils s'éclairent & ſe balancent en Angleterre.*

La guerre d'Amérique a chargé la Nation Angloiſe, je ne dirai pas d'une dette de 100 millions nominaux, qui tantôt en valent réellement 90 ou 95, & tantôt 60 ou 70,—mais je dirai, de 5 millions ſterling de taxes annuelles, qui valent tons les ans, POUR LE PLUS GRAND AVANTAGE DES TRAVAILLEURS, COMME DES CAPITALISTES, 5 millions ſterling, bien réels, & bien comptés,—& dont il eſt ſeulement réſulté ce qu'on va lire :—

Fort peu de temps après l'établiſſement de ces taxes, tout enchérit en Angleterre, comme cela devoit être, graces au balancement très-libre de tous les intérêts, & aux efforts très-raiſonnables de chacun de ces intérêts, pour ſouffrir le moins poſſible de cet enchériſſement général.—

Si l'on veut juger du taux d'enchériſſement qu'éprouva la totalité des produits, tant de l'agriculture que de l'induſtrie, par celui du blé, qui, dans tous les pays bien adminiſtrés, reçoit toujours la loi des autres produits, quand ce n'eſt pas lui qui la leur donne,—on trouvera que le total de la reproduction territoriale &

induſtrielle y enchérit d'environ 12 à 15 pour cent, puiſque le prix moyen du même blé, qui ſe vendoit *(prix moyen)* 40 ſhellings au commencement de la guerre d'Amérique, monta bientôt après, & ſe ſoutient conſtamment depuis ſix à ſept ans, entre 44 & 46 ſhellings le quartier; —j'avois prophétiſé 44 ſeulement, parce que ma preſcience ne s'étendoit pas juſqu'à ſuppoſer la perſévérance dans le rembourſement du million qu'on ſacrifie annuellement à cette miſérable idole.—

Obſervons maintenant que, ſi le prix de tous les produits territoriaux & induſtriels eût augmenté, ſans qu'on augmentât le ſalaire des travailleurs,—ces malheureux auroient perdu environ 10 pour cent de leurs jouiſſances, & que les vendeurs auroient auſſi perdu le bénéfice qu'ils font annuellement ſur cette partie conſidérable de leurs ventes *(le tiers)*;— mais on calcule trop bien en Angleterre, pour y être long-temps complaiſant ou injuſte. D'ailleurs on voit, dans le Journal d'Agriculture de M. Young, qu'en général le prix du travail a augmenté *ſur un medium* de 12 à 15 pour cent dans l'agriculture; & il n'y a pas un capitaliſte induſtriel qui ne ſache que la main-d'œuvre lui coûte proportionnellement dans l'induſtrie.—

Obſervons auſſi que les taxes n'ont porté que ſur la conſommation de différens articles de l'in-

duſtrie & de luxe,—*ce qui n'a pas empêché les differens articles de l'agriculture & du néceſſaire, d'enchérir comme s'ils avoient été taxés :*—

Obſervons encore (ce qui mérite beaucoup de l'être) que ce grand acte de juſtice s'eſt opéré méchaniquement, *malgré l'abſurde* premium *qui fut alors propoſé, par quelques* Aldermen *de la Cité de Londres, pour empêcher les proviſions d'enchérir* ;—& que dans le cas où l'agriculture ſe fût prêtée à cette avidité mercantile, l'agriculture Angloiſe auroit néceſſairement, avant long-temps, éprouvé la perte que les entraves mises en France au commerce des grains, avoit ſi long-temps fait éprouver à la France ; *mais il y a trop de calculateurs en Angleterre, & ils y ſont trop libres, pour qu'on y ſoit long-temps complaiſant ou injuſte.*—

Quelle différence y a-t-il donc entre l'état actuel des Anglois, & leur état avant cette guerre d'Amérique prétendue ſi déſaſtreuſe,—cette guerre cependant, après laquelle leurs importations, comme leurs exportations, ont augmenté de plus de 20 pour cent ? Je n'y vois aucune différence, ſi ce n'eſt que chacun d'eux vend, achète, & jouit aujourd'hui, ſous le nombre 112 ou 115, au lieu de vendre, d'acheter & de jouir ſous le nombre 100, comme il faiſoit avant la

guerre d'Amérique;—c'eſt ce que j'avois prophétiſé, & je défie l'homme le plus hypocondre de toute l'Angleterre, de ne pas convenir de l'accompliſſement de ma prophétie, à moins que l'état déplorable de ſa ſanté ne lui laiſſe plus le moindre uſage de ſa raiſon.

Or, 5 millions ſterling de taxes annuelles n'ayant enchéri, *dans le total*, le travail & les produits territoriaux & induſtriels des Anglois, que de 12 à 15 pour cent, avec leur ſyſtême de taxation, *trois fois plus coûteux que le dernier que nous avons examiné*,—de combien, avec leur même ſyſtême, quinze cent mille livres ſterling de taxes additionnelles doivent-elles enchérir les mêmes objets, *travail & produits ?*—D'environ 4 pour cent ;—& après cette opération de toute juſtice & de tout avantage réciproque, tous les maux pécuniaires de la guerre actuelle ſeront terminés pour les Anglois,—& chacun d'eux jouira ſous le nombre 116 ou 119, au lieu de jouir ſous le nombre 112 ou 115, comme il faiſoit avant cette horrible guerre :—

Le ſeptier de blé vaudra donc, *prix moyen*, un ſhelling & quelques ſols de plus qu'il ne vaut ;—mais qu'importe au travailleur, lorſqu'il ſera payé en conſéquence ?—

Il eſt également certain que la dette nationale ſera augmentée ; mais qu'importe à la Nation, puiſque toutes les valeurs ſeront néceſſairement augmentées dans la même proportion ?—& il lui importeroit encore bien moins, ſi elle vouloit enfin conſentir à obſerver qu'on lui a bien clairement démontré, qu'il eſt auſſi abſurde qu'inutile, de la rembourſer.

O Angleterre ! redouble tes efforts ;---détermine, encourage, facilite ceux des Puiſſances coaliſées ;---tu auras perdu comme elles beaucoup d'hommes bien précieux... Ah ! combien d'hommes auſſi précieux tombèrent dans les autres guerres, victimes d'une ambition folle, ou d'une cupidité auſſi mal calculée :---on pouvoit, on devoit les regretter ;---mais l'humanité ne gémira point de cet autre ſacrifice, où les victimes ne tombent que couvertes de la gloire de s'être précipitées elles-mêmes, pour combler l'abîme où des brigands entraînoient la ſociété.

FIN.

BRITISH MUSEUM